

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



SOMMAIRE

PAGES

CHARLES-H. POUTHAS. <i>Une enquête sur la réforme administrative sous la Seconde République</i>	1
GEORGES BOURGIN. <i>Notes sur les Archives françaises de 1936 à 1941</i>	13
J. DHONT. <i>La destruction de Valenciennes par les Normands</i>	19
J. DHONT. <i>Un acte inconnu de Philippe-Auguste</i>	21
BULLETIN HISTORIQUE. <i>Histoire du Nord (Flandre, Artois, Picardie), publications des années 1930 à 1940, par E. PERROY et M. BRAURE (1^{re} partie)</i>	25
COMPTES RENDUS CRITIQUES (Pour le détail, voir au verso)	50
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	76
RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES	89
CHRONIQUE	93

67^e année — T. CXIII Janvier-Mars 1942-43

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE



REVUE HISTORIQUE

DIRECTEURS :

S. CHARLÉTY

MEMBRE DE L'INSTITUT

RECTEUR HONORAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

P. RENOUVIN

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Secrétaires de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET, agrégés de l'Université.

RÉDACTION :

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France), le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

ABONNEMENTS ANNUELS à partir du 1^{er} janvier 1942

France et Colonies : 150 francs — Étranger : tarif 1 : 180 francs ; tarif 2 : 200 francs

— *Le numéro*, 45 francs

Compte de chèques postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de deux francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	PAGES
Walter Otto et Hermann BENGTSON. <i>Zur Geschichte des Niedergangs des Ptolemaerreiches</i>	50
A. COVILLE. <i>L'Europe occidentale de 1270 à 1380. 2^e partie : de 1328 à 1380</i>	56
Leon MIROT. <i>Jean sans Peur, de 1398 à 1405, d'après les comptes de sa Chambre aux deniers</i>	60
Wilhelm BERNING. <i>Das Bistum Osnabrück vor Einführung der Reformation, 1543</i>	62
Jakob STRIEDER. <i>Das reiche Augsburg</i>	64
Paul-Romane MUSCULUS. <i>La prière des mains : l'Église réformée et l'art</i>	65
Dixon WECTER. <i>Edmund Burke and his kinsmen</i>	66
Henri GUILLEMIN. <i>Le Jocelyn de Lamartine</i>	68
Christian SCHEFFER. <i>La grande pensée de Napoléon III. Les origines de l'expédition du Mexique, 1858-1862</i>	70
Watkin DAVIES. <i>Lloyd George, 1863-1914</i>	72
Emile GIRAUD. <i>La crise de la démocratie et le renforcement du pouvoir exécutif</i>	73
A. SOULIER. <i>L'instabilité ministérielle sous la III^e République, 1876-1936</i>	73

UNE ENQUÊTE SUR LA RÉFORME ADMINISTRATIVE SOUS LA SECONDE RÉPUBLIQUE¹

Pendant les quatre années qu'a duré la Seconde République, la réforme administrative a été constamment à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale et du Conseil d'État. Exemple, entre beaucoup d'autres, de cette ardeur à amender et de cette impuissance à aboutir qui sont la caractéristique des hommes et du régime de 1848. Objet de discussions sans fin, elle se perdit dans les commissions parlementaires pour être, au bout du compte, réalisée, mais dans un tout autre esprit, par Napoléon III.

Elle fut posée par la constitution du 4 novembre 1848 elle-même, dans son chapitre VII. Celui-ci appliquait aux élections locales le suffrage universel — rien de plus simple, mais son art. 77 supposait une modification des institutions administratives en passant sous silence les conseils d'arrondissement et en prévoyant des conseils cantonaux. D'autre part les articles 78 et 79 chargeaient une loi postérieure de déterminer la composition et les attributions des conseils, la nomination des maires et adjoints et — ce qui étendait largement le régime d'exception existant alors seulement pour la capitale — le mode d'élection à Paris, dans les communes du département de la Seine et dans les villes de plus de 20.000 âmes ; cette loi était mise par le décret du 14 décembre au nombre des lois organiques que la Constituante devait faire, et ne fit pas, avant de se séparer. Sans l'attendre, un décret du gouvernement le 3 juillet 1848 avait décidé que provisoirement dans les communes de moins de 6.000 habitants, maires et adjoints seraient élus par les conseils municipaux. Enfin, le 7 avril 1849, le député Raudot déposa une proposition d'organisation municipale, cantonale et départementale ; la commission qui l'examina conclut

1. Communication faite à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, le 5 juillet 1941.

par son rapport du 24 avril, à la prise en considération ; elle fut renvoyée sans discussion par l'Assemblée à l'examen du Conseil d'État le 31 avril. Le Conseil d'État se trouva donc chargé à la fois par le gouvernement et par l'Assemblée de mettre sur pied les lois prévues par la constitution et par l'initiative parlementaire.

La commission de Législation présidée par Vivien désira de s'inspirer des faits comme de la doctrine. Par différentes lettres précises et pressantes, elle pria le ministère de l'Intérieur de réunir la documentation nécessaire. Les bureaux du ministère en trouvèrent les éléments dans leurs dossiers ou se les procurèrent par des enquêtes : le ministre Dufaure adressa une longue circulaire aux préfets le 18 août 1849 : « Dans une matière aussi grave où les vœux et les intérêts de toutes les localités doivent être mûrement pesés afin de leur donner une juste satisfaction », il lui avait paru utile de saisir les conseils généraux dans leur prochaine session d'un questionnaire d'une trentaine de points portant sur l'organisation et la composition des conseils municipaux, la nomination des maires, les attributions des uns et des autres, puis sur l'institution nouvelle des conseils cantonaux, enfin sur le pouvoir et les sessions des conseils généraux. Un mois après, le 29 septembre, nouvelle circulaire : regrettant de ne pouvoir consulter les 37.000 communes sur la loi municipale en préparation, il invitait au moins les préfets à réunir sans délai les conseils municipaux des villes de plus de 20.000 habitants visées par l'article 79 de la constitution pour obtenir leur avis sur le mode d'élection des conseils, le résultat donné par la législation de 1831 et celle de 1848 et les réformes qu'elles nécessiteraient, et, en général, sur les questions posées aux conseils généraux par la précédente lettre. Une troisième circulaire encore, le 22 octobre, interrogea les préfets sur les avantages ou inconvénients de la publicité des séances des conseils généraux autorisée l'année précédente. Les pièces réunies au ministère et les réponses à cette triple enquête — elles sont d'octobre et novembre — forment une masse considérable de documents dispersés en différentes séries des Archives Nationales¹, dont je voudrais dégager les conclusions.

1. ARCHIVES NATIONALES : F³I 16 (les textes des trois circulaires ; les réponses des préfets à la circulaire du 29 septembre et à celle du 22 octobre) ; F¹1A 598 (les réponses des préfets à la circulaire du 18 août) ; F¹1I 259 (les réponses des maires et conseils municipaux à la circulaire du 29 septembre) ; C 977 (documents émanant du Conseil d'État, du ministère de l'Intérieur ou de la commission parlementaire).

Ils nous donnent en effet le moyen de connaître, sur la décentralisation, la doctrine des différents pouvoirs : Conseil d'État, gouvernement, assemblée parlementaire, préfets, conseils généraux, maires et conseillers des grandes villes. Ils ouvrent aussi la possibilité, assez rare, de nous rendre compte, dans un domaine où sont en cause l'existence et les intérêts quotidiens des localités, de la façon dont la vie politique, brusquement élargie par le suffrage universel, a pénétré dans les masses, de l'écho qu'elle y a éveillé et des désirs qu'elle y a sollicités. On conçoit que l'étude en pourrait être longue ; je me restreindrai à quelques points.

* * *

La population venait de recevoir du nouveau régime des pouvoirs inconnus et, disait-on, avidement réclamés : dans quelle mesure s'en est-elle saisie ?

Elle s'est beaucoup plus intéressée — et le fait nous montre que la commune est alors dans le corps social l'organisme réellement vivant — plus intéressée donc à l'élection des conseils municipaux qu'à celle des conseils généraux. Pour ceux-ci la proportion des votants aux inscrits n'atteint 60 % que dans 3 départements (les Basses-Alpes, la Corrèze et le Tarn) ; elle descend entre 20 à 30 % dans 8 et il n'y en a que 11 où la moitié des électeurs soit venue au scrutin ; la moyenne est aux alentours de 40 %. En revanche, pour les conseils municipaux, elle atteint de 60 à 75 % dans 35 départements. Dans certains, les plus évolués et instruits, le contraste est particulièrement frappant : dans la Gironde 39 % pour le conseil général, 70 % pour le conseil municipal ; dans le Bas-Rhin 20 % contre 60 % ; dans la Moselle, où la participation municipale atteint le record de 81 %, elle n'est que de 28 pour le conseil général. Cependant ne concluons pas que la vie communale soit encore intense : il n'y a en général que la moitié des électeurs qui usent de leur droit, et même seulement 42 ou 43 % dans les départements de l'Ouest, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Finistère et autres départements bretons. Dans de grandes villes comme Nancy 2.560 électeurs ont voté sur 9.540, à Bordeaux moins de 9.500 sur plus de 15.000. Il n'y a pas eu d'autres consultations locales que celle-ci ; or on sait que pendant la Seconde République, les scrutins ont été de moins en moins fréquentés jusqu'au coup

d'État. En tout cas, on peut dire que s'ils participent à la vie communale, les électeurs délaisse la vie départementale.

Le décret de juillet 1848 avait appelé les conseils municipaux des communes de moins de 6.000 âmes à élire leurs maires et leurs adjoints. N'allait-il pas en résulter que les administrateurs nommés par le gouvernement de Louis-Philippe seraient balayés par cette révolution municipale ? Or sur environ 65.000 de ces fonctionnaires (les chiffres n'existent que pour 80 départements) 35.657 furent maintenus par l'élection ; la proportion atteint les 2/3 dans 15 départements et même 85 % en Seine-et-Oise ; elle ne descend au 1/3 que dans les départements montagneux des Alpes du sud et de Provence (Basses et Hautes-Alpes, Vaucluse, Var et Bouches-du-Rhône) et dans le Languedoc (Gard, Hérault, Aude, Haute-Garonne, Ariège et Pyrénées-Orientales). Sauf une partie du Midi, le suffrage universel ne répudia pas le personnel de la monarchie.

Quant à la publicité des séances des conseils généraux, les témoignages des préfets sont unanimes : l'indifférence de la population a été totale : 2, 3, 4 assistants, parfois une dizaine au grand maximum, à quelques séances seulement et souvent pour un moment ; ce sont pour la plupart des rédacteurs de journaux locaux. Il y en a moins encore en général à la session de 1849 qu'à celle de 1848. Chose assez curieuse, les départements bretons font exception : on signale dans les Côtes-du-Nord, le Finistère, la Loire-Inférieure et le Morbihan un public assez nombreux et attentif de bourgeois, où se rencontrent surtout les avocats et les ecclésiastiques. A Lyon une seule séance attira du monde, celle où l'on discutait de l'organisation de la région lyonnaise. A Bordeaux lors d'une discussion sur l'instruction primaire, en Corse où l'on soupçonnait le préfet d'être hostile aux Bonaparte, et à Mâcon pour acclamer Lamartine, le public se livra à quelques manifestations anodines.

Tous ces faits concordent : l'élargissement du suffrage n'a pas incité le public local à la vie politique. La réforme administrative se réalise et se discute en dehors de l'attention des masses.

* *

Que devient-elle donc dans cette fraction de la population qu'elle mettait en branle ?

Une remarque préalable : les réponses aux questionnaires

ministériels sont souvent incomplètes, certaines autorités locales n'ont pas répondu ; quelques préfets même, comme celui des Bouches-du-Rhône, ne l'ont fait qu'avec grand retard. Le nombre des questions posées sans doute était trop grand, on en laissa tomber un certain nombre. Sur l'essentiel néanmoins, nous avons l'ensemble des avis.

On admet comme un postulat que la centralisation pèse d'un poids trop lourd sur la France ; mais, comme pour la plupart des idées politiques sur lesquelles tout le monde est d'accord, ce consentement universel s'explique parce que on reste dans l'imprécision. Les seuls qui essaient — préfets ou représentants — de serrer d'un peu plus près les termes, distinguent la décentralisation politique, que tout le monde uniformément repousse au nom de l'unité de la nation ou de la nécessité de l'action gouvernementale, de la décentralisation administrative. Cependant je trouve dans 2 départements de l'ouest, la Charente-Inférieure et l'Ille-et-Vilaine, une conception curieuse : la facilité avec laquelle les révolutionnaires ont triomphé en 1830 et 1848 et le danger que leur victoire aurait fait courir à l'ordre en avril 1834 et surtout en juin 1848, inspirent à ces deux conseils généraux modérés ou conservateurs l'idée de chercher dans la décentralisation une garantie contre le péril : « la plupart des hommes modérés, écrit avec stupeur Caffarelli, préfet de Rennes, le 26 octobre 1849, quelle que soit la bannière sous laquelle ils se fussent placés antérieurement, redoutent en ce moment à l'excès une nouvelle invasion du pouvoir de la part des révolutionnaires et c'est pour se mettre à l'abri de cette invasion, pour chercher une garantie contre elle, qu'ils réclament aujourd'hui l'affaiblissement du pouvoir central. » ... « Ils estiment qu'en détruisant l'autorité centrale, ils auront coupé court aux conséquences d'un nouveau mouvement révolutionnaire ». Une telle attitude est exceptionnelle. Mais comment concevoir la décentralisation administrative ? La véritable réforme libérale serait d'élargir les attributions des conseils locaux. C'est en réalité la seule question qui soit posée, en dehors de la publicité des séances et de menus points concernant les sessions, relativement aux conseils généraux. Elle se pose aussi pour les conseils municipaux.

Les attributions des assemblées locales avaient été réglées par les lois de 1837 et 1838 : le ministre demande formellement s'il faut envisager de les modifier. Les réponses ne laissent pas d'être

surprenantes. On pouvait s'attendre que les préfets ne tinssent pas à être dépossédés au profit des conseils : ils signalent à l'envi le danger d'ouvrir la porte à « l'administration collective » ; même deux d'entre eux, du Gers et d'Ille-et-Vilaine qui considèrent, le premier que « c'est en les prenant pour point d'appui que le gouvernement se fortifiera », le second qu'en ces temps de révolution ils pourraient devenir un immense secours pour le gouvernement et la société, ne proposent pas de les mêler davantage aux affaires, mais seulement de pouvoir les réunir extraordinairement. Mais des conseils généraux eux-mêmes aucun ne sollicitera un accroissement de pouvoir : tous s'en tiennent à la loi de 1838 ; 18 se bornent à demander la création d'une commission permanente. Il semble donc bien que, de l'aveu des intéressés eux-mêmes, le département n'ait pas créé encore d'existence collective qui réclame d'être émancipée. Ce sera d'ailleurs l'avis du Conseil d'État dans son projet de 1851 qui, sans soulever de protestations, concluera que le département n'est qu'un cadre administratif.

Mais la commune ? Distinguons ici l'opinion des conseils généraux et celle des conseils municipaux. Les conseils généraux pour l'immense majorité sont satisfaits de la loi de 1837 ; 27 ne se posent même pas la question ; 40 autres sont catégoriques pour ne demander aucun changement. 18 seulement envisagent une augmentation d'attributions, 5 d'entre eux sans rien préciser (Côtes-du-Nord, Creuse, Haute-Loire, Lozère, Oise) ; quelques-uns sur des points particuliers : les conditions de jouissance des pâts, des octrois et des bois (Calvados, Cher, Saône-et-Loire), ou la passation des baux (Seine-Inférieure), ou bien la liberté d'administration des biens et revenus propres (Maine-et-Loire, Seine-et-Marne, Tarn) ; 5 seulement sur l'ensemble des affaires économiques et le budget local (Eure, Ille-et-Vilaine, Deux-Sèvres, Somme, Yonne). Ce sont des exigences de peu d'étendue. Or ne voyons pas dans cet avis des conseillers généraux une spéculation théorique sans portée ; beaucoup en effet sont maires, adjoints ou conseillers dans leur ville ou leur village et parlent d'expérience. Quant aux conseils municipaux des grandes villes qui ont répondu à la consultation gouvernementale au nombre de 53, 27 n'ont pas jugé utile de délibérer sur la question, parmi lesquelles des villes comme Lyon, Marseille, Montpellier, Versailles, Le Havre, Metz et Nantes ! Dix-huit s'estiment satisfaits du régime actuel, ainsi Saint-Quentin, Caen, Dijon, Bordeaux, Lille, Colmar, Rouen. Que reste-t-il donc ?

Huit seulement à réclamer quelque chose. Quoi ? Brest, Cherbourg, Orléans, Valenciennes demandent le droit de régler leurs budgets et de disposer de leurs revenus, de décider l'affectation de leurs immeubles et de les réparer ; Nancy, Douai, Cambrai et Strasbourg voudraient nommer les fonctionnaires municipaux, notamment le receveur et les administrateurs des hospices. On ne voit pas très bien, dans ces conditions, la nécessité d'une réforme que déclinent les bénéficiaires.

A la vérité, presque tous demandent quelque chose, à quoi s'accordent les préfets : c'est une augmentation des attributions de ceux-ci. Le vœu général est que le préfet reçoive le droit d'approuver sans en référer à Paris les dépenses locales ou les propositions de gestion des villes pour un chiffre supérieur au système actuel, qu'il puisse régler souverainement toutes les affaires de pure administration communale, autoriser le vote des centimes additionnels ou leur affectation quand ils n'atteignent pas une certaine proportion des ressources, que les affaires des communes dont les budgets sont inférieurs à 100.000 francs soient délibérées sur place. En somme les villes et les conseils généraux ne s'élèvent pas contre la tutelle administrative. Ils désirent seulement que le tuteur soit rapproché d'eux, que ce soit le préfet qu'on connaît et non le ministre anonyme et lointain. Voilà comment, débarrassée de toute la phraséologie des politiciens et des théoriciens, les intéressés conçoivent en 1849 la décentralisation.

* * *

Si la substance même de la réforme était écartée du débat, l'opinion s'attacha au contraire à l'aspect politique — assez illusoire — des conditions de choix d'autorités locales dont elle acceptait de restreindre le rôle. Laissant de côté les questions de détail, j'étudierai seulement les conditions d'électorat et d'éligibilité, et la nomination du maire.

La constitution définissait le droit électoral législatif de la façon la plus démocratique : 21 ans d'âge, six mois de domicile : on en avait employé les listes pour le renouvellement des conseils ; fallait-il maintenir ce régime à titre définitif ? Sur 55 réponses de conseils municipaux, 9 sont affirmatives ; le silence de 9 autres semble devoir être interprété de même ; donc 18 au maximum. Tous les autres sont au contraire partisans d'une aggravation des

conditions électORALES, le plus grand nombre (31) en exigeant un minimum de domicile d'un an au lieu de six mois, parfois deux (Reims et Versailles) et même trois (Cherbourg et Mulhouse) ; une douzaine en portant l'âge de 21 à 25 ans ; et — ce qui est beaucoup plus grave — 20 (sur 55, proportion importante) exigeaient l'inscription au rôle des contributions directes. Une quinzaine voudraient pour l'éligibilité ajouter des restrictions aux conditions d'électorat, soit d'âge, soit de domicile, soit de paiement des contributions. Les conseils généraux seraient pour l'élection aux conseils municipaux un peu moins exigeants que les conseils municipaux eux-mêmes, car, sur 65, 7 poseraient la condition du paiement des contributions directes pour l'électorat, 31 pour l'éligibilité, mais 43 allongeraient la durée nécessaire du domicile ; 15 sont pour le système démocratique existant. Ainsi, dès le mois d'octobre 1849, l'opinion provinciale demandait une restriction du suffrage universel : on faisait valoir qu'il s'agissait ici d'intérêts et d'administration, non de théorie politique, que les intérêts de la cité pour être compris et défendus supposaient une participation effective à la vie communale que seules une assez longue résidence et la propriété pouvaient entraîner. Sans doute tel qui le demande peut encore être partisan du suffrage le plus démocratique pour les élections législatives. Cependant, un débat ardent comme celui qui s'est engagé au conseil municipal de Lille entre montagnards et modérés (à la victoire de ceux-ci d'ailleurs) prouve que la portée politique du problème avait été aperçue. Il est notable qu'alors qu'il faudra la poussée révolutionnaire des élections de mars et d'avril 1850 pour amener la chambre à la loi du 31 mai, les assemblées provinciales en envisagent les restrictions pour elles-mêmes dès l'automne de 1849.

Le mode de nomination des maires a, comme le droit électoral, attiré spécialement l'attention. C'est en effet, avec les attributions des conseils, la pièce maîtresse de l'édifice administratif. Le gouvernement républicain n'avait pas osé aller plus loin que de déferer provisoirement l'élection des maires aux communes de moins de 6.000 habitants, c'est-à-dire d'ailleurs à la majorité, car sur 37.000 communes 29.611 avaient moins de 1.000 habitants. Le maire étant l'administrateur effectif à peine contrôlé par le conseil, il s'agissait en somme de savoir si la commune revendiquait sa propre gestion ou l'abandonnait au représentant du gouvernement. Or 5 conseils généraux seulement sont partisans de l'élection

du maire par le conseil dans toutes les communes et 12 la maintiennent pour les petites communes. Des 59 grandes villes, Lorient et Montpellier seules sont pour l'élection. L'unanimité des conseils municipaux, la presque totalité des conseils généraux, non seulement ne contestent pas, mais restituent au gouvernement la nomination des maires. La seule question est de savoir si le conseil municipal pourra présenter des candidats à la désignation du pouvoir exécutif, si celui-ci aura toute liberté de choix ou devra prendre les maires au sein du conseil municipal. La présentation de candidats n'est demandée que par 10 conseils généraux et par 9 conseils municipaux. La désignation obligatoire parmi les conseillers municipaux réunit au contraire la majorité des conseils généraux (37 sur 49 réponses formelles) et des conseils municipaux (21 sur 33 réponses précises). Leur libéralisme n'allait pas plus loin que les conditions du temps de Louis-Philippe.

Resteraient encore quelques questions qui intéresseraient les rapports du gouvernement et des autorités locales, telles que le droit de convocation d'assemblées extraordinaires, les garanties à donner pour le cas de suspension et révocation des maires, de dissolution des conseils. Elles ne sont pas, après celles-là, assez importantes pour nous arrêter longuement.

Étant donnée l'opinion exprimée par les Conseils, on peut bien penser que la doctrine de l'administration elle-même n'est pas très différente, pas plus libérale évidemment mais à peine plus rétrograde. Deux préfets seulement sont pour l'élection de tous les maires, celui du Morbihan par le conseil municipal, celui du Bas-Rhin par le suffrage universel lui-même. Quatre consentent au maintien de l'élection en vigueur pour les petites communes (Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Seine-Inférieure). Les autres sont pour la nomination gouvernementale en tout lieu ; 5 admettent une présentation de candidats (Landes, Lozère, Nord, Haut-Rhin et Vosges) ; en revanche, 11 ne veulent même pas de la condition de les prendre parmi les conseillers. Sur le droit électoral, nous n'avons que 46 réponses ; 12 se prononcent pour le système démocratique des élections législatives, 34 au contraire pour des conditions plus restrictives parmi lesquelles 21 inscrivent le paiement des contributions directes. Les autres questions sont naturellement résolues par eux à leur avantage.

* * *

Jusqu'ici il s'est agi d'aménager le système existant. Le programme comportait pourtant une création, celle des conseils cantonaux.

Il faut voir que les conseils d'arrondissement — la chose est, faut-il dire triste ou amusante quand on les voit durer encore aujourd'hui ? — déjà supprimés par la Chambre des députés en 1829, moralement condamnés dans les débats de 1833 et 1838, tués par prétérition dans la constitution de 1848, sont, en 1848 et 1849, unanimement jugés un rouage parfaitement inutile. Mais au lieu d'en faire l'économie, les constituants les reportaient au canton. Certes ils ne voulaient pas substituer celui-ci aux minuscules communes comme sous le Directoire. Alors que seraient les conseils cantonaux ?

Les préfets, qui ont le sens de la réalité, sont unanimes, à l'exception du préfet des Ardennes. Il n'existe au canton aucun intérêt collectif susceptible de supporter une administration, pas même d'établissements publics ; il faudrait donc créer de toute pièce une masse de recettes et de dépenses pour trouver à cette administration une raison d'être. On détruirait l'harmonie et le principe même du système français qui place côté à côté un agent du pouvoir administrant et un conseil contrôlant et collaborant ; car on aurait à l'arrondissement un sous-préfet sans conseil, au canton un conseil sans administrateur. Les 2/3 des préfets, 62, après une condamnation de principe, jugent inutile de discuter les détails de la réforme. Certains de ceux qui répondent, insistent pour qu'on n'en fasse qu'un instrument de pure information, d'enquête, simple organe des vœux du public. Le préfet de l'Indre les jugeraient non seulement inutiles mais néfastes. « Il ne faut pas se dissimuler, dit-il, que le chef-lieu de canton est l'agglomération de population la plus dangereuse, c'est un foyer de passions ardentes et mauvaises. On a perdu au chef-lieu de canton la simplicité des mœurs, la naïveté d'intelligence qui se montrent dans les communes rurales et on n'y possède ni les connaissances ni la politesse des grandes villes... Au canton règnent tous les vices, l'oisiveté et l'amour du bien-être, la débauche sous toutes ses formes, l'esprit de fronde et de conspiration. » Est-il la peine dans ces conditions d'entrer dans le détail des réponses de ceux des préfets qui se croient tenus d'étudier la question puisqu'on les consulte, sur la nomination, la tenue des

assemblées, etc. ? Retenons seulement qu'ils se partagent pour leur composition entre 3 systèmes, les maires, des élus des conseils municipaux, des élus de la population ; et que pour les attributions, seuls les préfets de l'Aisne et du Nord font effort pour en construire un système cohérent ; la plupart se bornent, quand ils en font autre chose qu'un corps purement consultatif, à y déverser les attributions des conseils d'arrondissement.

Les conseils municipaux n'ont pas été appelés à délibérer sur la question. Des conseils généraux 27 ont négligé de répondre. De ceux qui étudièrent l'affaire, la majorité en ferait élire les membres par les conseils municipaux. Quarante et un leur donneraient les attributions des anciens conseils d'arrondissement ; une quinzaine s'ingénierent à leur trouver quelques autres affaires à discuter. En réalité personne ne prenait au sérieux cette création. Le Conseil d'État non plus quand, tenu par les votes de la Chambre, il mit sur pied son projet avec rapport de Vivien en décembre 1850. L'administration cantonale resta cette fois encore mort-née.

* * *

Voilà donc terminée avec la fin de l'année 1849 cette importante enquête. Résumons les conclusions des 3 organes de l'administration qu'elle interrogeait : préfets, conseils généraux, conseils municipaux. Aucun désir de véritable décentralisation : car, sauf détails négligeables, personne ne demande un élargissement des pouvoirs des assemblées locales, mais seulement une meilleure économie des affaires, gagnant du temps et des démarches, par le transfert au préfet de pouvoir de décision jusque-là retenu par le ministère. Unanimité sur la nécessité de laisser au gouvernement la nomination des maires et par conséquent abandon de la réforme démocratique qui en avait accordé l'élection aux conseils municipaux dans les 2/3 des communes. Sur le droit électoral, non seulement une opinion conservatrice, mais même un recul vers le régime censitaire. Enfin, condamnation générale du projet de substituer comme cadre de vie administrative le canton à l'arrondissement.

Le Conseil d'État s'inspira de ces résultats, dans les textes qu'il rédigea au cours de l'année 1850 ; le gouvernement de son côté évoluait dans le sens autoritaire. Cependant l'opinion parlementaire restait fidèle à ses conceptions de décentralisation démocratique. Les deux opinions se heurtèrent vivement au sein des commissions

dans le courant des années 1850 et 1851, qu'il s'agisse d'abord d'établir un régime d'attente, ensuite du projet définitif déposé en janvier 1851. Le coup d'État arriva avant que la controverse fut close.

Regardée du point de vue de l'histoire politique, cette enquête me paraît provoquer quelques considérations de valeur. Celle-ci d'abord. Il est constant que les intellectuels auteurs ou guides de la révolution de 1848 furent victimes de leurs propres théories qui leur faisaient remettre le pouvoir à des masses non préparées à l'exercer et non désireuses de l'exercer. Mais ici nous précisons davantage : nous vérifions en effet que la population reste assez inerte pour ne prendre qu'une part médiocre aux droits qu'on vient de lui conférer ; d'autre part les réponses qui viennent d'être analysées, émanent non du peuple, mais de la bourgeoisie, d'une bourgeoisie déjà habituée à la vie publique, et nous la voyons décliner l'offre, que lui font les libéraux parlementaires, de régler elle-même ses propres affaires. C'est assez dire que les théories du personnel républicain dépassaient singulièrement l'opinion même de la classe moyenne.

Une autre réflexion me paraît encore s'imposer. Les décrets de 1852, par lesquels Louis-Napoléon a réorganisé l'administration, ne s'éloignent guère des conclusions qui se dégageaient de ce travail d'enquête. Éclairés ainsi, ils perdent leur caractère de construction arbitraire, ils se replacent sur une base de réalité vivante. Leur nom même de décret de décentralisation ne paraît plus une ironie ou un masque, puisque ce que nous appellerions plus justement déconcentration est le sens même que les intéressés donnaient alors à cette formule administrative. On conçoit qu'il soit exact en ce domaine de dire que le nouveau régime ait répondu aux vœux du pays.

Une étude concrète permet ainsi parfois de débarrasser nos conceptions de certains nuages et de certaines erreurs *a priori* : l'évolution historique en apparaît plus intelligible.

Charles-H. POUTHAS,
Professeur à la Sorbonne.

MÉLANGES

NOTES SUR LES ARCHIVES FRANÇAISES DE 1936 A 1941

Il est évidemment trop tôt pour tenter d'établir, en cette matière, un bilan définitif. Rien n'est achevé et beaucoup de données font défaut. Mais on peut faire provisoirement le point de façon à informer et à rassurer les historiens. Depuis le départ de M. Henri Courteault de la Direction des Archives de France, — c'était le nouveau titre qu'il avait assumé à cette direction, — deux directeurs se sont succédé. Mais l'œuvre de M. Courteault s'est fortement affirmée au delà de l'heure de sa mise à la retraite, grâce à deux de ses plus intéressantes initiatives : le décret du 21 juillet 1936, réglementant le versement aux archives d'État des papiers des ministères et des administrations, services et établissements qui en dépendent, et dont tous les services administratifs ont amorcé l'exécution, il est vrai, gênés par l'insuffisance des locaux destinés à recevoir ces versements et le trop faible effectif du personnel chargé de les traiter ; la récapitulation de l'œuvre réalisée par les archivistes français dans deux publications, qui ont vu le jour grâce à M. Pierre Caron, d'une part *l'État des inventaires des Archives nationales, départementales, communales et hospitalières au 1^{er} janvier 1937*, de l'autre *les Archives nationales de 1902 à 1936*. Ce sont là des instruments de travail désormais aussi classiques que l'*État sommaire* de 1891 et l'*État des versements faits aux Archives nationales*, conçus par M. Ch.-V. Langlois, et dont l'élaboration n'a cessé de se poursuivre depuis 1924, date de l'apparition du premier fascicule.

M. Pierre Caron, qui succéda à M. Courteault, en 1937, devait rencontrer dans sa tâche de singulières difficultés, puisqu'il fut le premier directeur de la période de guerre. Avant que celle-ci éclatât, il avait eu le privilège d'assurer l'application des textes élaborés par son prédécesseur ; il avait su, par une magnifique reconstitution des salons de l'hôtel de Rohan, — frère jumeau de l'hôtel Soubise, — élargir splendidelement le cadre où se développe la vie des archives ; il avait intelligemment transformé, et prolongé le Musée de l'Histoire de France ; enfin, il avait joué un rôle personnel, qu'ampliaient ses fonctions, dans les diverses manifestations qui marquèrent le 150^e anniversaire de la Révolution française. Sur le plan strictement archivistique, il avait amorcé l'étude d'instructions nouvelles pour le triage des archives hospitalières, — qui vont seulement

parafatre, — intéressé aux questions d'archives la haute administration des Finances en créant une commission spéciale, la mise en train de règles précises en ce qui touche la conservation des archives des services qui en relèvent, organisé, d'accord avec le ministère de la Marine, le classement des papiers de l'inscription maritime, et, renonçant à l'une des prérogatives, peut-être discutables, du service qu'il dirigeait, laissé à la Bibliothèque nationale le soin de constituer une collection complète et unificatrice d'ouvrages administratifs, et pour la constitution de laquelle étaient alertés les archivistes départementaux. En application de la loi du 13 avril 1938, il était également parvenu, par le décret-loi du 17 juin 1938, à réaliser, en matière de documents d'archives détenus par les particuliers, une grande réforme dont son prédécesseur n'avait pu que faire commencer l'étude par les soins d'une Commission présidée par le regretté premier président Paul Matter. Ce n'est qu'au cours de la guerre que cette réforme, qui avait suscité d'absurdes critiques aprioriques, prit corps. Le règlement d'administration publié pour assurer l'application du décret-loi précité est en effet du 13 janvier 1940 : en vue de protéger les documents précieux des archives privées contre les risques de destruction et de dispersion, — surtout par la voie de ventes à l'étranger, dont les catalogues de commissaires-priseurs, recensés dans la *Revue*, nous permettent de mesurer l'importance, — était instituée une procédure d'investigation et de classement analogue à celle déjà en vigueur pour les objets d'arts mobiliers. Disons tout de suite qu'en dépit de circonstances si défavorables, un certain nombre d'archivistes en chef des départements ont déjà pu proposer le classement de plusieurs belles archives privées, et ajoutons qu'en cette matière si délicate des chartiers familiaux, la *Société des Amis des Archives de France*, créée en 1939, pourra, dès qu'elle aura repris son activité légale, jouer un rôle fort utile d'intermédiaire entre les particuliers et l'Administration. Ajoutons que, fonds semi-privés, les minutiers notariaux ont continué d'être versés, dans les conditions déterminées par la loi du 14 mars 1928, dans les dépôts d'État. Aux seules Archives nationales, où notre érudit collaborateur, M. Ernest Coyecque, continue de remplir bénévolement la fonction de représentant de la Chambre parisienne des Notaires, 96 minutiers sont actuellement déposés, groupant près de 77.000 articles ; le classement et le versement de 16 autres minutiers, groupant environ 20.000 articles, sont, d'autre part, en cours.

Au cours de l'été de 1938, les difficultés internationales avaient été d'une telle gravité et d'une telle nature qu'il fallut bien envisager quel serait le sort des Archives en cas de guerre, la Direction se préoccupa de déterminer les séries qui seraient susceptibles d'être évacuées de Paris, pour éviter le danger des bombardements aériens ; elle commença, d'autre part, à étudier les conditions propres à sauver les collections départementales et communales des périls qui pouvaient les menacer en

cas de guerre. L'Instruction interministérielle du 31 mai 1939, relative à l'organisation de la Défense passive, amorça des solutions qui ne furent arrêtées qu'à la fin du mois d'août, au moment où la crise internationale prenait un tour extrêmement grave : évacuation ou repliement des archives départementales des départements frontières, précautions d'urgence contre le danger aérien au moyen de la dispersion dans des lieux choisis *ad hoc* des documents les plus précieux et de l'entassement sous des sacs de sable, des autres collections, telles étaient les mesures préconisées. Les instructions officielles veillaient également au sort des archives communales, hospitalières et privées.

La guerre une fois déclarée, il fallut suivre, en tout ou en partie, les règles instituées par l'Administration. A Paris et dans les chefs-lieux des départements, les fonctionnaires que la mobilisation avait laissés en place, aidés, dans certains cas, par des auxiliaires qu'on dut recruter tant bien que mal, s'empressèrent d'entasser ou d'évacuer, selon le cas, les documents confiés à leur garde. Dans les seules Archives nationales, la presque totalité des séries de la Section ancienne, la majeure partie des belles séries historiques de la Section moderne furent logées, — on employa alors le curieux terme d'*éclatées*, — dans divers châteaux ou habitations de la vallée de Chevreuse, au château de Beaumesnil (Eure), au château de Talcy (Loir-et-Cher), celui-ci mis par la Direction générale des Beaux-Arts à la disposition de la Direction des Archives de France. Les précieux documents du Musée furent envoyés à Alençon, puis dans le centre de la France avec diverses pièces et objets confiés aux Archives par la Chancellerie. D'autre part, on entassait au rez-de-chaussée de l'hôtel Soubise, sous la protection de plaques de fibro-ciment à l'amiante, et dans les caves aménagées les collections antérieurement logées dans les étages supérieurs des Archives. Celles-ci étaient dotées d'un magnifique abri. Et une vie singulièrement ralentie commença à Paris et dans les départements pour le personnel des Archives, dépouillé de ses fonds, de ses inventaires et dont la clientèle d'érudits s'était extraordinairement raréfiée. Sa tâche se trouva extrêmement réduite, — mais, à cet égard, elle était absolument essentielle, — à la surveillance et à l'inspection des fonds évacués ou repliés : une vigilance incessante était requise pour parer au danger de l'incendie, de l'eau d'infiltration, de la pourriture par manque d'aération, de l'envahissement des parasites, de la dent des rongeurs. L'Administration, cependant, devait parer à d'autres périls que ceux qu'impliquait l'état de guerre. La collecte des vieux papiers, décidée et organisée par le décret du 9 décembre 1939, constituait, en effet, une grave éventualité, et la circulaire du 10 janvier 1940 s'évertua à l'écartier. Notons, en passant, que ce péril, ajourné par les circonstances, a reparu, en raison de la disette, qui s'avère menaçante, de papier, et le successeur de M. Caron a dû, à son tour, concilier les exigences de la pro-

duction papetière et la nécessité de sauvegarder les collections formées ou en formation.

Il est vain d'insister ici sur les malheurs qui frappèrent la France à partir du mois de mai 1940. En ce qui concerne les archives, le bilan ne peut être encore intégralement dressé des pertes qu'elles ont subies. Deux dépôts d'Archives départementales ont été incendiés, ceux de Mézières et d'Orléans, à l'exception des séries ou des parties de séries qui en avaient été évacuées. La majeure partie des archives historiques de la ville de Blois, celles de la marine à Cherbourg, les fonds de l'amirauté de Brest ont également péri. On sait aussi que, sur les routes de l'exode, bien souvent ont été ramassés des vestiges d'archives communales. On ignore le sort des Archives hospitalières des villes qui ont subi des bombardements. Dans l'ensemble, sont restés en zone libre tous les dépôts provisoires d'Archives départementales et communales évacuées et repliées en vertu des instructions précitées. D'autre part, un certain nombre d'archivistes aux armées ont été faits prisonniers, et nulle mesure n'est intervenue en leur faveur, sauf dans le cas où ils rentraient dans l'une des catégories générales prévues de sanitaires et de pères d'au moins quatre enfants. Enfin, l'un de nos plus distingués archivistes départementaux, l'un des plus sympathiques aussi, M. Michel Le Grand, qui dirigeait le dépôt de Châlons-sur-Marne, a été tué aux armées.

A Paris, cependant, — après les lourdes journées que marquèrent l'exode, la cessation de la canonnade, l'entrée des Allemands dans la capitale, — s'installaient deux services dont l'apparition synchronique symbolise la tragédie de l'heure : un Centre national de renseignements sur les prisonniers de guerre, dont M. Caron assuma la direction et qui profilera très vite, au point d'envahir presque tous les locaux disponibles des deux hôtels Soubise et Rohan et d'utiliser, longtemps, le personnel disponible des Archives ; une mission officielle d'archivistes allemands, ayant grade dans l'armée d'occupation, chargés, entre autres, de contrôler toutle fonctionnement de la Direction, au moins dans la zone occupée. C'est accompagnés par des officiers des services de *l'Archiveschutz*, que divers fonctionnaires des Archives nationales ont dû accomplir plusieurs voyages d'inspection, de Bordeaux à Lille, d'Orléans à Mézières, de Rennes à Besançon. D'autre part, la mission allemande a demandé, et, souvent par ses efforts propres, réalisé le retour dans leurs dépôts d'origine des portions d'archives évacuées. Pour ne parler que des Archives nationales, presque tout ce qui en avait été distrait y est rentré, à l'exception des documents du Musée, demeurés en zone libre, et de plusieurs dizaines de tonnes de documents, restés, faute de moyens de transport et surtout d'essence, au château de Talcy, — d'où toutefois on a pu partiellement les acheminer vers le dépôt, proche et sain, de Menars. A la fin de l'année 1940, la réintégration était presque complètement achevée, et il ne restait plus, — c'était une besogne immense, — qu'à

assurer la remise en place des séries naguère évacuées ou entassées. Cette remise en place est maintenant achevée, et il n'y a plus désormais qu'à effectuer le récolelement exact de toutes les séries replacées, où, par bonheur, peu de manquants auront à être, à cette occasion, semble-t-il, signalés. Une seule collection ne retrouvera pas sa place aux Archives nationales, le célèbre fonds de Simancas que, en vertu d'une promesse faite par le Chef de l'État français au Gouvernement espagnol, il a fallu renvoyer au delà des Pyrénées. Du moins a-t-il été possible auparavant de faire filmer tous les documents de cette incomparable collection, qui pourront ainsi continuer d'être lus et utilisés à Paris même, au moyen des appareils que, grâce au concours de la Caisse de la Recherche, il a été possible d'acquérir.

La vie des Archives, ralentie par tant d'absences douloureuses, par tant de difficultés matérielles et morales, a repris. A Paris, le Centre des prisonniers a restitué à la Direction le personnel qu'il employait et pu lui rendre, en partie, les locaux qu'il occupait. Les historiens, qui ont fréquenté les salles de travail provisoires tour à tour mises à leur disposition, ont retrouvé leur salle habituelle. En province, les archivistes en fonction ou leurs suppléants sont redevenus les animateurs locaux de l'érudition régionale. Et ce sont ces conditions relativement normales que M. Samaran a trouvées en assumant en mai 1941 la succession de M. Caron.

M. Caron avait fait toute sa carrière aux Archives nationales. M. Samaran y avait fait une partie de la sienne, et c'est évidemment ce que n'a pas oublié M. le Secrétaire d'État en proposant pour la succession de M. Caron son ancien confrère à l'École française de Rome, son nouveau collègue à l'Institut, — sans compter que M. Samaran détenait à l'École des Chartes la chaire des bibliothèques et archives. Le nouveau directeur a eu à régler un certain nombre de questions urgentes, dont le détail n'a que faire d'être rappelé ici. Disons seulement que, à Paris, le rythme, sans doute ralenti, des versements a repris. Dans les départements, où, en septembre 1940, avaient été réglées la question des dossiers de l'impôt sur le revenu, puis, en novembre, celle des archives des loges maçonniques, Union des Syndicats et autres groupements dissous par la loi, l'ont été, en juin 1941, celle des brevets d'invention, et, en juillet, celle des papiers des services de la guerre de 1914-1918. Des accords ont été mis au point avec la Bibliothèque nationale, dont l'administrateur général, M. B. Faÿ, s'intéresse particulièrement à l'histoire de la franc-maçonnerie française, et avec la Bibliothèque d'histoire contemporaine de la France, dont le fondateur, M. Dansette, s'efforce de ramasser des documents qui viendront plus tard aux Archives nationales. Tandis que les archivistes des départements continuent d'élaborer et de publier leurs inventaires, dont la *Revue historique* rend régulièrement compte, la Direction prépare l'achèvement de l'*État des versements* afférant aux dernières sous-séries de F et la publication

des inventaires sommaires des papiers de la Justice (série BB). MM. Lemoine et Bourgin ont rédigé pour le *Manuel de documentation* préparé par l'Union française des Offices de documentation un chapitre sur les Archives. Enfin, tandis qu'est, à Paris, amorcée l'expropriation des constructions privées qui empiètent sur le quadrilatère où se trouvent actuellement circonscrits les bâtiments des Archives, on envisage pour les Archives départementales la mise en train d'une tranche d'une sorte de nouveau plan d'équipement national et l'inscription au budget de crédits pour les travaux urgents.

Toutes ces réalisations, tous ces projets sont d'excellent augure. Est-ce à dire que les tribulations des archives aient pris fin ? Non, à coup sûr, et, tant que la paix n'aura pas été signée, des dangers graves continueront de les menacer, qu'il est inutile d'énumérer. Des préoccupations techniques, des soucis de personnel suffiraient à occuper les instants du directeur et de ses collaborateurs, d'autant qu'il n'est plus question, pour le moment, de réunir la Commission supérieure des Archives, — on sait que son président est notre cher directeur, M. S. Charléty, — et que les seuls conseils auxquels la Direction puisse se référer, ce sont ceux, limités en nombre et en valeur, de la Section permanente de la dite Commission. Comment, en particulier, se fera la transmission aux organismes gouvernementaux nouveaux des papiers des anciens ministères ? Comment seront traitées les archives des institutions supprimées, — et, en premier lieu, des Assemblées parlementaires ? Comment s'agencera le service des Archives avec la réorganisation provinciale du pays ? Les archivistes départementaux, à qui le décret du 7 mars 1940 a conféré le titre d'archivistes en chef, vont-ils trouver, dans un aménagement nouveau des fonctions publiques, le rang et les traitements dont ils sont dignes ? Arrivera-t-on à assurer au personnel subalterne des Archives départementales le statut qui lui fait défaut ? Et combien d'autres questions que pourra étudier d'une façon concrète une inspection générale des Bibliothèques et des Archives rajeunie ? et soucieuse d'animer par des contacts fréquents avec les intéressés un service qui se croit et qui est, en effet, dans une certaine mesure, sinon abandonné, du moins isolé. Sans compter, peut-être, le problème d'une réorganisation, dans le sens d'un modernisme bien compris, de l'enseignement de l'École des Chartes, où il faudra bien qu'un jour une place soit assurée à diverses disciplines indispensables : l'archéologie celtique et gallo-romaine, le folklore, l'histoire et les institutions de la France des XIX^e et XX^e siècles.....

Ces notes trop longues sont encore trop courtes cependant, puisqu'il n'est rien dit encore des autres grands dépôts d'archives français. De ceux-ci, que savons-nous, sinon que ce qui en est resté dans la capitale est sous le contrôle des autorités occupantes et que ce qui en a été évacué en zone libre est resté dans celle-ci. C'est le cas du dépôt des Archives étrangères,

où il convient toutefois de rappeler que la panique du 16 mai 1940 y amena des destructions massives, de celui des Colonies, de celui de la Marine, d'où rien, à ma connaissance, n'a été distrait. C'est le cas des Archives de la Guerre, à propos desquelles il importe seulement de noter que les papiers de l'État-major général, saisis à La Charité-sur-Loire par une unité allemande, ont fait l'objet d'une publication récente par les autorités du Reich (*Livre blanc* n° 6, Paris, Messageries Hachette), et que les petits dépôts « aberrants » de la guerre vont sans doute, en vertu d'une décision de M. le général Hüntziger, passer sous le contrôle des Archives nationales.

Ainsi se vérifie-t-il une fois de plus que les périodes de guerre et de révolution, qui sont si néfastes pour les collections d'Archives, sont en même temps paradoxalement favorables au regroupement, et, par suite, à la conservation de pareilles collections. La terrible crise qu'a traversée et que continue de traverser la France est pleine, à ce double point de vue, d'enseignements. Nous souhaitons seulement que nos continuateurs de l'avenir et ceux aussi de nos confrères qui sont encore retenus dans les camps de prisonniers se rendent compte de ce que les archivistes de 1939-41 auront fait ou tenté de faire pour protéger et accroître le patrimoine magnifique de notre histoire nationale et leur rendent la justice qu'il, je crois, leur est due.

Georges BOURGIN,
Conservateur aux Archives Nationales.

LA DESTRUCTION DE VALENCIENNES PAR LES NORMANDS

L'ouvrage si remarquable à tous les égards, et si complet, de feu Vogel sur les invasions normandes¹ ne dit mot du sort subi par Valenciennes lors de la grande invasion scandinave de 879-883 en Flandre et en Lotharingie.

Il n'y a pas lieu pourtant de s'illusionner sur le traitement infligé par les envahisseurs à cette cité, qui tenait une place importante dans le cadre économique de l'époque. Valenciennes en effet, qui était un fisc carolingien² et comprenait un *palatium* du roi³ est qualifié de

1. W. VOGEL, *Die Normannen und das Fränkische Reich*, Heidelberg, 1906.

2. Cf. *Vita S. Salvii* (MIGNE, *Patrol. Lat.*, t. CCIII) qui fournit des renseignements importants pour l'histoire de Valenciennes à l'époque carolingienne.

3. La mention la plus récente de ce palais semble être celle de 843 (*R. H. F.*, t. VIII, p. 435-6) « *Actum Valentianas, regio palatio* ».

*porius*¹ et de *vicus* dans divers textes du IX^e siècle². On sait, c'est encore Vogel qui l'a démontré³, que cette dénomination est appliquée généralement, à l'époque, à des centres d'une activité économique notable.

Valenciennes est mentionné pour la dernière fois, avant l'invasion nordique, dans le martyrologue d'Usuard, qui date du troisième quart du IX^e siècle⁴. Après cette date, il faut attendre jusqu'au début du XI^e siècle avant d'en rencontrer une nouvelle trace certaine⁵. Qu'est-il advenu entre temps de cette agglomération ?

Pour qui tient compte du fait que c'est un peu en amont de Valenciennes que le roi Louis III a bâti le fort d'Etrun, destiné à arrêter la ruée normande⁶, il apparaît comme certain que la ville, abandonnée en fait aux envahisseurs, a dû être anéantie. Cependant, on ne possédait pas jusqu'à présent la preuve formelle de cet épisode. Cette preuve peut néanmoins être administrée, et cela au moyen d'un texte publié depuis longtemps, mais qui n'a pas retenu l'attention des historiens de Valenciennes.

Il s'agit d'un acte de 914, publié par Champollion-Figeac dans ses *Documents inédits*⁷, réimprimé par Duvivier parmi les preuves de son monumental *Hainaut ancien*⁸ et édité de manière plus correcte par Mabille⁹. Cet acte, qui émane de Robert, le futur roi Robert I^{er} (922-923), à l'époque abbé de Saint-Martin de Tours¹⁰ est un contrat de précaire passé entre l'abbaye et un certain noble nommé Gumbert. Celui-ci obtient de l'abbaye : « *mansom I indominicalum, sed ex triginta retro annis a Normannis penitus destructum et inhabitabilem, cum campis, silvis, pratis,* »

1. Entre autres sur des monnaies de Charles le Chauve (cf. M. Pnou, *Catalogue des monnaies carolingiennes de la Bibliothèque Nationale*, Paris, 1896, n° 208) et dans le Martyrologue d'Usuard (AA. SS., juin, VI, p. 327).

2. EGINHARD, *Translatio SS. Marcellini et Petri* (M. G. H., SS., XV, 1, p. 258).

3. *Wik-Orte und Wikinger* (Hansische Geschichtsblaetter, 1935, p. 5-48).

4. Voyez ci-dessus, n. 1. A peu près contemporaine de cette mention est celle de l'abbaye Saint-Sauve dans les *Ann. Berliniani*, n° 870.

5. Miracles de saint Ghislain où il est question de « *Valentiniarum stralas et domus necnon et portum navium* ». Publié par C. DUVIVIER, *Le Hainaut Ancien, Mémoires et Publications de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut* 1864, pr., n° 34.

6. *Documents historiques inédits tirés des collections manuscrites de la Bibliothèque Royale*, I, Paris, 1841, p. 479.

7. *Op. cit.*, preuves, n° XX.

8. Émile MABILLE, *Introduction aux Chroniques des comtes d'Anjou* (éditées par Marchagay et Salmon pour la Société de l'Histoire de France), Paris, 1871, p. xcvi (n° V des Pièces justificatives). Le même auteur avait antérieurement signalé et analysé le dit acte dans *La Pancarte noire de Saint-Martin de Tours*, Paris, 1866, p. 131, n° CXX. La date de l'acte fixée par Champollion-Figeac au 1^{er} juin 909 a été correctement donnée par Mabille (30 mai 914).

9. A cause de son importance pour l'histoire des institutions, l'acte a été mentionné par LUCHAIRE, *Institutions des premiers Capétiens*, 2^e éd., I, Paris, 1891, p. 62.

pascuis et cum locis duobus ad duas ecclesias, quæ quondam ibi fuerunt, reædificandas, unam in honore S. Fareldis et alleram in honore S. Salvi, sicutum in pago ac in comitatu Austrobanensi, super fluvium Scaldi, in villa Lancianis... »

Il appert de ce texte que, à l'époque où l'acte fut passé, soit en 914, il existait quelque part en Ostrevant, sur l'Escaut, les ruines d'un domaine anéanti trente ans plus tôt par les Normands, et caractérisé par l'existence de deux églises, dédiées l'une à saint Sauve, l'autre à sainte Pharailde. Ce domaine se nommait *Lancianæ*.

Un domaine de ce nom n'existe pas, et on le chercherait vainement. Il s'agit en effet, de toute évidence, de Valenciennes, *Valencianæ*. Valenciennes en effet, était situé sur l'Escaut, en Ostrevant, du moins en partie¹. Toutefois, ce qui est bien plus significatif, c'est que l'agglomération carolingienne comprenait, en effet, et une église Saint-Sauve² et une église dédiée à sainte Pharailde³. La mention de la future patronne de Gand est très intéressante, c'est là en effet la plus ancienne indication que l'on possède sur son culte.

Bref, il n'est plus douteux désormais que *Lausianæ* soit une corruption de *Valencianæ*⁴ et il est désormais établi que Valenciennes fut détruite par les Normands au cours de la grande invasion de 879-883⁵.

J. DHOND'T.

UN ACTE INCONNU DE PHILIPPE-AUGUSTE

Depuis qu'a paru le tome I^{er} du *Recueil des actes de Philippe-Auguste, roi de France*, publié sous la direction d'Élie Berger par H. François Delaborde⁶, c'est un devoir pour les historiens de signaler et de publier tout acte qui a pu échapper aux recherches des savants éditeurs.

1. En fait, il semble bien que la plus grande partie du fisc de Valenciennes se soit trouvé en Hainaut. Néanmoins l'église Saint-Vaast se trouvait sur la rive occidentale de l'Escaut.

2. Autrefois église Saint-Martin. Il y est fait maintes fois allusion dans la *Vita S. Salvii*, citée plus haut et qui remonte au début du IX^e siècle. Elle est mentionnée également dans la « *Translatio SS. Marcellini et Petri* » d'EGINHARD (M. G. H., SS., XV, 1, p. 259).

3. C'est encore la *Vita S. Salvii* qui mentionne « *basilicam beatæ Pharahildis* » (A.A. SS., juin, V, p. 198).

4. Peut-être *Valencianæ* a-t-il été lu comme « *Villa Lancianis* » par un copiste ?

5. Dans l'Index des noms de lieux qui accompagne *La Pancarte noire de Saint-Martin de Tours*, Mabille a bien identifié *Lancianæ* avec Valenciennes et il a reproduit cette identification dans l'édition de l'acte qu'il devait donner quelques années plus tard (*Introduction aux Chroniques des Comtes d'Anjou*, p. xcix, n. 6), mais sans signaler l'importance de cette identification pour l'histoire de Valenciennes à l'époque carolingienne.

6. T. I, années du règne 1-15 ; 1^{er} novembre 1179-31 octobre 1194.

Le document dont il s'agit ici n'a jamais été publié. Nous n'en avons trouvé une mention que dans le *Chronicon Monasterii Evershamensis* rédigé au XVII^e siècle par Gérard de Meestere et publié il y a près de cent ans dans le *Monasticon Flandriæ*¹. Cet acte sert de confirmation à une donation de Philippe d'Alsace², également inédite et connue elle aussi par la seule mention qu'en fait le *Chronicon* susdit³. Nous donnons ci-dessous le texte de l'un et de l'autre de ces deux actes. La confirmation de Philippe-Auguste se justifie par la cession du Vermandois à la France après la mort de Philippe d'Alsace. En effet, la rente qui fait l'objet de la libéralité comtale est assignée sur les revenus du tonlieu de Péronne⁴, en Vermandois.

Nous n'avons trouvé aucune trace de l'original de ces deux chartes. L'une et l'autre nous ont été conservées par une copie libre sur parchemin, qui date, d'après l'écriture, du XIII^e siècle et qui contient les deux actes ; toutes deux figurent également dans le seul cartulaire d'Eversham⁵ qui nous soit connu et qui date du troisième quart du XVI^e siècle. Sous cette dernière forme, nous possédons une copie extraite d'un cartulaire plus ancien, perdu, qui sert probablement aussi de source à de Meestere.

L'acte de Philippe-Auguste porte le millésime 1193, mais il est possible de serrer de plus près la date de cette confirmation : la souscription du connétable Dreux, qui ne fut appelé à remplir les fonctions de connétable qu'en juillet 1193, fournit un *terminus a quo*. La mention de la quatorzième année du règne de Philippe-Auguste indique d'autre part que l'acte est antérieur au 31 octobre 1193.

Ce document peut, semble-t-il, être rapproché d'un acte de Philippe-Auguste publié dans le *Recueil de Delaborde* sous le n° 445 qui offre les mêmes caractéristiques chronologiques (1193 ; entre le 28 mars et le 31 octobre) et est également donné à Compiègne. En outre, il concerne aussi la Flandre et plus particulièrement l'évêché de Thérouanne dans lequel est située l'abbaye d'Eversham. Par ce diplôme, le roi renonce au droit de gîte à Thérouanne, en échange de l'abandon par l'évêque de cette cité de l'hommage dû par les rois de France pour Hesdin. Il nous semble infiniment probable que la confirmation du don de Philippe d'Alsace a été négociée par l'évêque de Thérouanne, lors de ce voyage à Compiègne dont témoigne l'acte n° 445.

J. DHONDT.

1. Bruges, 1852, voyez p. 15.

2. 1168-1191.

3. P. 14.

4. Péronne ; Somme, ch.-l. d'arr.

5. Eversham, dépendance de la commune de Stavele ; Belgique, Flandre occidentale, arr. de Furnes.

1

Philippe d'Alsace, comte de Flandre, et son épouse Élisabeth font don à l'abbaye d'Eversham d'une rente de 100 sous, monnaie de Châlons, à prendre annuellement sur les revenus du tonlieu de Péronne.

1177

A. Original perdu.
 B. Copie libre sur parchemin, XIII^e siècle. Archives d'Eversham, Grand Séminaire de Bruges.
 C. Cartulaire ancien en parchemin, f° 4 v°, perdu.
 D. Cartulaire d'Eversham du XVI^e siècle. Archives de l'État à Bruges.
 Acquisitions n° 3904, f° 15 v°. Copie collationnée vers 1570 par le notaire Zandequin, d'après C.

† In nomine patris et filii et spiritus sancti, Amen. Ego Philippus, Dei gratia Flandrie et Viromandie comes, et uxor mea Elizabeth comitissa, notum facimus tam futuris quam presentibus, quod ecclesie Eversamensi, in honore Dei et Beati Petri Apostoli et Sancti Vedasti, pro salute animarum nostrarum et predecessorum nostrorum, centum solidos catalanensis (a) monete in Pirona de theloneo (b) singulis annis in Purificatione Beate Marie persolvendos ad usus fratrum prememoratae ecclesie libere in perpetuum donavimus. Quam donacionem ut rata et (c) inconvulsa in perpetuum permaneat, et presentis scripti attestacione (d) et sigillorum nostrorum auctoritate confirmamus.

Actum est hoc anno incarnationis dominice M. C^o. L. X. X. V. II^o.
 Hui sunt testes : Gerardus de Metcinis (e), custos sancti Quintini¹, Robertus cancellarius², Rogerus castellanus (f) Curtracensis (g)³, Galterus de Locra, Galterus Atrebatus, Johannes de Noyele, Petrus de Brai, Petrus de Buiusu, Matheus Malarains, Robertus Daltrecorrai (h), Alardus de Croisilges (i), et alii quamplures.

(a) Catalcinensis D. (b) telloneo B. (c) deest B. (d) attestacione D.
 (e) Mettinis D. (f) dans B, ce mot est ajouté par une autre main.
 (g) Cortracensis D. (h) sic dans D ; lecture incertaine dans B ; toutefois le membre -corrai est certain. (i) Crosilges D.

1. Cf. sur ce personnage : REUSENS, *Les Chancelleries inférieures en Belgique (Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 2^e sér., t. X, 1896, p. 111-114).

2. Voyez sur ce chancelier l'étude de W. BLOMMAERT, dans *Annales de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Gand*, t. VIII (1908), p. 261-280.

3. 1128-1190.

Philippe-Auguste confirme la donation de Philippe d'Alsace à l'abbaye d'Eversham.

1193, entre le mois de juillet et le 31 octobre

- A. Original perdu.
- B. Copie libre sur parchemin, XIII^e siècle. Archives d'Eversham, Grand Séminaire de Bruges.
- C. Cartulaire ancien en parchemin f° 4 v°, perdu.
- D. Cartulaire d'Eversham du XVI^e siècle. Archives de l'État à Bruges. Acquisitions n° 3904, f° 15 v°-16. Copie collationnée vers 1570 par le notaire Zandequin, d'après C.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Amen. P[hilippus] (a), Dei gratia Francorum rex. Noverint universi pariter et futuri, quod Philippus quondam comes Flandrie et Elizabeth uxor sua dederunt in elemosinam ecclesie Eversammensi centum solidos catalanensis monete, in Pirona de theloneo singulis annis in purificatione Beate Marie persolvendos, ad usus fratrum memorare ecclesie et sigillis suis confirmaverunt. Nos vero ad petitionem fratrum ejusdem loci, intuitu Dei, et pro salute anime nostre, id confirmavimus et ballivis (b) nostris de (c) Pirone precipimus, quatinus de pecunia que curret in dicto theloneo singulis annis centum solidos dictis fratribus sine contradictione ad terminum reddant. Quod ut perpetuam et firmam obtineat stabilitatem, sigilli nostri auctoritate et regii nominis caractere inferius anotato, presentem paginam precipimus confirmari.

Actum Compendii, anno incarnati Verbi M. C. X. C. tertio (d), regni nostri anno quarto decimo. Astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo, signum Guidonis buticularii¹ signum Mathei camerarii², signum Droconis constabularii³.

- (a) Phillipus D.
- (b) baillivis D.
- (c) deest B.
- (d) tertio D.

1. Gui III de Senlis, vers 1187-1218.

2. Mathieu III, comte de Beaumont-sur-Oise, 1180-1208.

3. Dreux de Mello, juillet 1193-1218.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DU NORD (FLANDRE, ARTOIS, PICARDIE)

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1930 A 1940¹

I. CONDITIONS DU TRAVAIL HISTORIQUE. — A l'instar des autres provinces françaises, la majeure partie de la recherche historique, dans nos trois départements du Nord, s'effectue dans le cadre des sociétés locales qui, chacune dans la sphère qu'elle s'est assignée, écoutent les communications de leurs membres et publient plus ou moins régulièrement des *Annales*, des *Bulletins*, des *Mémoires*. Leur nombre, qui atteint presque la vingtaine pour la région, leurs moyens matériels limités, le public restreint d'amateurs et de chercheurs locaux auquel elles s'adressent, sont cause que bien des énergies s'effritent à des tâches dispersées, mal ordonnées, parfois même inutiles². De l'océan de notules, d'articles et d'essais ainsi produits, nous ne retiendrons forcément que l'essentiel ici. Il faut pourtant citer l'activité de compagnies qui, par leur rayon d'action plus vaste ou leurs ressources plus abondantes, ont su mener à bien des tâches de longue haleine. Rappelons, par exemple, l'importance de la collaboration qu'ont apportée MM. Rodière et Dubois à la « Société des Antiquaires de Picardie », ou l'œuvre de la « Société des Antiquaires de Morinie », siégeant à Saint-Omer, dont Justin Deschamps de Pas fut, jusqu'à sa mort récente, le studieux animateur ; ou, à Lille même, la « Commission historique du département du Nord », organisme officiel qui a fêté son centenaire en 1939 et a publié, dans la décennie que nous passons en revue, trois volumes de *Bulletins* et un de tables générales ; enfin la « Société d'études de la province de Cambrai », plus spécialement adonnée aux recherches d'histoire ecclésiastique.

Ajoutons à cette activité des sociétés savantes la concurrence amicale

1. Les huit premières sections de ce *Bulletin* ont été rédigées par E. PERROY ; les quatre dernières ont pour auteur M. BRAUER.

2. Un projet de fédération des sociétés historiques des trois départements du Nord, mis en avant en 1904 et 1907 ; repris en 1936, n'a reçu aucun encouragement efficace de la part des mêmes sociétés ; l'exemple donné par la Lorraine ou la Bourgogne n'a pu être suivi.

de l'érudition belge et néerlandaise. La Flandre, le Hainaut, et, à un degré moindre, l'Artois et la Picardie ayant longtemps fait partie du même complexe politique que le reste des Pays-Bas, il est naturel que leur histoire soit également étudiée par les Universités, les Commissions royales — dotées, elles, d'importantes subventions — et les sociétés savantes de Belgique. Il s'en est suivi, de part et d'autre de la frontière, une collaboration fructueuse qu'on eût pu souhaiter parfois plus intime. Enfin, il faut tenir compte des conditions du travail à l'Université de Lille. Sa Faculté des Lettres possède depuis 1907 une chaire d'histoire régionale, d'où M. A. de Saint-Léger a su, pendant trente ans, encourager et diriger les chercheurs. Il présidait en même temps aux destinées de la *Revue du Nord*, dont la centième livraison allait paraître lorsque la guerre vint, pour la seconde fois de son existence, interrompre son activité. A la Faculté de Droit, M. R. Monier a été, depuis 1929, l'animateur de la « Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons » dont les assises annuelles ont étudié les problèmes les plus variés d'histoire institutionnelle, sociale, économique, voire politique, et qui a ouvert simultanément trois séries de publications : des « Mémoires » (3 fascicules parus) ; des « Documents et travaux » (3 volumes parus), une « Bibliothèque » (12 volumes parus). De nombreuses thèses d'histoire institutionnelle ont été accueillies dans les publications de cette Société ou dans une nouvelle « Collection d'études d'histoire urbaine » ouverte en 1938.

La richesse des Archives départementales du Nord, que complètent d'un peu loin celles du Pas-de-Calais et de la Somme, continue d'inciter aux recherches. L'exemple donné par Max Bruchet (mort en 1929), qui fut un très grand archiviste, a été suivi par ses collègues et successeurs ; un gros travail de classement, opéré avec une abnégation digne d'éloges, a facilité la consultation d'un nombre croissant de liasses et de registres. L'impression des inventaires, qui suit le rythme lent des disponibilités budgétaires, ne rend qu'imparfaitement compte du travail accompli¹.

Sur la bibliographie courante de l'histoire régionale, on pourra consulter les listes de livres nouveaux, les dépouilllements de périodiques opérés par la *Revue du Nord*, et où ne subsistent que peu de lacunes graves. Pour la période antérieure à 1477, on trouvera des bibliographies annuelles et choisies, mais du point de vue de l'histoire allemande, dans les *Jahresberichte für deutsche Geschichts*, dont une section, intitulée « Die Nachbargebiete der deutschen Westgrenze » a pour auteur M. H. Sproemberg, et peut servir de première orientation au lecteur, même français.

Plaçons ici deux publications, fort différentes l'une de l'autre, mais

1. Une liste des travaux d'inventaire effectués entre 1931 et 1937 a été dressée par A.-M. et P. PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN, J. ESTIENNE et M. BESNIER, *Chronique des archives*, dans la *Revue du Nord*, t. XXIV (1938), p. 112-118.

qui toutes deux constituent un appréciable instrument de travail. L'industriel érudit qu'est le Dr L. LEMAIRE a compilé un glossaire des termes institutionnels dont doit rendre compte l'histoire de la Flandre maritime¹. Les vicissitudes particulières qu'eut à subir, au cours des siècles, la région dunkerquoise, le bilinguisme des documents, rendaient particulièrement utile un fil conducteur de ce genre. Les travaux antérieurs de l'auteur, surtout relatifs à la période moderne, sont garants de sa valeur. Sans doute y aurait-il quelques retouches à apporter à ce qui définit les institutions médiévales, certaines critiques à l'adresse de l'information philologique qu'on désirerait plus rigoureuse : ces menues imperfections sont l'inévitable conséquence d'une entreprise un peu vaste. — Il faut louer également l'initiative de Paul THOMAS, dont la disparition tragique, lors des douloureux événements de 1940, sera ressentie de tous ses anciens collègues ; il a recueilli, choisi, classé, commenté et publié les documents les plus typiques qui éclairent l'histoire de la ville de Lille et du Nord de la France². Fruit d'années de labeur dans les archives et les bibliothèques, cette publication sera la bienvenue à l'heure où dans les lycées — aux grandes classes desquelles elle peut convenir, puisque les textes latins ou flamands ont été présentés sous forme de traduction française — on encourage l'enseignement de l'histoire régionale, et où, dans les facultés, on incite l'étudiant à recourir directement aux textes. L'auteur a adopté un plan systématique, qui ne rend peut-être pas suffisamment compte de l'évolution chronologique, mais qui lui a permis de répartir plus commodément une matière très variée : après une section sur les origines, viennent des textes qui illustrent toute l'histoire politique de la Flandre du XI^e siècle à 1789. On passe ensuite, successivement, à l'étude des classes sociales en Flandre, à celle des libertés urbaines de Lille, à celle du clergé à Lille et dans sa châtellenie, à celle de la féodalité dans la même région, à celle des États locaux, enfin à la vie économique. Compartimentage qui n'est pas sans danger, on le voit. Du moins la mise à jour de documents dont beaucoup étaient inédits, la variété des enseignements qu'on en peut tirer, et que soulignent des commentaires presque toujours judicieux, la balance équitablement maintenue entre la période médiévale et l'époque moderne, tout cela augmente le prix d'une publication dont les écoliers et les étudiants ne seront pas les seuls à profiter.

II. LE COMTÉ DE FLANDRE AU MOYEN AGE. — Jusqu'au XII^e siècle,

1. L. LEMAIRE. *Glossaire pour servir à l'étude de l'histoire et des institutions de Dunkerque et de la Flandre maritime*, dans le *Bulletin de l'Union Faulconnier*, t. XXIX (1932), p. 33-343 ; et à part, Dunkerque, impr. du Nord maritime, 1933, in-8°, 211 pages.

2. P. THOMAS. *Textes historiques sur Lille et le Nord de la France, avant 1789 (imprimés et inédits)*. Lille, E. Raoust, 1932-1936, 2 vol. in-8°, XII-651 pages ; fasc. 5 et 10 de la « Bibliothèque de la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons » ; l'ouvrage avait d'abord paru dans la *Revue du Nord*, t. XV à XXI (1929-1935).

c'est en Artois et dans la Flandre gallicante que se trouve le centre de gravité de la principauté flamande. A son sujet, trois problèmes ont récemment retenu l'attention des historiens : celui des origines du comté, à l'époque carolingienne ; celui de ses transformations entre le XI^e et le XII^e siècle ; celui enfin de ses institutions administratives et judiciaires.

On attribuait traditionnellement la fondation du comté de Flandre à Baudouin I^{er}, qui, ayant épousé la célèbre Judith, fille de Charles le Chauve, aurait reçu de son beau-père de vastes territoires avec le titre de marquis. D'une analyse pénétrante des textes, M. H. SPROEMBERG tire des conclusions fort différentes¹. En réalité, Baudouin ne fut qu'un très mince personnage, doté d'un tout petit territoire aux alentours de Bruges ; les véritables maîtres de la Flandre sont, d'abord, de 853 à 875, le comte Ingelram, puis, à l'époque des invasions normandes, l'abbé laïque Raoul, neveu de Charles le Chauve. C'est à la mort de ce personnage, en 892, que Baudouin II, profitant de la lutte entre Eudes et Charles le Simple, fait main basse sur son héritage, usurpe l'abbaye de Saint-Bertin et s'établit à Tournai : la fortune de la Flandre était faite. Cette reconstruction pourra, dans le détail, donner prise à la critique². Du moins reçoit-elle une confirmation indirecte des recherches entreprises parallèlement par M. Ph. GRIERSON³. Il est vrai que cet érudit conteste que Raoul ait jamais été comte d'Artois ni de Ternois, ni abbé de Saint-Pierre de Gand, et donne à l'appui de ses dires des raisons qui semblent péremptoires. Mais ce Raoul, fils lui-même d'Évrard de Frioul et de la carolingienne Gisèle — tige d'une famille aux ramifications compliquées — était, par sa mère, largement possessionné dans la contrée qui s'étend à l'est et au sud de Lille, et ce sont ces vastes propriétés qui, tombant entre les mains de Baudouin II en 892, ou de ses successeurs au cours du X^e siècle, formèrent le noyau de la puissance flamande. Par un coup heureux du sort, nous connaissons à merveille quatre des *fisci* que Gisèle avait reçus en dot et dont la description détaillée figure dans un texte fameux. Grâce à une analyse plus serrée que celle de ses prédécesseurs, M. Grierson est parvenu à en identifier le *caput* et l'étendue⁴ : il s'agit du fisc d'Annappes (les com-

1. H. SPROEMBERG. *Die Entstehung der Grafschaft Flandern. I^e Partie : Die ursprüngliche Grafschaft Flandern, 864-892.* Berlin, E. Ebering, 1935, in-8°, 55 pages ; fasc. 282 des *Historische Studien*. — DU MÊME. *Judith, Königin von England, Graefin von Flandern*, dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XVI (1937), p. 397-428 et 915-950.

2. F.-L. GANSHOF. *Les origines du comté de Flandre, à propos d'un ouvrage récent, dans la Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XVI (1937), p. 367-385.

3. Ph. GRIERSON. *La maison d'Évrard de Frioul et les origines du comté de Flandre*, dans la *Revue du Nord*, t. XXIV (1938), p. 241-265.

4. Ph. GRIERSON. *The identity of the unnamed fiscs in the « Brevium exempla ad describendas res ecclesiasticas et fiscales »*, dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XVIII (1939), p. 437-461 et 1 carte h.-t.

unes actuelles de Flers et d'Annappes), de celui de Cysoing (Gruson, Cysoing, Louvil, Bouvines), avec les annexes de Noyelles et Wattiesart, au sud et au sud-est de Lille ; et, d'autre part, les fiscs de Somain (Somain, Rieulay et Villers-Campeau) et de Vitry-en-Artois, plus au sud. Sauf aliénations en faveur d'établissements religieux, ces domaines se retrouvent, plus tard, entre les mains des comtes de Flandre.

Que le règne de Robert I^{er} le Frison (1071-1093) ait marqué un « point tournant » dans l'histoire de la Flandre, ou que, comme le veut M. Vercauteren, il ait été simple « période de transition » — le terme, rebattu, devrait être banni de toute étude historique — on ne peut qu'applaudir à la monographie que vient de lui consacrer M. Ch. VERLINDEN¹. L'extrême pauvreté des sources, en cette fin du XI^e siècle, ne permet pas de répondre à toutes les questions que pose notre curiosité ; sur bien des points, on doit se contenter d'hypothèses et de probabilités. Mais pareille monographie a permis à son auteur de serrer de plus près une réalité parfois fuyante. Le récit de l'usurpation par laquelle Robert s'empara du comté sur son neveu Arnoud, pourtant soutenu par le roi de France Philippe I^{er} (p. 40-72), rectifie sur plus d'un point les résultats jadis obtenus par M. Fliche. L'étude de la politique extérieure nous montre une Flandre déjà très libre de ses mouvements, remportant des succès diplomatiques contre les tentatives impériales, sans doute dévouée à la France et ennemie des Anglo-Normands, mais sachant renverser ses alliances dès que son intérêt l'exige. Les transformations économiques se reflètent dans la faveur accordée par ce brutal seigneur aux marchands et aux institutions de paix, tandis qu'une vigoureuse centralisation administrative faisait du comté un État autoritaire comparable plus à la monarchie anglo-normande qu'à la France des premiers Capétiens. Sur un point de détail, M. Verlinden apporte ailleurs d'intéressantes précisions, d'où l'histoire si compliquée de la « frontière » du royaume de France sortira partiellement éclaircie : il s'agit de la dispute qu'eut Robert de Flandre avec son voisin impérial le comte de Hainaut au sujet de la souveraineté de Douai, placée à l'extrémité occidentale de ce pays d'Ostrevant dont M. Delambre contenait naguère les vicissitudes². C'est pendant le séjour de Robert en Terre Sainte que son neveu Baudouin de Hainaut parvint à asseoir sa domination sur Douai ; mais peu après, il la perdait, et Douai redevenait flamande, par conséquent française.

Telle est la pauvreté de nos sources que le catalogue d'actes, dressé par M. Verlinden en appendice à sa monographie, contient, pour le règne de

1. Ch. VERLINDEN. *Robert I^{er} le Frison, comte de Flandre. Études d'histoire politique*. Anvers, de Sikkel, et Paris, H. Champion, 1935, in-8°, 210 pages ; fasc. 72 des « Werken uitgegeven door de faculteit der Wijsbegeerte en Letteren » de l'Université de Gand.

2. Ch. VERLINDEN. *Souveraineté flamande et souveraineté hennuyère à Douai à la fin du XI^e siècle*, dans la *Revue du Nord*, t. XVIII (1932), p. 1-19.

Robert, neuf numéros en tout. Ces textes viennent d'être publiés par M. F. VERCAUTEREN avec les actes des successeurs de Robert, jusqu'à l'avènement de la dynastie d'Alsace en 1128¹ ; ils forment le deuxième volume d'un « Recueil des actes des princes belges » dont Pirenne avait fait décider, peu avant sa mort, la publication par la « Commission royale d'histoire » : collection que sa science et sa rigoureuse méthode mettent d'emblée au niveau de nos « Chartes et diplômes », avec, en plus, une louable rapidité d'exécution. De l'abondante préface diplomatique écrite par M. Vercauteren, nous retiendrons de préférence la longue section où il retrace l'origine et les premiers temps de la chancellerie comtale : l'histoire des institutions flamandes primitives en sort singulièrement éclaircie. L'étude, très développée, sur le caractère des actes, présente un intérêt moindre ; l'auteur n'avoue-t-il pas que la chancellerie se contentait de sceller les actes, dont la rédaction était confiée aux destinataires ? Pas de règle uniforme, donc, chaque monastère suivant, dans son *scriptorium*, des usages particuliers. Presque toutes les chartes de ce recueil, au nombre de 130, étaient déjà connues ; mais leur édition critique constitue un progrès énorme sur les textes antérieurement à notre disposition. Chacun est précédé d'une abondante notice qui discute l'authenticité de l'acte, et tout en conservant une attitude prudente, réagit avec chaleur contre l'école du savant hollandais M. Oppermann, lequel n'est pas loin de taxer de faux tous les documents flamands antérieurs au XII^e siècle. Il est inutile d'ajouter que les établissements religieux du Nord de la France (notamment les abbayes d'Anchin, Marchiennes, Wattre, Saint-Bertin, Saint-Vaast) sont abondamment représentés dans cette collection ; les communautés urbaines n'en sont pas absentes non plus, puisqu'on y trouve la fameuse charte de Saint-Omer, de 1127. Le nombre des originaux subsistants était assez élevé en 1938 — 44 sur 130 actes — et l'aurait été davantage si trois chartes au moins n'avaient disparu dans la tourmente de 1914. Ajoutons enfin que M. Vercauteren a dessiné une carte du comté de Flandre, et qu'à côté de l'habituelle table des noms, il a établi une liste des termes techniques, dont l'utilité eût été décuplée s'il l'avait transformée en glossaire explicatif.

La vie d'Alvisus, abbé d'Anchin (1111-1131), puis évêque d'Arras (1131-1147), dont M. H. SPROEMBERG a entrepris le récit², déborde largement le cadre habituel de ce genre d'études biographiques. Avec Alvisus,

1. F. VERCAUTEREN. *Actes des comtes de Flandre (1071-1128)*. Bruxelles, Palais des Académies et M. Hayez, 1938, in-4°, cxvi-400 pages, avec 13 planches et 1 plan hors-texte ; dans le « Recueil des actes des princes belges », publ. par la « Commission royale d'histoire ».

2. H. SPROEMBERG. *Beiträge zur französisch-flandrischen Geschichtle. I^{re} Partie : Alvisus, Abt von Anchin (1111-1131)*. Berlin, E. Ebering, 1931, in-8°, 202 pages ; fasc. 202 des *Historische Studien*.

c'est en effet le problème tout entier de la réforme monastique en Flandre, voire même en Basse-Lotharingie, qui se trouve posé. On sait avec quelle répugnance le Nord de la France et les Pays-Bas accueillirent, en même temps que la réforme grégorienne, le mouvement clunisien. Des tentatives autonomes de réforme monastique, dont la plus célèbre eut pour promoteur Richard de Saint-Vannes, ne survécurent guère à leur auteur, en sorte qu'aux toutes dernières années du XI^e siècle, les monastères impénitents de la Flandre persistaient dans leur existence dissolue. C'est alors que la comtesse Clémence, sœur du futur Calixte II, fit réformer Saint-Bertin par Hugues de Cluny ; de là allait partir, tardivement on le voit, un mouvement dont Alvisus, moine de Saint-Bertin, allait se faire l'apôtre. Tout en maintenant énergiquement l'autonomie de Saint-Bertin, puis de sa propre abbaye d'Anchin (près de Douai) à l'égard de Cluny, il forma à ses côtés une pléiade de moines réformateurs, et bientôt tous les monastères voisins, Marchiennes, Gand, Lobbes, et même Soissons et Reims, se ressentaient de son influence bienfaisante. On attend avec impatience la seconde partie de cet ouvrage qui traitera de l'évêque d'Arras et aura ainsi fait revivre une période particulièrement intéressante de l'histoire religieuse de la France du Nord. Les critiques de détail qu'on a pu lui adresser, documentation incomplète et ne faisant état que des sources imprimées, hâte peut-être trop grande à généraliser et à conclure, ne touchent point au fond même du problème et ne mettent pas en question les résultats obtenus, qui sont d'ores et déjà remarquables¹.

La puissance politique des comtes de Flandre, qui fut de bonne heure plus efficace que celle des princes voisins, reposait avant tout, comme partout à l'époque féodale, sur une solide organisation judiciaire. Retracer l'évolution des tribunaux comtaux, c'est être en mesure d'évaluer, à tout moment, la force réelle de son administration. Complétant les recherches fragmentaires de feu Blommaert, M. F. VERCAUTEREN a établi une liste critique des châtelains comtaux aux XI^e et XII^e siècles². Il est arrivé à reculer assez loin la date à laquelle apparaissent les premiers de ces fonctionnaires, aux alentours de 1050 pour les châtellenies de Bergues et Furnes. Quand on sait l'étendue des territoires soumis à un châtelain, et qui correspondaient à peu près à un de nos arrondissements, on saisit l'importance de l'institution, et l'on comprend que, pour mener à bien une vaste enquête sur les tribunaux flamands, c'est par ceux de la châtellenie que M. F.-L. GANSHOF ait nécessairement commencé ses

1. L'article d'Ét. SABBE, *La réforme clunisienne dans le comté de Flandre au début du XIII^e siècle*, dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. IX (1930), p. 121-138, corrige par avance certaines conclusions du travail de M. Sproenberg.

2. F. VERCAUTEREN. *Étude sur les châtelains comtaux de Flandre, du XI^e au début du XIII^e siècle*, dans les *Études d'histoire dédiées à la mémoire d'Henri Pirenne par ses élèves* (Bruxelles, 1937, in-8°), p. 425-449.

recherches. Poursuivies pendant plusieurs années, elles ont été l'objet d'une série de publications dont nous bloquerons en quelques lignes les conclusions essentielles¹. Les tribunaux de châtellenie, avec leurs échevins qui rendent les jugements à la semonce du châtelain ou de ses subordonnés (écoutèles et ammans), ont conservé, en plein XII^e siècle, une allure encore toute carolingienne. Mais ils sont dès lors surveillés de près par la *curia comitis* qui, à l'instar de celle du roi, a une vaste compétence vassalique et peut même citer devant elle les échevins pour déni de justice ou « faussement de jugement ». Déjà, aussi, dans la première moitié du XIII^e siècle, le mouvement urbain commence à restreindre le ressort des tribunaux de châtellenie, ressort que les comtes avaient jalousement protégé contre les cours seigneuriales ou les avoués d'abbayes ; chaque commune possède maintenant un échevinage comtal, mais composé de bourgeois et jugeant suivant le droit urbain. De même, dans les circonscriptions rurales apparaissent des tribunaux féodaux, où les « hommes de fief » vont doubler, dans chaque châtellenie, les anciens échevinages : nous reviendrons un peu plus loin sur l'exemple le mieux connu, celui de Lille. Ces tribunaux locaux, urbains ou ruraux, ont tendance, pendant le XIII^e siècle, à se rendre autonomes de l'autorité comtale, dont on sait la longue éclipse après Bouvines : la *curia* centrale perd alors de son importance. Une réaction « monarchique » des plus nettes marque le siècle de la dynastie des Dampierre (1278-1384). La cour, organe de gouvernement aux rouages déjà spécialisés, voit grandir l'importance de sa section judiciaire ; la plupart des villes perdent leur autonomie ; le tribunal de l'Audience, qui paraît au milieu du XIV^e siècle, est le signe le plus net de cette centralisation monarchique, dont héritera et que mettra au point la maison de Bourgogne. Tels sont, très grossièrement résumés, les résultats de recherches dont l'importance saute aux yeux.

L'histoire de la Flandre sous les princes de la maison de Dampierre, puis sous les premiers ducs de Bourgogne de la dynastie de Valois, a été le terrain de prédilection des minutieuses études de Paul THOMAS, dont les résultats publiés se réduisent à quelques notes ou mises au point de détail,

1. F.-L. GANSHOF. *Recherches sur les tribunaux de châtellenie en Flandre avant le milieu du XIII^e siècle*. Anvers, de Sikkel, et Paris, H. Champion, 1932, in-8°, 103 pages ; fasc. 66 des « Werken uitgegeven door de faculteit des Wijsbegeerte en Letteren » de l'Université de Gand. — *Étude sur le faussement de jugement dans le droit flamand des XII^e et XIII^e siècles*, dans le *Bulletin de la Commission royale des anciennes lois et ordonnances de Belgique*, t. XIV (1935), p. 115-159. — *Die Rechssprechung des gräflichen Hofgerichtes in Flandern vor der Mitte des 13. Jahrhunderts*, dans la *Zeitschrift der Savigny Stiftung für Rechtsgeschichte, germanische Abteilung*, t. LVIII (1938), p. 163-177. — *Les transformations de l'organisation judiciaire dans le comté de Flandre jusqu'à l'avènement de la maison de Bourgogne*, dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XVIII (1939), p. 43-61.

toujours intéressantes, mais nécessairement limitées¹. D'une portée plus grande sera la thèse de M. J. FOUCART, lequel, bien que de formation juridique, a su traiter historiquement un problème institutionnel des plus complexes². On sait qu'entre 1297 et 1369, une partie de la Flandre gallente, les châtellenies de Lille, Douai et Béthune — cette dernière tôt échangée avec celle d'Orchies — furent détachées du comté et réunies au domaine royal. Étudier le « souverain bailliage » de ces châtellenies, pour le XIV^e siècle du moins, c'était écrire l'histoire de l'introduction des institutions monarchiques dans cette région jusqu'alors comtale. M. Foucart a très heureusement reconstitué les démarches hésitantes, les tâtonnements avec lesquels les derniers Capétiens directs ont organisé l'administration et la justice de leur récente conquête, jusqu'au jour où Charles IV, en 1326, unit les trois châtellenies au Tournaisis et à Mortagne, et les fit administrer par un bailli unique qui prit aussi le titre de gouverneur. Cette unification se heurta à bien des résistances locales ; vite les lieutenants que le « souverain bailli » laissait à Lille et à Douai prétendirent à l'autonomie, tandis que d'autres officiers de justice refusaient de le reconnaître comme leur supérieur ; enfin les juridictions urbaines, notamment celle de Lille, réussirent à maintenir à son égard leur parfaite indépendance. Si le bailli ne parvint pas à assumer complètement l'autorité qu'exerçaient ses collègues du domaine royal, du moins survécut-il à la restitution des châtellenies opérée en 1369, par le nouveau « transport de Flandre », en faveur du comte Louis de Mâle, et la « gouvernance » de Lille et de Douai devait se perpétuer sous les régimes bourguignon, autrichien, espagnol et français jusqu'à la Révolution. La seconde partie de l'ouvrage de M. Foucart étudie systématiquement les attributions et le personnel de cette « gouvernance » ; elle s'étend naturellement de préférence sur sa compétence judiciaire. Mais c'est aux chapitres qui traitent des origines que l'historien puisera le plus de faits nouveaux et de remarques intéressantes.

Dans le même cadre chronologique (1297-1369), Mlle M. FOURNIÉ a étudié les rapports de la royauté française avec la ville de Lille³, la faveur

1. Paul THOMAS. *Le comte de Flandre Louis de Nevers voulut-il faire tuer son oncle Robert de Cassel, comme les chroniques françaises l'affirment ? Étude sur la situation politique de la Flandre en 1325*, dans le *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, t. XXXIII (1930), p. 323-342. — *Problèmes au sujet du Gros Brief de Flandre. La réforme de l'Épier de Bergues (1389-1392)*, dans le même *Bulletin*, t. XXXV (1938), p. 258-274.

2. J. FOUCART. *Une institution baillivale française en Flandre. La gouvernance du souverain bailliage de Lille-Douai-Orchies, Morlange et Tournaisis*. Lille, E. Raoust, 1937, in-8°, 231 pages ; fasc. 12 de la « Bibliothèque de la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons ».

3. Madeleine FOURNIÉ. *Les rapports de la royauté et de la commune de Lille pendant la domination française, de 1297 à 1369*, dans *École des Charles. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion 1939...* (Paris, 1939, in-8°), p. 81-88.

accordée par la monarchie à la cité qu'elle se proposait d'assimiler au domaine royal, et les difficultés d'ordre économique que, séparée des autres centres urbains de la Flandre, la ville ne pouvait manquer d'éprouver. Mais seules les conclusions de ce travail ont été publiées.

III. BOULONNAIS, PONTHIEU, HAINAUT FRANÇAIS. — Le petit comté de Boulogne a subi tant de ravages au cours des siècles, que les archives de son histoire et les traces de son passé ont périodiquement disparu dans les ravages et les destructions. Il a néanmoins trouvé, après bien d'autres, un historien diligent en M. P. HÉLIOT, qui réalise heureusement ce type d'archiviste dont l'activité s'emploie à explorer le passé de la province où l'ont conduit les hasards d'une carrière administrative. Il faut d'abord signaler sa petite *Histoire de Boulogne et du Boulonnais*¹, coup d'œil d'ensemble et synthèse vigoureuse où sont rappelés à grands traits les événements et les faits essentiels d'un passé long de deux millénaires. Ce livre, d'ailleurs, n'a point la prétention d'être sur tous les points également neuf ou définitif ; le public assez large auquel il s'adresse, la forme très personnelle des jugements émis par l'auteur, et où les préoccupations de l'heure où il a paru se reflètent trop crûment (de là un chapitre XI extrêmement contestable), empêchaient M. Héliot d'en faire plus qu'une mise au point provisoire. Mais ses propres recherches de détail lui ont permis, pour bien des problèmes, de rectifier les solutions offertes par ses devanciers. Une bibliographie choisie et méthodiquement classée, une carte claire, permettront au lecteur curieux de poursuivre plus avant ses lectures et d'augmenter ses connaissances.

La période « bourguignonne » de l'histoire boulonnaise (1416-1477) est celle pour laquelle la documentation, grâce aux archives de la Chambre des comptes de Lille, est la mieux fournie, et où, par conséquent, on a le plus de chance de renouveler nos connaissances. S'attaquant simultanément aux deux extrémités de cette période, M. Héliot a étudié dans le détail comment le Boulonnais était devenu bourguignon², puis comment il avait été réuni à la couronne de France. Lorsque mourut en 1416 le duc de Berry, sa veuve, héritière des comtés de Boulogne, ne tarda pas à se remarier avec Georges de La Trémoille. En vain celui-ci réclama-t-il du duc de Bourgogne, en sa qualité de comte d'Artois, la mise en possession, moyennant hommage, de son fief boulonnais. Par un véritable tour de passe-passe, Jean sans Peur écarta en fait son nouveau vassal et, de complicité avec ses propres officiers, fit confisquer le Boulonnais à son

1. P. HÉLIOT. *Histoire de Boulogne et du Boulonnais*. Lille, E. Raoust, 1937, in-8°, 284 pages, 1 planche et 1 carte hors-texte.

2. P. HÉLIOT et A. BENOIT. *Georges de La Trémoille et la mainmise des ducs de Bourgogne sur le Boulonnais*, dans la *Revue du Nord*, t. XXIV (1938), p. 29-45. — P. HÉLIOT. *Nouvelles observations sur La Trémoille, Jean sans Peur et le Boulonnais*, dans la même *Revue*, p. 182-186.

profit ; si la mauvaise foi du Bourguignon est certaine en l'espèce, non moins évident est son désir de se rendre maître coûte que coûte d'un territoire dont la position stratégique est si importante. Les réclamations des La Trémoille, celles ensuite de leurs héritiers les La Tour d'Auvergne, n'émurent ni Jean sans Peur ni Philippe le Bon ; et le traité d'Arras de 1435 devait consacrer une situation de fait qui durait depuis bientôt vingt ans. Mais en 1477 — et c'est là le sujet du second mémoire de M. Héliot¹ — le Boulonnais fut l'une des premières provinces de l'État bourguignon sur lesquelles Louis XI s'empessa de faire main basse. Il était intéressant de savoir comment les La Tour, toujours considérés par les rois comme les comtes légitimes de Boulogne, se virent contraints d'accepter des compensations illusoires, comment aussi le rusé souverain, pour parer à un retour offensif possible des comtes d'Artois (en l'espèce Marie de Bourgogne et Maximilien), alla chercher, comme suzeraine toute spirituelle de sa nouvelle conquête, la Vierge de Boulogne ! Pourvus d'une annotation solide, quoiqu'un peu prolixe, ces deux mémoires intéressent à la fois l'histoire des Valois et celle de l'État bourguignon : l'histoire générale en fera donc, elle aussi, son profit.

Entre le Boulonnais et la basse Somme s'étend le petit comté de Ponthieu, que la faiblesse de son étendue et de ses ressources a toujours empêché de jouer un rôle de premier plan dans notre histoire nationale. Ce n'est guère qu'à l'extinction de sa dynastie comtale, en 1279, qu'il commença à devenir l'objet des préoccupations de la monarchie, puisqu'il advint alors, par voie de mariage, au roi d'Angleterre Édouard I^{er} et devait être l'un des enjeux de la lutte franco-anglaise du XIV^e siècle. Il faut pourtant savoir gré à M. Clovis BRUNEL d'avoir recueilli et publié avec toutes les garanties de l'érudition moderne les actes des comtes de Ponthieu antérieurs à 1279². Si nous possédions de toutes les principautés féodales, grandes ou petites, qui vécurent sur notre sol, des recueils de ce genre, l'histoire de la France féodale, si imparfaitement et si fragmentairement connue, aurait fait un très grand progrès. Rappelons simplement — la publication de M. Brunel remontant déjà à une dizaine d'années — que le Ponthieu est un comté d'origine féodale, et non carolingienne, ce qui explique l'incertitude qui régnait toujours sur ses limites

1. P. HÉLIOT. *Louis XI et le Boulonnais*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. C (1939), p. 112-143. — Ce n'est pas le lieu de relever ici les quelques bavures que contiennent ces mémoires. Comme exemple de confusion due à une hâte trop grande, signalons la note 3 de la page 128 où M. Héliot traduit « frivoles appellations » (c'est-à-dire appels de justice non fondés en droit) par « cris séditieux », et en tire des conclusions erronées sur l'attitude des Boulonnais à l'égard de Louis XI.

2. C. BRUNEL. *Recueil des actes des comtes de Pontieu (1026-1279)*. Paris, Impr. Nationale, 1930, in-4^o, cxiv-778 pages, 5 planches et 1 carte hors-texte ; dans la « Collection des documents inédits sur l'histoire de France ».

exactes ; il eut pour fondateurs les avoués de Saint-Riquier qui, possesseurs du château d'Abbeville, en profitèrent pour établir alentour une solide domination et s'étendre sur le territoire du futur comté, avant de prendre, vers le milieu du XI^e siècle, le titre de comtes. Trois fois tombée en quenouille, la race comtale aboutit à la femme de Ferdinand III de Castille (n^o 391-479), qui laissa le Ponthieu à sa fille, reine d'Angleterre. L'éditeur a suivi scrupuleusement les règles en honneur chez les auteurs des « *Chartes et diplômes* ». Une longue introduction diplomatique, consacrée à la description, à la classification et à la rédaction des actes ainsi qu'à l'étude des sceaux, ne laisse aucun détail dans l'ombre. Peu nombreux (14) pour le XI^e siècle, assez copieux (141) pour le XII^e, plus encore (328) pour le XIII^e, ils concernent en grande partie les établissements religieux du pays de Ponthieu, notamment les abbayes de Saint-Riquier, Saint-Vulfran d'Abbeville, de Dommartin et Valloires, sur les bords de l'Authie ; mais la cité d'Abbeville y est elle aussi très largement représentée, et son histoire s'y reflète depuis la confirmation de sa commune primitive par le comte Jean en 1184 (n^o 109). Ajoutons qu'un copieux index des noms de matières, chose si rare dans les publications françaises, vient doubler le prix de celle-ci et faire de ce recueil le modèle du genre.

Contemporaine de celle du Ponthieu est l'apparition du comté de Guines, formé d'un démembrement du Boulonnais ; pressé entre de puissants voisins, il eut de la peine à s'étendre et dut reconnaître la souveraineté flamande avant de s'annexer la seigneurie d'Ardres. Du désastre de Bouvines, sa dynastie ne se releva jamais ; ruinée, elle finit par vendre ses terres au roi de France en 1283. C'est cette histoire que vient d'étudier Mlle M. CHANTEUX-VASSEUR ; mais de sa thèse d'École des Chartes, encore manuscrite, seules les positions ont été publiées¹.

Sur l'histoire politique du Hainaut français, nous n'avons à rappeler que la thèse, déjà un peu ancienne, de M. E. DELCAMBRE², qui s'est proposé d'étudier par le menu les relations du comte Jean II d'Avesnes avec les rois de France Philippe le Hardi et Philippe le Bel entre 1280 et 1297. Sujet assez mince, puisque la politique du Capétien à l'égard du Hainaut reste, pendant toute cette période, fonction de sa politique flamande. Ainsi, tant que le roi demeurera en bons termes avec les Dam-

1. M. CHANTEUX-VASSEUR. *Étude géographique et historique sur le comté de Guines, des origines à 1283*, dans *École des Chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion 1935...* (Paris, 1935, in-8°), p. 57-64.

2. E. DELCAMBRE. *Les relations de la France avec le Hainaut depuis l'avènement de Jean II, comte de Hainaut, jusqu'à la conclusion de l'alliance franco-hennuyère (1280-1297)*. Mons, Union des imprimeries, 1930, in-8°, xv-221 pages ; extrait du t. LXIX des « *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres de Hainaut* ». — DU MÊME. *Une chronique valenciennoise inédite*. Dison, Impr. disonnaise, 1930, in-8°, 102 pages.

pierre, pourra-t-il traiter avec désinvolture le comte de Hainaut ; mais dès que Gui de Dampierre se laisse entraîner dans l'orbite anglaise, force est à Philippe le Bel de rechercher l'alliance des Avesnes, jusqu'alors méprisés : c'est ce qui se passe en 1297, date à laquelle se clôt le récit de M. Delcambre. Entre temps il énumère avec conscience les épisodes plus ou moins caractéristiques qui marquèrent les empiétements de la monarchie française en ce coin de frontière franco-impériale. Ils sont de deux sortes : intervention dans le pays d'Ostrevant, qui, situé à l'ouest de l'Escaut, est toujours considéré par les officiers royaux comme mouvant de la couronne de France, et où l'on incite les abbayes, notamment celle d'Anchin, à se placer sous la sauvegarde royale ; mise à profit des conflits surgissant entre le comte et la ville de Valenciennes, pour faire entrer l'importante cité scaldienne dans la vassalité française. Couronnés de succès jusqu'en 1292, ces patients efforts de grignotage doivent ensuite être progressivement abandonnés, au fur et à mesure que la situation flamande devient plus inquiétante. M. Delcambre, dont c'était là l'ouvrage de début, et qui a donné depuis, dans d'autres domaines, toute sa mesure, reconnaîtra sans doute avec ses critiques que, dans ce premier essai, une forme languissante, une impression fautive et d'autres négligences de jeunesse nuisaient singulièrement à la valeur d'une dissertation, qui pourtant épouse avec conscience un sujet fort intéressant.

IV. LA SEIGNEURIE ET LE RÉGIME AGRAIRE. — Les divers problèmes soulevés par l'existence du servage dans le Nord de la France n'ont pas encore reçu de solutions acceptables à tous les chercheurs. Un savant hollandais, M. P. C. BOEREN, apporte sa contribution à la discussion en examinant, pour la Flandre, la condition juridique des tenanciers que, dans ses études sur le Hainaut, M. Verriest avait proposé d'appeler *saindeurs*¹ : il s'agit des individus qui se placent sous la protection d'une église et de son saint patron, contre paiement de certaines tailles et redevances. M. Boeren, dont nous ne pouvons ici ni analyser ni discuter les arguments, estime que ces tenanciers alienent par là leur liberté et tombent dans la condition de serfs « tributaires d'église ». Il recherche même fort loin dans le passé l'origine de ce groupe servile. Ces conclusions qui, sur un point ou sur un autre, contredisent celles des études précédemment consacrées au même problème, n'ont pas reçu, cela se conçoit, l'approbation de M. L. VERRIEST ; en termes parfois un peu trop véhéments, il les rejette en bloc, pour émettre à son tour des théories dont il est peu probable qu'elles soient acceptées d'emblée par tous les historiens du servage². La polémique n'est pas près de se clore.

1. P.-C. BOEREN. *Étude sur les tributaires d'église dans le comté de Flandre du IX^e au XIV^e siècle*. Amsterdam, H. Paris, 1936, in-8°, xxvi-184 pages.

2. L. VERRIEST. *Les faits et la terminologie en matière de condition juridique des per-*

Les archives monastiques demeurent naturellement nos meilleures pourvoyeuses de documents agraires pour la presque totalité du Moyen Age ; c'est ce qui nous incite à placer ici les trop rares publications de chartes dont ces dix dernières années ont vu l'apparition. Il semblerait, en effet, que nos connaissances sur les grandes abbayes du Nord soient en raison inverse de l'abondance de leurs archives, et pourtant l'incendie du palais Saint-Vaast, à Arras, au cours de la précédente guerre, avait montré le danger qu'il y a à laisser inédits d'aussi précieux documents. Toujours est-il que les richesses énormes des séries G et H des Archives du Nord n'ont encore donné lieu qu'à bien peu de publications méthodiques. En deux volumes d'une excellente tenue, M. Maurice VANHAECK a réuni, pour les seuls XIII^e et XIV^e siècles, plus de 500 chartes relatives à l'abbaye de Marquette¹, qu'il a retrouvées aux Archives du Nord ou, pour le premier siècle, dans un ancien cartulaire conservé à la Bibliothèque Nationale. L'ampleur de la moisson permettra d'étudier dans le plus grand détail la fortune de ce couvent de moniales cisterciennes, fondé (d'après les données traditionnelles que M. Vanhaeck révoque injustement en doute) en octobre 1226, par le comte Ferrand et la comtesse Jeanne, à quelques kilomètres au nord de Lille, sur les bords de la Deule. M. Vanhaeck nous promet de mettre en œuvre lui-même son cartulaire factice et de publier prochainement une histoire de l'abbaye. Nous n'examinerons donc point dans le détail son introduction, dont les obscurités seront sans doute corrigées dans la monographie qu'il prépare. Indiquons seulement que, du point de vue de l'histoire agraire, les documents les plus abondants concernent tout naturellement la banlieue immédiate de Lille ; mais le domaine de l'abbaye s'étendait aussi jusqu'en Flandre maritime, où l'on pourra suivre les travaux de défrichement et d'assèchement qui se poursuivaient activement en plein XIII^e siècle. La crise économique et disciplinaire du XIV^e siècle trouve largement écho dans le second volume, qui constate les alienations préjudiciables à la communauté, les infractions faites à la règle cistercienne, la fondation de pitances individuelles pour les moniales, voire de prébendes pour des étrangers. Il reste évidemment quelques bavures, des identifications inexactes, des textes incorrectement transcrits, des analyses fautives, tous défauts inhérents à une entreprise de longue haleine et qui n'auraient pu s'éliminer qu'en retardant indéfiniment la publication. Le cartulaire qu'a compilé M. Vanhaeck est, pour la région du Nord, le plus important qui ait paru depuis ceux que

sonnes au Moyen Age : serfs, nobles, villains, seigneurs, dans la *Revue du Nord*, t. XXV (1939), p. 101-127.

1. M. VANHAECK. *Cartulaire de l'abbaye de Marquette*, t. I. Lille, S. I. L. I. C., 1937, in-8°, xxxi-312 pages et 1 planche hors-texte. T. II : *Le XIV^e siècle*. 1938, ix-334 pages ; formant les Recueils 46 et 47 de la « Société d'études de la province de Cambrai ».

Mgr Hautcoeur avait publiés, en 1873 et 1894, sur l'abbaye de Flines et le chapitre Saint-Pierre de Lille.

Avec une patience également méritoire, M. R. Dubois a recueilli une centaine d'actes, des XII^e et XIII^e siècles pour la plupart, et presque tous inédits, se rapportant à deux établissements religieux de la localité picarde de Lucheux¹ : le prieuré de Lucheux, de fondation très ancienne — il remonte aux temps mérovingiens — mais rattaché à Molesmes, en 1095, par saint Robert, et dont il a fallu chercher le chartrier aux Archives de la Côte-d'Or ; et la prévôté ou domaine de Gros-Tison, d'abord propriété de l'abbaye de Furnes, puis, en 1174, de celle de Hasnon, près Valenciennes, et dont les actes se trouvaient encore, en 1937, dans les dépôts de Douai et de Mons. C'est surtout aux libéralités des comtes de Saint-Pol que ces deux établissements, de moyenne importance, durent leur fortune naissante. Grâce à un terrier du XVII^e siècle et au cadastre de 1812, M. Dubois a pu dresser une carte où sont marquées les possessions du prieuré et où l'on suit les procédés d'essartage d'un terroir primitivement boisé. Parcils résultats sont trop rarement atteints pour qu'on n'en indique pas tout l'intérêt.

En dehors de ces publications de textes, la propriété ecclésiastique flamande a fait l'objet d'une thèse de doctorat en droit, que M. G. CHARTIER a consacrée aux dimes possédées par le chapitre de la collégiale Saint-Pierre de Lille². C'est une très consciencieuse étude, qu'un peu plus de maturité eût sans doute aisément améliorée, mais où, en deux grandes sections chronologiques, séparées par la date de 1520, l'auteur a su utiliser, à côté du cartulaire de Mgr Hautcoeur, des documents d'archives inédits. Comme l'élément comparatif, seul capable de relever l'intérêt d'une monographie restreinte, n'est représenté que par des manuels ou ouvrages très généraux — notamment ceux de P.-P. Viard — il lui est arrivé de passer à côté des problèmes intéressants ou de les aborder de biais. On aurait pu, par exemple, aboutir à des conclusions plus fermes sur le remembrement de la dîme ecclésiastique qu'opèrent chapitres et monastères, au détriment des décimateurs laïques, pendant tout le cours du XIII^e siècle (p. 26-37). Les tableaux numériques composés et commentés par M. Chartier, sur le rendement des dîmes et leur proportion dans l'ensemble des revenus ecclésiastiques, à diverses périodes, permettront de suivre la courbe des prix, des cultures, de la prospérité ; plus précieux sont encore les détails donnés par certains comptes, relativement aux frais de perception des produits dîmés. L'auteur a été heureusement inspiré de

1. R. DUBOIS. *Prieuré de Lucheux et prévôté de Gros-Tison. Cartulaire fiducie, dans les Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, t. XLVIII (1937), p. 112-519.

2. G. CHARTIER. *Les dîmes du chapitre Saint-Pierre de Lille*. Lille, R. Giard, 1936, in-8°, 175 pages.

publier quelques documents de ce genre dans ses pièces justificatives. En bref, ce travail très honorable dépasse le niveau moyen des dissertations d'étudiants.

C'est seulement avec le *xve* siècle que deviennent un peu abondants les comptes d'exploitation des seigneuries rurales ; la France du Nord ne connaît pas, malheureusement, cette source précieuse que constituent, pour l'Angleterre du *xiii^e* siècle, les « manorial accounts ». Toute mise à jour de comptes nouveaux, malgré la période tardive dont ils datent, acquiert, du fait de leur rareté, une importance supplémentaire. Il subsistait encore en 1854, quarante-sept registres de comptes de la seigneurie de Lucheux pour le *xve* siècle ; deux seulement, pour 1444-1445 et 1473-1447, ont été retrouvés aux Archives de Lucheux et aux Archives du Nord respectivement. Avec d'autres fragments, MM. WEERENNECK et R. DUBOIS viennent d'en procurer une excellente édition¹. Mais comme ces auteurs ont rejeté dans un second fascicule, dont ils espèrentachever prochainement l'impression, le travail de commentaire et d'explication, il faudra attendre d'avoir en main l'ouvrage complet pour juger de son importance ; dès à présent, elle semble grande.

Plaçons ici ces compilations de valeur très mêlée, qui sous le nom de *Statistiques féodales* tentent, pour une région donnée, de rassembler toutes les références connues sur le sort et les possesseurs des fiefs. Leur utilité dépend évidemment de la façon dont le travail a été conçu et mené ; trop souvent elles se bornent à des notes généalogiques contestables ou difficilement vérifiables ; citer des aveux sans donner le détail des dénominations, seuls riches en indications d'ordre social et économique, est le défaut commun de trop de feudistes. La région du Nord a eu, dans ce domaine, de bons travailleurs. Justin DE PAS a terminé en 1936 le quatrième volume de la *Statistique relative au bailliage de Saint-Omer*, et dont le premier datait de 1924² : c'est un modèle de scrupuleuse exactitude où, par ordre alphabétique des localités, ont été rangés des renseignements précieux. Par contre l'abbé VANHOVE n'a pu, avant sa mort, voir paraître que le premier fascicule d'un travail sur la Flandre maritime³, dont le vice majeur est de trop rarement indiquer la provenance de ses références, ce qui les rend incontrôlables. — A côté de ces énormes compi-

1. R. DUBOIS et B.-H.-J. WEERENNECK. *Comptes de la seigneurie de Lucheux, 1424-1474*. T. I : *Textes*. Lille, E. Raoust, 1935, in-8°, 188 pages.

2. J. [DESCHAMPS] DE PAS. *Notes pour servir à la statistique féodale dans l'étendue de l'ancien bailliage de Saint-Omer*. T. IV : *Supplément*. Saint-Omer, Impr. de l'Indépendant, 1936, in-8°, paginé 1401-1648 ; extrait des « Mémoires de la Société des Antiquaires de Morinie ».

3. A. VANHOVE. *Essai de statistique féodale de la Flandre maritime*. I^e Partie : *Châtellenies de Cassel, La Molle-au-Bois, territoire de Melleville*. Lille, S. I. L. I. C., 1933, in-8°, 331 pages, dans les « *Annales du Comité flamand de France* ».

lations, la plaquette de M. M. DESPLANQUES paraîtra un peu mince¹ ; en fait, elle est riche en détails de prix ; l'auteur a tenté, chose si rare, de refaire l'histoire d'un moulin à eau, ayant appartenu autrefois aux comtes de Saint-Pol, et sis à Frévent, sur les bords de la Canche ; grâce à des comptes très curieux du XVI^e siècle, il a pu donner, sur la technique de l'époque, sur les variations de la production, des précisions de valeur.

V. LE DÉVELOPPEMENT URBAIN. — L'impulsion donnée aux études urbaines par les ouvrages suggestifs de Pirenne est loin encore d'avoir perdu de sa force : historiens et juristes étudient à l'envi les problèmes passionnans des origines et des institutions urbaines. La moisson, pour les dix dernières années, est d'une abondance réconfortante. Citons immédiatement, parce qu'ils devraient précéder toute autre étude, les travaux relatifs à la topographie primitive des centres urbains. C'est d'abord M. P. HÉLIOT qui, retracant dans ses grandes lignes le développement de Boulogne², a montré les difficultés d'expansion d'une agglomération pressée entre l'estuaire, aujourd'hui comblé, de la Liane, et des hauteurs crayeuses. Dans la ville haute, la forteresse médiévale est l'héritière d'une cité romaine assez exiguë ; la basse ville ou bourg neuf apparaît au XII^e siècle et prolifère autour de l'église Saint-Nicolas. Le recul démographique qui marque, comme partout ailleurs, le XIV^e siècle, se poursuit à Boulogne jusqu'à l'aube du XVIII^e, en raison des guerres et des occupations étrangères. — La bizarrerie de son plan aux rues régulières, désignées, comme en Amérique, par des numéros d'ordre, a permis à M. P. PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN de dépister en Catillon-sur-Sambre une « ville neuve inconnue »³. Dans ce petit coin de Thiérache qui forme l'extrémité du Cambrésis, le défrichement de la forêt primitive date de la seconde moitié du XII^e siècle ; l'évêque de Cambrai y fonda une ville neuve entre 1180 et 1186, lui donna comme nom un diminutif de l'agglomération voisine du Cateau, et lui concéda des franchises avant de l'ériger en paroisse indépendante. Un mouvement analogue se poursuivait simultanément sur les terres voisines du comte de Hainaut : on en suit les étapes jusqu'en plein XIII^e siècle. — Plus insolite encore est la fondation d'une ville neuve au XV^e siècle, époque où l'économie urbaine est, sinon en régression, du moins stagnante. C'est pourtant le cas de Lannoy-du-Nord, près de Roubaix, dont M. G. ESPINAS raconte la naissance⁴. Elle est due à la munificence de Jean de Lannoy, conseiller de Philippe le Bon, qui, ayant fait recons-

1. M. DESPLANQUES. *Le moulin de Frévent, essai de monographie d'un moulin à eau*. Saint-Omer, impr. L. Loiez, 1936, in-8°, 29 pages ; extrait du *Bulletin de la Commission départementale des monuments historiques du Pas-de-Calais*.

2. P. HÉLIOT. *Essai sur le développement urbain de Boulogne*, dans la *Revue du Nord*, t. XVIII (1932), p. 81-106.

3. P. PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN. *Une ville neuve inconnue : Catillon-sur-Sambre*, dans la *Revue du Nord*, t. XXIII (1937), p. 186-196.

4. G. ESPINAS. *La fondation d'une ville neuve dans la Flandre wallonne au XV^e siècle : Lannoy-du-Nord, 1438-1462* dans la *Revue du Nord* t. XVII (1931), p. 177-213.

truire son château-fort, transforme le village voisin en ville fermée, y installe un prévôt, des confréries d'archers et d'arbalétriers, fait exempter les habitants des tailles et aides de la châtellenie, leur accorde un marché et des foires, y installe des métiers de draperie, donne un sceau à l'échevinage. La nouvelle agglomération a le plan rectangulaire et les rues régulières de ces fondations artificielles. — Il manque encore une bonne étude d'ensemble sur le développement topographique de Lille. Quiconque la voudra entreprendre saura gré au Dr A. BENOIT d'avoir très exactement reconstitué le tracé et la physionomie de l'enceinte médiévale¹, ou plutôt des deux enceintes : celle du XI^e siècle, englobant le château et le marché, que Philippe Auguste fit détruire en 1213 ; celle du XIII^e siècle, à l'intérieur de laquelle entrèrent les paroisses Saint-Maurice et Saint-Sauveur, puis, avant 1283, le quartier Sainte-Catherine. Cette dernière fut assez grande pour contenir toute la population jusqu'au début du XVII^e siècle. Elle peut donc s'étudier facilement, encore qu'il n'en reste plus qu'un vestige, la Noble Tour. — A Lille encore, le même auteur a reconstitué l'existence d'un curieux édifice, le Beauregard², élevé au XV^e siècle par les ducs de Bourgogne sur la Grande Place, pour y loger leur prévôt, et qui disparut en 1651 après avoir hébergé changeurs, sauniers et autres boutiquiers.

Après la topographie, les institutions urbaines. Fondée en 1912, la Société d'histoire du droit a dressé le plan d'une colossale publication qui recueillera tous les actes de franchises et priviléges communaux des villes de France, des origines à la Révolution. Même limitée aux seuls documents qui touchent la constitution, la justice, la législation et l'administration urbaines, à l'exclusion de l'organisation financière, économique et sociale, l'entreprise est si vaste qu'on n'en peut prévoir l'achèvement par une seule génération de travailleurs. Du moins le travail est-il d'ores et déjà sérieusement amorcé pour notre région et les deux premiers volumes concernant l'Artois ont-ils été publiés par M. G. ESPINAS³, lequel espère pouvoir également s'occuper, dans la même collection, des villes flamandes. On se rendra compte de l'énormité de l'entreprise quand on saura que, les villes une fois rangées par ordre alphabétique, le premier volume, avec ses 247 documents, n'a pas encore dépassé la lettre A des seules localités artésiennes, d'Aire-sur-la-Lys à Audruicq ! Une coupure chronologique moins tardive eût permis non seulement de hâter la publication, mais de concentrer sous une forme maniable tous les actes relatifs à la période

1. A. BENOIT. *Les fortifications de Lille au Moyen Age. Aperçu général de la topographie de l'enceinte*, dans le *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, t. XXXV (1938), p. 324-344 et 1 plan hors-texte.

2. A. BENOIT. *Le Beauregard de Lille*, dans la *Revue du Nord*, t. XXV (1939), p. 5-39.

3. G. ESPINAS. *Recueil de documents relatifs à l'histoire du droit municipal en France des origines à la Révolution. Artois*, t. I et II. Paris, Recueil Sirey, 1934-1938, 2 vol. in-8°, xix-607 et 684 pages ; publ. par la « Société d'histoire du droit ».

d'expansion urbaine et de grande activité institutionnelle. Les chartes de confirmation, les octrois de priviléges souvent fictifs, accordés par les souverains modernes, les décisions du Conseil d'État ou des intendants sont d'une autre classe que les chartes de franchises de l'époque médiévale. Il est juste de dire que, dans ce cadre peut-être trop vaste, le travail a été fait avec une minutie et une exactitude remarquables ; des dossiers très complets ont été présentés, certains d'une abondance extrême : notons l'importance de ceux d'Aire (71 documents), d'Arras-ville (118), de Bapaume (31), Béthune (83), Calais (80), Hesdin-le-Vieux (25). Les localités campagnardes, au sujet desquelles on ne possède qu'une ou deux chartes, ne sont pas les moins intéressantes. M. Espinas y a mis ses qualités de scrupule et de modestie. Chaque texte est établi avec un luxe extrême d'indications de sources, bibliographie et variantes ; par contre les courtes préfaces se bornent, pour chaque localité étudiée, à des données statistiques dont l'intérêt reste mince ; on aurait pu les remplacer par des commentaires où l'éditeur nous aurait certainement fait profiter de sa science. Mais il tient à rester aussi impersonnel que possible, et on le regrettera. Un troisième volume, qu'on nous annonce prochain, terminera la publication pour l'Artois.

Des trois monographies d'institutions urbaines récemment publiées par les élèves de M. R. Monier, celle de Hesdin-le-Vieux, due à M. R. FONVIELLE¹, est de loin la mieux venue, parce qu'elle fait preuve d'un sens historique plus aiguisé. N'insistons pas trop sur ses défaillances, qu'il serait injuste de mettre en vedette. Il est certain que la question des origines féodales du Hesdinois, et urbaines de Hesdin, a été manquée : prétendre, à la suite des érudits du XVIII^e siècle, que le comté aurait été formé au milieu du VI^e siècle (!) lors du mariage de l'hypothétique Robresse, fille d'un mythique comte de Boulogne, avec un comte de Vermandois imaginaire, placer à cette date la construction du château de Hesdin, parler d'une « gravure du temps »... des croisades (p. 19, 33, 39), sont des légèretés difficilement pardonnables. Tout ce qu'on sait de certain, c'est qu'au milieu du XIII^e siècle, Hesdin, alors possession du comte de Flandre, était un centre drapier de moyenne importance. Sa draperie resta prospère en plein XV^e siècle, grâce à la présence des ducs de Bourgogne qui firent de son château leur résidence préférée. Sa commune, supprimée par Philippe d'Alsace en 1179, fut rétablie par Philippe Auguste, après l'annexion de l'Artois, en 1191. La seigneurie était administrée par un échevin, puis par un bailli comtal, dont on énumère les attributions (p. 45-74) sans bien marquer l'évolution de l'office entre le XII^e et le

1. R. FONVIELLE. *La seigneurie et la ville de Hesdin-le-Vieux depuis le XII^e siècle jusqu'à la destruction de la ville (1553)*. Lille, E. Raoust, 1938, in-8°, 11-230 pages ; dans la « Collection d'études d'histoire urbaine », publ. sous la direction de R. Monier.

xvi^e siècle. La commune, aux débuts obscurs, offre une particularité digne de remarque. Tandis que dans presque toutes les grandes villes de la Flandre, les jurés, magistrats privés de la *conjuratio* primitive, s'effacèrent ou disparurent lorsque le comte, reconnaissant l'autonomie urbaine, leur eut concédé un échevinage spécial (c'est-à-dire des juges comtaux, mais choisis parmi les bourgeois et jugeant selon le droit urbain), les 30 jurés de Hesdin, au contraire, coexistèrent jusqu'à la fin du xive siècle avec l'échevinage, levant des aides, jugeant les infractions à la paix urbaine : anomalie dont il serait intéressant de dépister d'autres exemples. M. Fontvieille s'étend longuement sur la justice communale (p. 159-184). On eût aimé une conclusion plus étayée, qui aurait marqué les étapes de la décadence des libertés urbaines. Malgré ces imperfections, cette thèse, pourvue de bonnes pièces justificatives (p. 193-210), est un exemple qu'on voudrait voir suivi de maint candidat au doctorat en droit.

Il est plus difficile, d'après le volume de M. A. REMBRY¹, de préciser les origines et le développement urbain de Comines, dont l'agglomération, étalée sur les deux rives de la Lys, est depuis 1713 séparée par la frontière entre la France et les Pays-Bas belges. La curiosité historique de l'auteur, en effet, ne va pas très loin : « Comines eut de *tout temps immémorial* des heures (*sic*) et des lois particulières » (p. 22). « *De tout temps*, la ville de Comines eut des bourgeois » (p. 52). Pareilles affirmations semblent le satisfaire. En fait nous ne possédons à peu près aucun renseignement antérieur au milieu du XIII^e siècle sur la ville, dont le plan permet de voir que c'est un marché fondé au pied d'un château. Elle était dès lors le centre d'une petite industrie drapière ; on a des règlements et ordonnances de métiers, pour le siècle suivant, déjà publiés, M. Rembry paraît l'ignorer, dans le monumental *Recueil d'Espinias et Pirenne* ; on a aussi des chartes de priviléges, dont la traduction littérale n'aurait pas dû se passer d'un commentaire explicatif. L'auteur a hâte d'en arriver à une analyse méthodique, mais bien peu historique, des institutions municipales entre 1250 et 1713. Il s'agit de libertés assez limitées, qui ne semblent jamais avoir comporté le plein droit de commune. Un échevinage de sept membres, jugeant à la conjure du bailli seigneurial, était recruté partie par le seigneur, partie par cooptation. Il administrait la ville, surveillait les métiers, nommait les eswardeurs de draps et les jurés des corporations ; mais en matière judiciaire, sa compétence, qui n'était pas absolue, n'allait pas au delà de la seule bourgade, la seigneurie d'alentour ayant son tribunal territorial ou « échevinage du dehors » et ses hommes de fief. La loi de Lille, s'il faut en croire un seul texte de 1364, était *chef de sens* de Comines, au moins en matière de droit commercial. Telles sont les conclusions que le

1. A. REMBRY. *Les institutions de la ville et seigneurie de Comines, 1250-1713*. Lille, E. Raoust, 1937, in-8°, 180 pages et 2 plans hors-texte ; dans la même collection.

lecteur pourra dégager d'une monographie qui ne manque ni de qualités ni d'intérêt, mais dont l'inexpérience fait la principale faiblesse.

Pas plus que M. Rembry, M. M. DEMONT n'est très habile à débrouiller l'histoire des origines de Béthune¹. Comme il avait affaire à une agglomération plus importante, il aurait pu se poser les simples questions suivantes : de quand date la première mention de la localité ? du château ? du marché ? de l'église ? des bourgeois ? Il a préféré reproduire les romans les plus frelatés, et y ajouter du sien (p. 13-31). Au reste, dès qu'il s'appuie sur des textes, il fait preuve de qualités plus recommandables. Analysant avec précision les chartes de franchises et concessions seigneuriales, il a pu noter l'extrême ampleur des priviléges judiciaires et administratifs dont jouissait la ville. Dans la pratique, Béthune est assimilable à une commune ; en fait, pourtant, et quoiqu'en pense M. Demont, elle ne semble pas en avoir jamais possédé le titre envié. Non seulement la concession tardive d'un beffroi lui fut-elle faite à condition qu'elle n'emporât pas l'élévation au rang de commune, mais il ne reste aucune trace ni d'une commune pré-légale, ni des jurés qui en auraient été les magistrats officieux, ni de la milice communale, ni du rôle de la ville comme entité féodale. Il nous semble difficile de répondre à ce faisceau d'arguments *a silentio*. L'incertitude que prolonge M. Demont prouve que, même chez les historiens du droit, on n'est pas encore d'accord sur la définition exacte du mot « commune » et son acceptation dans la région du Nord. Pour le reste, M. Demont analyse excellemment le mécanisme des institutions urbaines, à l'aide d'une documentation déjà très abondante, il convient de le dire, pour les derniers siècles du Moyen Age ; car le titre de son ouvrage, où il parle de l'« Ancien régime », laisserait croire qu'il a puisé à des sources de plus basse époque. Il a eu le mérite, rare dans de pareilles monographies, de comparer à tout moment l'organisation béthunoise à celle des autres villes flamandes, et de situer exactement le rôle de son échevinage de dix membres dont cinq se renouvelaient annuellement par cooptation, puis, à partir de 1409, de quinze membres élus par des notables. Parmi ses pièces justificatives figure le seul « ban des échevins » connu (*circa* 1350), ordonnance réglant le régime des dettes, l'organisation des métiers et des corporations, le maintien de l'ordre public. Ainsi, malgré leurs inévitables faiblesses, ces travaux de débutants font grand honneur à l'école qui les a inspirés.

Il faut juger plus sévèrement l'*Histoire d'Orchies* dont MM. G. LHOMME et P. CARNEAU ont, dans la même collection, publié un premier fascicule²,

1. M. DEMONT. *L'organisation municipale à Béthune sous l'Ancien Régime*. Lille, E. Raoust, 1937, in-8°, 232 pages ; dans la même collection.

2. G. LHOMME et P. CARNEAU. *Histoire d'Orchies*. T. I : *Histoire politique et militaire (de l'origine à 1914)*. Lille, E. Raoust, 1938, in-8°, 119 pages et 8 planches hors-texte.

traitant de l'histoire politique et militaire du petit bourg de la Pevèle. Ce volume n'est ni meilleur ni pire que tant de monographies de villages écrites par d'estimables curés ou des magistrats retraités, qui croient facile de s'improviser historiens. La recette en est connue : sur la trame d'un récit d'histoire générale, composé maladroitement à coup de manuels et d'auteurs désuets, on accroche chemin faisant les rares faits qu'on a pu glaner sur l'histoire proprement locale. Mieux vaudrait passer sous silence cette compilation sans valeur, si la Société des Sciences de Lille n'avait jugé bon de lui décerner sa plus haute récompense.

En dressant le plan d'une *Histoire de Lille* destinée à faire la synthèse de tous les travaux antérieurs et d'y amalgamer le fruit de ses recherches personnelles, M. A. CROQUEZ n'a pas prévu moins de cinq volumes¹. Sans doute aurait-il été possible de réduire sans dommage cette masse un peu formidable : une rédaction assez prolixie et parfois redondante ; l'abus des jugements de valeur, qui ne sont pas du rôle de l'historien ; la tendance, trop fréquente chez les amateurs, à reprendre longuement, à propos de chaque problème, les dires de tous les auteurs précédents, fussent-ils périmés et sans valeur ; un désordre certain dans l'indication des sources et les références ; la bizarrerie d'une illustration qui, dans le premier volume, reproduit fidèlement les portraits fantaisistes, par des graveurs du XVII^e siècle, de personnages médiévaux ou légendaires, mais omet de fournir un plan de la ville ; tels sont les défauts extérieurs qui sautent aux yeux du lecteur. Mais ce sont là bavures sans importance, au regard du vice fondamental de cet ouvrage pourtant très estimable. Dès sa préface, l'auteur annonce que, tout bien pesé, il a jeté par-dessus bord la chronologie, et adopté un plan systématique. C'est ainsi qu'on nous promet pour le tome IV, sous le titre de « La ville-carrefour. Faits et événements lillois » un résumé de l'histoire politique, des origines à 1800. L'étude topographique qui est l'indispensable préface à toute histoire urbaine, se trouve occuper la seconde moitié du tome II ; encore n'est-elle entreprise que de biais, à propos des pouvoirs de l'échevinage en matière de voirie, de construction, d'adduction d'eau, d'hygiène, et de ravitaillement. Dans le détail le mépris de la chronologie est tel qu'on finit par ne plus savoir à quelle période se rattache tel renseignement². Essayant de justifier son plan contre ceux qui, à bon droit, l'ont estimé bizarre (t. II, p. VII-VIII), M. Croquez semble dire que toute division en tranches chronologiques

1. A. CROQUEZ. *Histoire de Lille*. T. I : *La constitution urbaine (des origines à 1800)*. Lille, E. Raoust, 1935, in-8°, xviii-307 pages et 12 planches hors-texte. T. II : *La bourgeoisie. Son statut. Son action. L'aspect extérieur de la ville*. 1939, in-8°, xi-351 pages et 8 planches hors-texte.

2. Un seul exemple : l'obligation signalée t. I, p. 83, de choisir les échevins parmi les « bons catholiques et chrétiens », ne peut qu'être postérieure à la Réforme. M. Croquez ne le dit pas, mais l'encaisse entre un texte de 1361 et un autre de 1364,

aurait fait de son œuvre un « récit de parade », où eussent dominé « les relations de batailles, de fêtes, de cortèges ». La chose ne nous apparaît point fatale. Au reste l'auteur est un avocat et c'est surtout l'histoire du droit qui, jusqu'ici, l'a retenu. Un premier volume, intitulé *La constitution urbaine*, après un chapitre sur les origines urbaines et un autre sur les origines, si obscures, de la commune, concentre toute son attention (p. 61-226) à décrire systématiquement les institutions urbaines, telles qu'elles apparaissent dans la charte de franchises de 1235 et qu'elles furent appliquées ou modifiées jusqu'en 1790. Puis vient un chapitre sur la Révolution à Lille, qui n'a évidemment avec les précédents qu'un rapport lointain. — Au second volume, si l'on met à part l'essai topographique déjà signalé (p. 184-317), est réservée l'étude des problèmes de droit privé : statut juridique des bourgeois — leur position sociale et économique restant trop souvent dans l'ombre, — caractères du droit coutumier tel qu'il apparaît dans le *Livre Roisin* et les recueils de coutumes postérieurs, mécanisme de la justice civile et criminelle, le tout s'étendant sur une période de cinq siècles et demi, mais où la documentation est surtout abondante pour les XVII^e et XVIII^e siècles.

D'autres ouvrages sont consacrés aux institutions urbaines, mais ce sont des monographies sur des points de détail, ou d'un caractère à peu près exclusivement juridique. C'est ainsi que Justin DE PAS a cité ou commenté tous les textes médiévaux et modernes qui concernent la condition juridique du bourgeois de Saint-Omer¹. Ce complément aux célèbres études de Giry fait ressortir la physionomie particulière d'une des plus grandes communes flamandes, où se mêlent les coutumes de Flandre et d'Artois ; on y voit les bourgeois accueillant libéralement dans leur communauté nobles et clercs ; la rigueur de la peine de bannissement est telle qu'on finit, pour punir les offenses légères, par lui substituer l'« esconciement » ou exil temporaire, sans perte du droit de bourgeoisie ; l'étendue des priviléges commerciaux rappelle l'importance de l'économie audomaroise aux premiers siècles de son existence ; le mouvement démocratique du XIV^e siècle ne parvient pas à ouvrir l'échevinage aux artisans, qui se contentent d'être représentés dans l'administration communale par les « jurés du commun » ; le privilège du *zoene* permet au banni pour homicide de rentrer en grâce après une année, moyennant paiement d'une compensation à la famille de la victime. Tout cela, et bien d'autres détails encore, se devra comparer aux résultats obtenus par Mlle S. Poignant dans sa thèse (1929) sur le bourgeois de Lille au XIV^e siècle. — M. J. BOCA, en une thèse également remarquée², a étudié spécialement la compétence judiciaire de l'échevinage d'Abbeville, pendant la période médiévale, en

1. J. [DESCHAMPS] DE PAS. *Le bourgeois de Saint-Omer. Sa condition juridique dans les institutions communales*. Lille, E. Raoust, 1930, in-8°, 435 pages ; fasc. 2 de la « Bibliothèque de la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons ».

2. J. BOCA. *La justice criminelle de l'échevinage d'Abbeville au Moyen Age, 1186-1516*. Lille, E. Raoust, 1930 in-8° 296 pages ; fasc. 3 de la même « Bibliothèque ».

matière criminelle. Dans l'ensemble, la cité de la Somme ne différait guère des autres communes du Nord ; mais il y a des particularités dignes de remarque : influence moins grande qu'en Flandre des coutumes germaniques ; suspension provisoire, pendant certaines fêtes, au profit d'établissements religieux, de la juridiction échevinale ; emploi plus modéré qu'ailleurs de la peine de bannissement. L'auteur, pour dégager ces faits, a opéré un patient dépouillement du *Livre rouge*, registre de jugements de l'échevinage abbevillois pour les XIII^e, XIV^e et XV^e siècles.

L'un des priviléges les plus barbares et les plus jalousement conservés par les grandes communes flamandes était le droit d'abattis et d'arsin, par lequel la commune, agissant en corps, abattait et incendiait la maison de quiconque avait lésé un de ses membres. Une étude comparée de son application dans les principaux centres urbains s'imposait ; elle a été menée à bien par M. A. DELCOURT¹. La coutume, qui n'est pas exclusivement communale, et dont l'origine doit se chercher dans le droit germanique, ne s'appliquait pas seulement à l'intérieur de la ville, où le bourgeois coupable d'un crime grave en était la victime ; elle s'exerçait aussi au dehors, contre le forain coupable de lèse-commune. C'était bien alors « la vengeance de la commune » : la milice communale, dirigée par les échevins et les bannières des quartiers, procédait à cette expédition punitive dont le *Livre Roisin* nous décrit, pour Lille, le rituel compliqué. Il eût été intéressant de préciser, pour chaque ville, les limites du territoire où la commune pouvait impunément se venger ; on en eût mieux compris les conflits de juridiction que signale M. Boca. Déjà en décadence au XIV^e siècle, la coutume reçut le coup de grâce des ducs de Bourgogne qui ne pouvaient tolérer, dans leurs États centralisés, une justice si anarchique.

Administrateurs de la commune, les échevins exerçaient des pouvoirs étendus en matière de voirie et de construction d'habitations. M. H. FORGEAIS a été bien inspiré d'en étudier un exemple concret dans la ville d'Arras² — distincte, rappelons-le, de la cité. La moisson des documents est d'ailleurs très pauvre pour le Moyen Âge où l'on sait que l'échevinage était entravé dans son action par les prétentions des moines de Saint-Vaast, seigneurs fonciers de toute la ville. Mais les XVII^e et XVIII^e siècles ont fourni à M. Forgeois une très intéressante matière, surtout en ce qui concerne les grands travaux qui ont alors transformé Arras ; la reconstruction des deux places nécessita, pour l'uniformité des arcades et des façades, l'imposition de servitudes aux propriétaires riverains, et cela en vertu des pouvoirs que l'échevinage avait obtenus de Philippe II en 1583. Comme partout ailleurs, le XVIII^e siècle fut l'âge d'or de l'urbanisme : sous l'impul-

1. A. DELCOURT. *La vengeance de la commune. L'arsin et l'abattis de maison en Flandre et en Hainaut*. Lille, E. Raoust, 1930, in-8°, 189 pages ; fasc. 2 de la même « Bibliothèque ».

2. H. FORGEAIS. *Les pouvoirs de police de l'échevinage de la ville d'Arras en matière de voirie et de construction d'habitation*. Lille, Douriez-Bataille, 1938, in-8°, 166 pages.

sion du procureur de la ville fut dressé en 1766 un plan d'alignement, tandis que tout un nouveau quartier, la Basse-Ville, s'élevait sur l'emplacement de fortifications désaffectées. M. Forgeois s'intéresse, en historien du droit, aux conflits de juridiction que faisaient naître ces vastes projets ; mais il n'indique pas assez clairement si les intendants, comme ce fut le cas dans d'autres villes, favorisèrent à Arras les embellissements proposés par un échevinage éclairé.

Cours de justice urbaines, les échevinages étaient de bonne heure devenus, au fur et à mesure qu'au témoignage oral s'était substituée la valeur probante de l'acte écrit, des juridictions gracieuses, à l'égal des officialités et des cours seigneuriales. Ce côté peu connu de leur activité, cette « aiwe d'esquevinage », ont été étudiés par M. H. SELLIER en une monographie¹ qui, pour combler une réelle lacune dans nos connaissances, fait appel à la fois à l'histoire du droit et à la diplomatique, puisqu'elle étudie aussi bien la forme des chirographes ou des lettres scellées sous l'autorité des échevinages urbains. Elle montre comment peu à peu, à la fin du Moyen Age, les notaires royaux, sauf dans une partie du Hainaut, enlevèrent aux magistrats urbains cette juridiction gracieuse dont les profits, sous forme de droits de sceau, n'étaient pas négligeables.

Enfin, dans le domaine encore mal étudié — si nous en exceptons le cas de Douai — des finances communales, la publication par M. B.-J.-H. WEERENNECK de documents, retrouvés par lui à Bois-le-Duc, et qui sont des fragments de comptes de la ville de Doullens² pour l'année 1470, ne manquera pas de retenir l'attention ; toutefois, son commentaire reste à peu près uniquement philologique, et le contexte historique demeure trop vague pour qu'on puisse utiliser facilement des comptes aussi fragmentaires³.

(*Sera continué.*)

Edouard PERROY et Maurice BRAURE,
Professeurs à l'Université de Lille.

1. H. SELLIER. *L'authentification des actes par l'échevinage dans le nord de la France* Lille, E. Raoust, 1934, in-8°, 213 pages.

2. B.-J.-H. WEERENNECK. *Comptes de la ville de Doullens pour l'année 1470 et cueil-
oir des cens dus au béguinage de cette ville. Textes précédés d'une introduction et suivis
d'un commentaire philologique.* Paris, A. Picard, 1932, in-4°, 78 pages.

3. Une thèse de Mlle Marguerite BOMMIER, sur *Les finances communales de Lille
de 1297 à 1369*, est restée manuscrite. V. *École des Charles. Positions des thèses soutenues
par les élèves de la promotion 1934...* (Paris, 1934, in-8°), p. 35-42.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Walter Otto et Hermann BENGSTON. *Zur Geschichte des Niedergangs des Ptolemäerreiches : ein Beitrag zur Regierungszeit des 8. und des 9. Ptolemäers* (Abhandlungen der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, Philosophisch-historische Abteilung. Neue Folge. Heft 17, 1938). Munich, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften : 1 vol. gr. in-8°, 244 pages. Prix : RM. 25.

Sous ce titre, MM. Otto et Bengtson ont groupé trois articles d'inégale importance, où ils étudient avec une précision méticuleuse divers aspects de l'histoire de l'Égypte au II^e siècle avant J.-C.

I. Le premier de ces articles (p. 1-22) a pour objet une inscription de Coptos, datant de l'année 110-109 avant J.-C. Il s'agit d'une dédicace à Isis, qui a été déjà examinée par A.-J. Reinach (*Un nouvel épistratège de Thébaïde, Revue épigraphique*, 1913, p. 109-112) et M. Henne (*Sur deux stratèges d'une inscription grecque de Coptos, Revue de Philologie*, 1936, p. 318-324) ; sur cette dédicace figuraient les noms d'Apollodôros, stratège du Diopolitès et de son frère, commandant des côtes de la mer Érythrée et de la mer Indienne. MM. Otto et Bengtson rejettent certaines des restitutions adoptées par leurs prédécesseurs ; ils estiment, notamment, que, dans la partie disparue de la ligne 2, Apollodôros n'était pas qualifié d'*ἐπιστράτηγος*, comme le supposait A.-J. Reinach, dont M. Henne accepte l'hypothèse (non sans réserves : cf. *infra*). D'abord, le mot *ἐπιστράτηγος* ne suffit point à combler la lacune, qui ne correspond pas à douze lettres, mais à quinze, au minimum ; ensuite, Apollodôros étant déjà stratège du Diopolitès, cette fonction ne pouvait être cumulée avec celle d'épistratège, ainsi que M. Henne l'a très justement montré (*o. l.*, p. 322) : l'épistratège, en effet, avait sa résidence habituelle à Ptolémaïs du Thinite. M. Henne, il est vrai, propose de résoudre ainsi la difficulté : Apollodôros aurait été, à cette époque, délégué dans les fonctions d'épistratège, et on lui donnerait ce titre sur la dédicace, soit par courtoisie ou esprit de flatterie, soit parce que la distinction entre titulaires et intérimaires était moins nette dans l'Égypte ptolémaïque que chez les Romains. MM. Otto et Bengtson n'admettent point cette explication. M. Henne a également suggéré la restitution : *γραναστρχος* ; mais elle se heurte à l'objection que l'on indiquait ci-dessus : ce mot de douze lettres est trop court pour remplir la lacune de la ligne 2. S'appuyant sur un autre document dans lequel Apollodôros est qualifié de *συγγενής καὶ τροφεὺς καὶ τιθηνός Ἀλεξάνδρου τοῦ ὑιοῦ τοῦ βασιλέως*, les auteurs proposent la restitution suivante pour la partie disparue de la ligne 2 de notre inscription : *τροφεὺς τοῦ βασιλέως*¹.

1. Ce souverain est Ptolémée X Alexandre I^{er}, qui exerça le pouvoir royal avec sa mère Cléopâtre III pendant une partie de l'automne et au début de l'hiver 110-109 av. J.-C. (cf. *infra*).

II. MM. Otto et Bengtson traitent ensuite fort longuement des conflits dynastiques en Égypte au temps de Cléopâtre II et de sa fille Cléopâtre III (p. 23-193). Ils soulignent l'importance du rôle joué par les reines dans ces luttes arides¹ : c'étaient des femmes d'une exceptionnelle énergie et, parfois, d'une cruauté singulière ; entre Cléopâtre II et sa fille, notamment, régnait une aiguë haine, comparable à celles qui ensanglanteront l'histoire des Mérovingiens.

La violente inimitié des deux souveraines remontait au mariage d'Évergète II avec sa nièce : l'année 142, qui fut celle de cet événement, figure ainsi, disent les auteurs, parmi les « années fatales » de l'Égypte hellénistique ; au cours de la période qui suivit, la rancune et l'ambition de la première et de la seconde femme du roi exercèrent une action capitale. Dans la grande inscription du temple d'Edfou, Évergète et Cléopâtre III sont seuls nommés : Cléopâtre II avait donc cessé d'être associée au pouvoir. Quand Galaïstès, l'ancien général de Ptolémée VI Philométor, se souleva contre Évergète en 140-139, il pouvait compter sur l'appui de la vieille reine ; mais, dès 139, l'ordre était restauré, et les deux ennemis se réconcilièrent. Au cours de cette crise, les souverains cherchèrent à gagner la population indigène par l'intermédiaire des prêtres, qui la dirigeaient ; à cette politique se rattache la fondation d'un culte royal officiel ; on établit de nouveaux sacerdoce et l'on multiplia les surnoms religieux ; la création d'un prêtre d'Évergète et le péril que la tentative de Galaïstès fit courir au roi ne sont peut-être pas sans rapports. En octobre 139, apparut pour la première fois un « prêtre du dieu Ptolémée Philométor », identifié avec Dikaiosynè : honneur assez surprenant sous le règne d'un prince qui détestait son frère ; c'était peut-être la contre-partie (due à l'initiative de Cléopâtre II, semble-t-il) du culte d'Évergète que l'on venait d'instituer. La politique de compromis réalisée en 139 fut probablement secondée par Rome, qui avait tout intérêt à la division de l'autorité royale en Égypte.

Durant quelques années, la paix ne fut point troublée ; mais Cléopâtre II se préparait avec grand soin à détrôner Évergète. Ce dernier fut absolument surpris par le soulèvement d'Alexandrie et gagna Chypre avec Cléopâtre III (132) ; le rusé politique, il est vrai, garda son sang-froid ; redoutant surtout l'élevation de son fils aîné, Memphitès, à la royauté, il le fit venir de Cyrène à Chypre. Cependant, les Alexandrins confièrent l'autorité suprême à Cléopâtre II : un tel fait contredisait toute la tradition gréco-macédonienne et attestait les progrès de l'élément féminin dans la direction de l'État. Cléopâtre II était ainsi, depuis le règne de Hat-shepsout (1500-1480), la première femme qui occupait le trône des Pharaons ; c'est pour atténuer l'étrangeté de ce précédent qu'elle songea à s'associer Memphitès. Autre innovation frappante : on commença à désigner les années d'après le nom de Cléopâtre II, qui entendait marquer nettement la rupture avec le passé. Pour la même raison, elle se fit appeler *théa Philométor Sôteira* : elle signifiait de la sorte sa volonté de renouer avec les saines traditions de son frère aîné et premier mari, l'ennemi d'Évergète, et, surtout, elle se rattachait au glorieux fondateur de la dynastie lagide, Ptolémée I^{er} Sôter, et se présentait comme la messagère d'un nouveau salut. Une lutte d'influence s'engagea entre elle et Évergète autour de Memphitès et eut pour issue le meurtre de l'adolescent, dont le corps, dépecé sur l'ordre d'Évergète, fut envoyé dans un coffre à Cléopâtre

1. Voir aussi les judicieuses remarques de BOUCHÉ-LECLERCQ, *Histoire des Lagides*, t. II, p. 89.

comme présent pour son jour de naissance ; elle eut, il est vrai, la force de dompter sa douleur, exposa les restes du cadavre et montra ainsi aux Alexandrins qu'ils n'avaient nul pardon à espérer du roi. Mais, en dépit de cette farouche énergie, l'autorité de la reine flétrissait : si les Juifs et les Grecs lui étaient favorables, nombre d'Égyptiens tenaient pour Évergète. Bientôt un soulèvement éclata en Thébaïde, où Cléopâtre fut promptement réduite à la défensive ; dès l'automne 331, comme l'indique un document daté d'après Évergète et Cléopâtre III, Memphis était aux mains du roi. Dans cette bataille pour le pouvoir, le parti d'Évergète usa largement, lui aussi, d'armes spirituelles : c'est alors qu'apparut pour la première fois le « *hiéros pôlos* d'Isis, Grande Mère des dieux » ; cette dernière expression désigne une reine, qui n'est point Cléopâtre II, ainsi qu'on l'a soutenu, mais sa fille. La substitution du nom d'une divinité à celui d'un être humain est chose toute nouvelle ; une union mystique totale était réalisée de la sorte entre l'homme et la divinité. Cette innovation met en pleine lumière le sentiment que la monarchie avait de sa toute-puissance. Quant à l'appellation de « Grande Mère des dieux » donnée à Isis, elle s'explique aisément : depuis longtemps, le culte de cette déesse s'était rapproché de celui de Cybèle ; dès le milieu du III^e siècle, l'assimilation entre les deux divinités était accomplie en Thrace, d'où elle avait dû gagner l'Égypte (notamment avec les soldats et colons thraces). Il était d'ailleurs tout naturel que, Cléopâtre II s'étant proclamée l'unique souveraine de l'Égypte, sa fille et rivale se présentât comme Isis, comme « reine du pays tout entier ».

Au cours des années 130 et 129, les progrès de la cause d'Évergète furent rapides : de nombreux documents sont alors datés en Haute-Égypte d'après le nom de ce prince. Alexandrie, toutefois, résista longtemps et peut n'avoir été recouvrée qu'après janvier 127 ; une intervention extérieure doit avoir gêné l'action du Lagide : non pas celle de Rome, simple observatrice à cette époque, mais celle du roi de Syrie, Démétrios II. C'est entre janvier 127 et août 126 qu'Évergète s'empara enfin d'Alexandrie, d'où Cléopâtre II s'était enfuie. Tout en restant à l'écart de ces luttes, Rome n'avait pas empêché ses nationaux d'y participer ; de grands commerçants italiens ont donc pu fournir leur appui à Évergète pour la reconquête d'Alexandrie, dont ils avaient intérêt à voir les rapports avec l'arrière-pays renoués.

Mais, en 124, une nouvelle réconciliation aura lieu, entre le 30 janvier et le 9 juillet, date à laquelle le nom de Cléopâtre II, absent d'un document du 30 janvier, est de nouveau mentionné près de ceux d'Évergète et de Cléopâtre III. Pourquoi cette réconciliation ? Peut-être le roi estimait-il que sa première femme serait moins dangereuse en Égypte qu'à l'étranger. Il ne semble pas impossible que ce rapprochement ait été signalé sur les parois orientale et occidentale du temple d'Hôrus à Edsou : deux bas-reliefs symétriques figurent respectivement Évergète et Cléopâtre II, le roi et Cléopâtre III ; sur chaque bas-relief, entre les deux époux, on voit un enfant : « Ptolémée, fils de Ptolémée ». La réconciliation, il est vrai, ne dura guère : une haine trop ardente séparait les deux reines, ainsi qu'Évergète et sa première femme. Il se peut que la rupture ait éclaté dès 123 : certains documents de cette année-là sont datés, tantôt d'après Cléopâtre II, tantôt d'après Cléopâtre III, mais jamais d'après l'une et l'autre. Par contre, de l'année 121 à la mort d'Évergète, les noms des trois souverains se retrouvent associés. Des troubles ont persisté, sans doute, mais d'un caractère purement local ; une importante mesure d'amnistie fut prise en 118 par Évergète et les deux

reines, afin de liquider un passé de discordes. Mais, cette fois encore, la réconciliation n'était qu'extérieure : la vieille inimitié gardait toute sa force, et chacune des deux femmes ne songeait qu'à évincer son adversaire ; d'où les âpres conflits qui vont suivre la mort d'Évergète (juin 116).

Le roi avait laissé un testament où se manifeste son aversion tenace à l'égard de Cléopâtre II : il a tout tenté pour l'exclure entièrement du pouvoir, au bénéfice de la jeune reine ; il s'agit bien, du reste, d'un testament authentique, et non d'un faux, dû à Cléopâtre III. Le peuple d'Alexandrie, suspect à Évergète parce qu'il avait soutenu jadis Cléopâtre II, était totalement passé sous silence. La clause léguant la Cyrénaique au bâtard Ptolémée Apion montre qu'Évergète n'a point reculé devant l'idée d'un partage de ses possessions ; d'autre part, l'attribution de Chypre à Lathyros, fils aîné de Cléopâtre III, laissait la jeune reine (qui préférait son second fils, Alexandre) maîtresse de la situation à Alexandrie. L'abandon de Chypre, il est vrai, n'était pas sans danger, cette île disposant d'importantes ressources navales et militaires ; mais l'entourage de Cléopâtre III voulait avant tout s'assurer la possession de l'Égypte, partie principale de l'héritage d'Évergète. Bref, pour combler les vœux de sa seconde femme, ce souverain n'a pas hésité à morceler l'empire de ses pères. Rome devant être enchantée, du reste, de voir le domaine des Lagides ainsi divisé en trois États, on pouvait espérer qu'elle ne prêterait nul appui à un adversaire du testament : ce dernier acte de la vie publique d'Évergète révèle donc encore sa grande habileté diplomatique.

Cependant, les événements déçurent les espoirs de Cléopâtre III : presque aussitôt après la mort du roi se manifesta une opposition résolue aux projets qu'il avait conçus. Selon la tradition littéraire, l'initiative de la résistance serait venue du peuple d'Alexandrie. Rien de moins exact : c'est une vigoureuse personnalité qui, derrière ces masses, exerce l'action décisive. Comme l'attestent maints documents, Cléopâtre II avait survécu à Évergète ; elle gagna les Alexandrins — dont elle s'était déjà servie en 132 — et put empêcher, grâce à leur appui, l'exécution d'un testament qui menaçait l'unité de l'empire ; rappelé de Chypre, Lathyros fut installé sur le trône : Cléopâtre III perdait la grande partie qu'elle croyait déjà gagnée. A ces manœuvres de la vieille reine semble se rattacher l'attribution du surnom de *Philométör* à Lathyros, devenu Ptolémée IX Sôter II, dans un document d'octobre 116. Il y a donc lieu de rejeter la thèse suivant laquelle Cléopâtre III aurait seule détenu le pouvoir durant un certain temps après la mort d'Évergète : en réalité, c'est Cléopâtre II qui, à côté de sa fille et de Sôter II, dirigea les affaires. Mais sa domination fut brève : les documents nous montrent qu'entre le 29 octobre 116 et le 6 avril 115 elle cessa de participer au gouvernement. Pour quelle raison ? L'hypothèse d'une retraite volontaire de l'orgueilleuse princesse est inacceptable ; il est permis de croire à une mort naturelle ; mais il se peut aussi très bien que Cléopâtre II ait été victime de la rancune et de l'ambition de sa fille. En tout cas, divers documents attestent la haine féroce dont Cléopâtre III a poursuivi sa mère au delà de la mort : d'avril 115 à l'année 107, par exemple, le titre de *Philométör Sôteira*, que la vieille reine s'était donné lors de son conflit avec Évergète (cf. *supra*), est régulièrement porté par sa rivale, qui proclame de la sorte son triomphe sur une mère exécrée ; c'est là « une *damnatio memoriae* de grand style ». Cléopâtre II a dû chèrement expier sa courte victoire : non seulement Cléopâtre III semble s'être débarrassée de sa mère par la violence, mais elle s'est acharnée à tuer son souvenir. De cette tragédie, les textes littéraires n'ont gardé

nul écho ; ils ne signalent même pas la dernière entreprise de Cléopâtre II, qui fournit ainsi, cependant, une nouvelle preuve de son extraordinaire énergie. Mais, si Cléopâtre III infligea à son ennemie une suprême défaite, elle n'a pu éviter la condamnation dont la postérité devait frapper sa mémoire.

Six ans environ après la disparition de sa mère, elle allait avoir à combattre son fils ainé, Ptolémée IX Sôter II. Très habilement, elle s'était d'abord efforcée de le gagner ; puis, elle avait accru sa propre autorité en obligeant Sôter II à renvoyer sa femme, Cléopâtre IV, pour épouser sa sœur plus jeune, Sélénè (115). La situation prépondérante de la veuve d'Évergète dans le gouvernement commun est indiquée par le fait suivant : les documents officiels la nomment régulièrement avant Sôter II, qui apparaît ainsi comme un personnage sans importance. La fondation de nouveaux sacerdoce atteste d'une façon plus précise encore l'ambition illimitée de cette souveraine : elle institua trois prêtresses (une *stéphanèphoros*, une *phósphoros* et une *hiéreia*) pour le culte de « la reine Cléopâtre *théa Philométôr Sôteira Dikaiosyné Niképhoros* ». Le désir qu'elle éprouvait de voir sa puissance entourée, pour ainsi dire, d'un « nimbe de forces spirituelles » l'amena également à résérer dans le culte officiel une place au « prêtre de la reine Cléopâtre ». Bref, durant quelques années, Cléopâtre III fut vraiment la souveraine de l'Égypte : pourquoi donc, au lieu de partager la royauté avec son ainé, qu'elle haïssait, n'a-t-elle pas substitué sans délai Alexandre à Sôter II ? C'est, probablement, parce qu'en abolissant un régime sous lequel se dissimulait sa puissance, elle eût suscité les méfiances et la redoutable hostilité des Romains : un document de l'année 112, relatif à une visite du sénateur L. Memmius en Égypte, montre précisément combien Rome s'intéressait alors aux affaires de ce pays.

Selon toute apparence, c'est en 110-109 que cessa pour la première fois le règne commun de Cléopâtre III et de Sôter II. Les textes littéraires n'ont gardé que de faibles traces des luttes violentes qui mirent aux prises, à cette époque, la reine et son fils ainé ; le fait est que ce dernier fut détrôné par sa mère au profit d'Alexandre : le 15 octobre 110, Sôter II était encore au pouvoir ; dans un document du 28 novembre, le nom de Ptolémée X Alexandre I^{er} figure à côté de celui de Cléopâtre III. Mais ce conflit n'eut qu'un temps : des documents de février 109, en effet, sont datés d'après la reine et Sôter II ; Alexandre avait régné trois mois et demi au maximum. Du 3 février 109 à l'automne 107, les documents nomment régulièrement Sôter II à côté de sa mère. Cet accord, il est vrai, n'eut pas de résultats plus durables que celui de 124 entre Cléopâtre II et ses adversaires (cf. *supra*) : une rupture définitive était inévitable entre Sôter II, qui devait aspirer à consolider sa domination en Égypte, et une souveraine qui n'avait jamais abandonné le dessein de le remplacer par Alexandre ; en 107, le conflit se dénoua par la fuite de Sôter II à Chypre ; Cléopâtre III rappela Alexandre de Péluse et l'associa au gouvernement. Cette révolution ne paraît pas s'être accomplie sans troubles à l'intérieur du pays ; en outre, les appellations cultuelles subirent divers changements : le titre de *Philométôr Sôteira* fut écarté et la série des Ptolémées divinisés ne comprit plus les *Philomêtôres Sôteres*.

Les événements qui suivirent la chute de Sôter II sont très brièvement étudiés. MM. Otto et Bengtson rappellent combien les progrès de l'influence romaine en Orient ont été facilités par ces déchirements dynastiques : dans la destruction de l'empire égyptien, l'ambition effrénée de Cléopâtre III eut certainement une grande part de responsabilité. La reine voulut être obéie de Ptolémée X Alexandre

comme elle l'avait été, pendant quelques années, de Sôter II : elle s'attira ainsi la mortelle inimitié de son second fils. C'est celui-ci qui l'emporta, et il ne recula pas, semble-t-il, devant le meurtre de sa mère (octobre 101) ; il sera d'ailleurs chassé du trône en 88 et remplacé par son frère ainé. Au cours du 1^{er} siècle avant J.-C., le déclin de l'empire égyptien, miné par toutes ces discordes, ne cessera de s'aggraver, tandis que l'ingérence romaine se fera de plus en plus active et efficace ; mais c'est seulement tout à la fin de la dynastie des Lagides que la guerre éclatera entre Rome et l'Égypte : ni l'expédition de Gabinius ni les combats de César à Alexandrie, en effet, ne peuvent être qualifiés de guerres dirigées par le peuple romain contre le royaume des Ptolémées.

III. Enfin, MM. Otto et Bengtson examinent les débuts des relations navales directes entre l'Inde et l'Égypte (p. 194-218) : ils sont contemporains des dernières années d'Évergète II et des luttes dynastiques immédiatement postérieures à la mort du roi. Le premier voyage de l'Égypte vers l'Inde fut accompli par le marin Eudoxos, qui mit à profit les connaissances acquises par le pilote Hippalos : ce dernier, bénéficiant lui-même de l'expérience des Malais et des Indiens, est le premier navigateur grec qui se servit de la mousson du sud-ouest : c'est avec raison que la tradition hellénique inscrira son nom parmi ceux des grands marins de tous les âges et de tous les peuples.

Le voyage d'Eudoxos eut lieu vers la fin du règne d'Évergète ; il en fera un second peu après la mort du prince, sous le gouvernement de Cléopâtre II. On a le droit de s'étonner, assurément, qu'en ces temps agités la vieille souveraine ait trouvé le loisir de reprendre les projets de politique commerciale du feu roi ; mais il n'y a là rien d'inexplicable. Évergète, en effet, a pu très bien organiser avant sa mort les préparatifs nécessaires à l'expédition d'Eudoxos ; l'heureuse issue de la première traversée avait sans doute aiguillé les convoitises inspirées au roi par les trésors de l'Inde : il se préoccupe donc d'affermir au plus tôt les rapports noués avec cette lointaine contrée. Cléopâtre II fut ainsi, tout simplement, l'exécutrice des volontés du défunt ; un nouveau succès maritime, du reste, ne pouvait que fortifier son autorité. Évergète étant mort le 28 juin 116, on disposait encore d'un laps de temps suffisant pour l'utilisation de la mousson. Quant au premier voyage, il peut être situé, soit en l'été 117, soit en 118. Ce n'est pas avant l'époque impériale, il est vrai, que l'Égypte recueillera les bénéfices de ces expéditions ; elle n'en a tiré presque aucun profit durant le 1^{er} siècle avant J.-C. ; selon Strabon, c'est à peine si quelques navires ont franchi, sous les Ptolémées, le détroit de Bab-el-Mandeb pour gagner l'Inde. Certes, cet écrivain peut exagérer, afin de mettre surtout en lumière les progrès réalisés de son temps ; mais on s'explique aisément qu'un pays très affaibli, comme l'était l'Égypte depuis les dernières années du 1^{er} siècle avant J.-C., n'ait pu mener à bien nul grand dessein économique. En somme, la découverte d'une route directe vers l'Inde est un des rares événements heureux dont le royaume des Lagides ait été le théâtre à la fin du 1^{er} siècle : nous voyons qu'Évergète vieillissant en a saisi toute l'importance et s'est efforcé d'exploiter sans délai ce précieux hasard ; et Cléopâtre II agira de même. L'expédition d'Hippalos et d'Eudoxos prend donc place dans la série des grands voyages de découvertes ; elle montre que les Hellènes possédaient encore à cette époque, comme au plus beau temps de leur histoire, le goût des hardies entreprises maritimes. Mais c'est seulement sous l'Empire que ce voyage portera tous ses fruits : « ici encore, les Romains ont récolté ce que d'autres avaient semé ». P. C.

A. COVILLE. L'Europe occidentale de 1270 à 1380. Deuxième partie : *De 1328 à 1380*. Paris, Presses Universitaires de France, in-8°, paginé 461-688 ; formant le t. VI de l'*Histoire du Moyen Age* de l'*Histoire générale* [fondée par G. Glotz].

La « collection Glotz », à laquelle nos étudiants continueront, en dépit de son anonymat récent, de donner son ancien nom, achève, avec une rapidité digne d'éloges et en face des énormes difficultés de l'heure, son *Histoire du Moyen Age*. On sait les modifications apportées, en cours de route, au plan primitif de la publication. Les volumes ont pris une ampleur imprévue, se sont presque tous dédoublés, en sorte que l'ensemble présente d'ores et déjà un déséquilibre certain entre les parties. De plus, ce que l'on gagnait en précisions de détail, en développements fouillés, devenait perdu pour la vigueur de la synthèse. Entre le vaste tableau, brossé par M. Fawtier, de l'Europe occidentale au tournant des XIII^e et XIV^e siècles, et les deux volumes massifs où MM. Calmette et Déprez ont accumulé les détails les plus circonstanciés sur les guerres et la diplomatie du XV^e siècle, la contribution de M. Coville paraîtra un peu mince : deux cents pages lui ont suffi pour résumer l'histoire de l'Europe occidentale dans le demi-siècle qui sépare l'avènement des Valois de la mort de Charles V.

Minceur, au demeurant, plus apparente que réelle. Car si les limites chronologiques sont déjà par elles-mêmes fort étroites, la conception géographique l'est plus encore. Si étrange que cela paraisse, la péninsule ibérique se trouve, pour l'occasion, exclue de l'Europe occidentale, où les îles britanniques ne pénètrent que de biais, et qui se restreint finalement à la France seule. Est-ce à dire qu'entre 1328, date où M. Fawtier a abandonné le récit, et 1380, où M. Calmette l'a repris, les royaumes transpyrénées n'aient pas eu d'histoire, ou que cette histoire ne puisse intéresser une « histoire générale » ? Toujours est-il que se trouvent escamotés le long et glorieux règne de Pierre le Cérémonieux, la chute du royaume majorcain, l'expansion aragonaise, les troubles de Portugal annonciateurs d'une prochaine et profonde révolution. Si l'avènement des Trastamare en Castille a la chance de se voir consacrer trois pages, c'est pour la part qu'y prirent Charles V et Duguesclin.

Fortement tenté d'opérer une soustraction analogue pour l'Angleterre, M. Coville s'est, semble-t-il, ravisé après coup. Ainsi, tandis qu'Édouard III diplomate et conquérant tient une large place dans le récit d'histoire proprement française, par contre ses difficultés intérieures, l'évolution politique et institutionnelle de son royaume, tout cela est rejeté en un appendice de vingt pages qui, de l'aveu même de l'auteur, « n'est qu'une brève transition » entre les volumes de MM. Fawtier et Calmette, « où un large développement est donné à l'histoire propre de l'Angleterre ». Mais on ne nous précise pas pourquoi Édouard III, qui décidément joue de malchance, se trouve ainsi mis en pénitence. Non seulement le bref résumé de M. Coville a laissé échapper bon nombre d'études récentes dont il eût pu sans dommage communiquer les conclusions au lecteur, mais, à être présenté isolément, son récit devient parfois incompréhensible. Peut-on, pour un règne de cinquante ans, traiter en dix-neuf lignes des « difficultés financières », sans donner aucune date, ni distinguer entre les périodes ? Ces difficultés d'argent, elles rythment très exactement les phases de la guerre française, elles en expliquent les pauses, les retards et les imperfections. Les expédients destinés à les aplanir

ne se comprennent qu'à la lumière des circonstances qui les entourent. Et à leur tour, ils expliquent les variations de la politique lainière et commerciale d'un souverain opportuniste, toujours en quête d'argent, — politique à laquelle est consacré un autre paragraphe tout aussi sommaire. Derrière une phrase comme : « Les marchands étrangers furent également encouragés et purent à partir de 1351 vendre au détail sur les marchés anglais », se cache tout un drame insoupçonné. Devine-t-on qu'après la déconfiture des Bardi, c'est sur les marchands anglais que le roi se reposa pour se procurer l'argent liquide dont il avait besoin, et qu'il se forma d'audacieuses compagnies prenant à ferme le subside sur les laines ? Que la peste noire vint à son tour ruiner ces compagnies ? Et qu'il fallut alors donner de nouveaux priviléges aux marchands étrangers, hanséates surtout, indispensables bailleurs de fonds, mais dont la puissance commerciale ne cessait de décroître ? Qu'enfin ces remous politiques expliquent la violente xénophobie des insurgés¹ de 1381 ? On pouvait en quelques lignes résumer la monographie de Miss Beardwod (1931) et d'autres mémoires de moindre ampleur. Enfin, puisqu'on a pris beaucoup de peine pour nous dire combien la rançon du roi Jean fut difficilement payée, on serait curieux de savoir comment elle fut dépensée, et pourquoi, malgré ces énormes transferts de métal précieux, les difficultés financières de l'Angleterre ne s'en sont pas trouvées allégées. Il est vrai que MM. Calmette et Déprez avaient en quelque sorte coupé l'herbe sous le pied de M. Coville, en reprenant, dans l'introduction de leur volume, toute l'histoire des rapports franco-anglais depuis 1350 environ.

Ces quelques exemples suffiront pour indiquer les lacunes et les insuffisances² d'un tableau qui, voulant décrire l'« Europe occidentale », se contente, en définitive de peindre « la France des premiers Valois et les débuts de la guerre de Cent ans » (p. 463-647). Après avoir insisté sur ce qu'on ne trouvera pas dans ce volume, disons maintenant les mérites de ce qu'il contient. Tout de suite, l'auteur se heurtait à une difficulté que d'aucuns eussent estimée insurmontable. Il lui fallait, somme toute, refaire le récit qu'il avait donné, il y a quarante ans, à l'*Histoire de France* de Lavisse, et dont on peut dire que, dans ce long laps de temps, bien peu de pages ont vieilli. Comment se renouveler, éviter de se répéter là où aucune étude récente n'était venue modifier les résultats acquis au début du siècle ? M. Coville s'est joué de cette difficulté. Contraint par les nécessités matérielles de faire beaucoup plus court, obligé aussi, comme l'y incitait le plan de la collection, à laisser tomber tout le côté « civilisation » et à se concentrer sur l'histoire politique et institutionnelle, il a pu, en un récit plus ramassé, mieux orienté, marquer avec une vigueur inusitée les lignes maîtresses. Sa connaissance parfaite du détail — même de celui qu'il ne dit pas — lui a de plus permis de rester constam-

1. M. Coville adopte à leur sujet l'adjectif *travailliste* si malencontreusement mis en circulation par M. Calmette. Rappelons une fois pour toutes que ce que nous nommons depuis Réville « soulèvement des travailleurs » est plus exactement désigné par les historiens anglais « révolte des paysans ». Le mouvement de 1381 fut une jacquerie et n'a aucun rapport avec le Parti du Travail, section anglaise de la 2^e Internationale, auquel s'applique seul l'épithète *travailliste* !

2. A titre de comparaison, 26 pages sont consacrées à la crise française de 1356-1358, tandis qu'une seule suffit pour décrire la crise politique et constitutionnelle de la fin du règne d'Édouard III. Le « Bon Parlement » méritait mieux.

ment nuancé. Enfin est-il besoin de dire le talent d'exposition, le charme d'un style qui reste simple sans devenir familier, et évite les boursouflures dont certain volume de la même collection n'était pas exempt ? Pour M. Coville, jamais « l'Histoire n'est en suspens ». Elle coule de source et captive le lecteur. Le plan adopté était le plus naturel pour un historien français. Les trois règnes de Philippe VI, de Jean le Bon et de Charles V forment les volets d'un triptyque entre lesquels on a pris soin de marquer à la fois les contrastes et la continuité — contrastes entre les équipes au pouvoir, continuité des institutions monarchiques. Au reste, la France du XIV^e siècle n'a-t-elle pas le privilège presque unique, dont M. Coville a pu largement profiter, de posséder des ouvrages aussi « exhaustifs » et définitifs qu'on peut le souhaiter : le *Charles V de Delachenal et les disjecta membra du Philippe VI* de J. Viard ?

Il demeure pourtant des coins d'ombre et des problèmes mal résolus. Si nous entrons maintenant dans le domaine des réserves de détail — toujours faciles à présenter à propos d'un ouvrage de synthèse — c'est moins besoin de critiquer ou plaisir d'étaler une vaine érudition que souci de poser certains points d'interrogation : d'où des remarques qui peuvent avoir leur utilité.

Sur les origines et les préliminaires de la guerre de Cent ans, en dehors des travaux de H.-S. Lucas et de J. de Sturler, tous deux relatifs aux Pays-Bas, rien d'important n'est venu s'ajouter à la thèse de M. Déprez (1902). C'est donc cet ouvrage « classique » dont s'inspire le récit de M. Coville (p. 475-485). S'il s'est gardé d'adopter certaines outrances de son original, du moins fait-il siennes deux des idées maîtresses de M. Déprez, à savoir que de 1328 à 1337, la rupture s'est préparée lentement, insensiblement, suivant une pente quasi fatale, et que, dans ces négociations si compliquées, la diplomatie française se trouva constamment inférieure à celle du Plantagenet. Il était possible, sans solliciter les textes, de marquer certains contrastes, de distinguer des époques. Nous pensons que la question de l'hommage, qui occupa les années 1328-1331, démontre les ressources de la diplomatie française et se solda, somme toute, par un succès pour Philippe VI. Sur le papier, du moins, la question dynastique, celle aussi du fief aquitain, se trouvaient résolues en faveur du Valois. Vint ensuite, de 1331 à 1336, un jeu long et subtil où les deux adversaires, soucieux de marquer des points l'un contre l'autre, ont en même temps le très vif désir d'éviter le conflit sur le continent : l'un est empêtré dans les guerres d'Écosse, l'autre dans ses projets de croisade. Des tractations qui se nouent alors sous l'égide de la papauté, que conclure sinon que, malgré la nécessité impérieuse de maintenir la paix, la méfiance réciproque ne fait qu'augmenter ? L'ajournement de la croisade par Benoît XII, en mars 1336, les secours aussitôt envoyés en Écosse par Philippe, les préparatifs militaires entrepris en contre-coup par Édouard, marquent un tournant décisif. Alors, mais alors seulement, on estima des deux côtés la guerre inévitable.

L'histoire militaire de la guerre de Cent ans, pour laquelle l'habitude s'est prise de renvoyer à l'ouvrage périmé de Sir Ch. Oman, demanderait de sérieuses corrections. Du moins la question des effectifs semble-t-elle aujourd'hui résolue. Il est prouvé que les grandes armées anglaises, dont les chroniqueurs exagèrent à l'envi la puissance, ont rarement débarqué sur le continent plus de 10.000 combattants, et bien souvent se sont contentées d'effectifs moindres. L'infériorité numérique n'était pas et ne pouvait pas être du côté des Français. Pourquoi M. Coville nous dit-il que le gros de l'armée anglo-néerlandaise, au siège de Tournai, attei-

gnait « près de 100.000 hommes » (p. 494), alors qu'il renvoie, p. 507, à l'un des travaux de détail qui s'inscrivent en faux contre pareilles évaluations ?

Il nous manque, a dit M. Calmette, une bonne histoire de la politique anglaise en France depuis la prise de Calais jusqu'au traité de Brétigny. » On s'en aperçoit aisément : toute la première partie de cette histoire, jusqu'à la rupture de 1355, tient, chez M. Coville, en deux ou trois phrases plus allusives qu'explicatives. Or c'est peut-être se condamner à bien mal comprendre les premières années du règne de Jean le Bon (p. 533-540) que de ne pas les envisager du point de vue de la politique franco-anglaise, dont les vicissitudes grosses de menaces pesèrent si lourdement sur le roi et son entourage. Les drames bien connus, sur lesquels insiste M. Coville, et notamment la rébellion navarraise de 1354, ne sont que des épisodes comparés à ce fait fondamental, ou plutôt ne s'expliquent que par lui. M. Coville parle ailleurs de l'atmosphère de trahison où vivait alors la monarchie française. Mais peut-on passer sous silence la plus grande des capitulations d'avant la bataille : ces préliminaires de Guines, où les plénipotentiaires français, impressionnés sans doute par les difficultés bretonnes (Édouard III venait de faire mine de se réconcilier avec Charles de Blois), par la récente alerte navarraise, et aussi par la faconde de l'intrigant Guy de Boulogne, s'inclinaient par avance devant les pires exigences anglaises ? Ils ne s'abaisseront pas plus à Londres, en 1359, dans une capitulation que M. Tourneur-Aumont estime le fait d'un prisonnier chambtré, manœuvré, affolé. Que le gouvernement français se soit ressaisi quelques mois plus tard ne change rien à la réalité de la trahison : et c'est là le fait nouveau qu'il eût fallu marquer¹.

Est-il encore possible, après Delachenal, d'apporter du nouveau sur Charles V ? Une phrase de M. Coville servira de prétexte pour montrer le genre de corrections de détail qui peuvent encore être présentées. Résumant l'affaire des appels de Guyenne, il ajoute : « Édouard III commit la grave erreur d'éconduire les envoyés de Jean I^{er} [d'Armagnac] » (p. 619). Telle est du moins la version que le rusé gascon a voulu accréditer après coup, en un manifeste fameux. La réalité n'est-elle pas autre ? Personne, pas même Delachenal, ne s'est posé la question. Or le comte d'Armagnac avait un complice, le sire d'Albret ; et cet autre gascon adressa ses plaintes à Londres, au début de l'été 1368, puis les renouvela aux ambassadeurs anglais venus à Paris, en septembre, dans le moment même où il faisait couper par écrit son appel au roi de France. Par deux fois Édouard III, loin d'éconduire son vassal, ordonna une enquête, exigea des explications du Prince Noir, dont une lettre², rédigée avec hauteur, stigmatise la duplicité des seigneurs gascons, explique peut-être les dernières hésitations de Charles V, peu enclin à se laisser embrouiller dans ce tissu de mensonges, et achève de nous convaincre que toute cette affaire fut une comédie, plus profitable que belle pour ceux qui en tirèrent les fils.

É. PY.

1. Le texte du traité de Guines, dont la découverte fut signalée par son auteur, M. Fr. Bock, dans *l'English historical review* en 1930 (t. XLV, p. 353-372), fut publié en 1931 dans le *Bulletin of the John Rylands library* (t. XV, p. 84-99).

2. Bordeaux, 7 décembre 1368 (British Museum, ms. Harley 3988, f. 34 v^e-36 r^e).

Léon MIROT. *Jean sans Peur de 1398 à 1405, d'après les comptes de sa Chambre aux deniers.* Paris, 1939, in-8°, 117 pages ; extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, année 1938.

Trois registres des archives de la Côte-d'Or, classés parmi les papiers domaniaux du Nivernais, ont échappé jusqu'à présent aux historiens de Jean sans Peur, bien qu'ils contiennent les comptes de l'hôtel de ce prince — alors comte de Nevers — depuis la création de cet hôtel (1398) jusqu'à l'année qui suivit son accession au duché de Bourgogne. M. Léon Mirot a rendu un réel service à tous ceux qu'intéresse le règne de Charles VI en dépouillant ces registres et en donnant de leur contenu une idée suffisante. Leurs données les plus facilement utilisables concernent les déplacements du prince ; nous pouvons désormais savoir exactement, jour par jour, où se trouvait Jean sans Peur entre le 18 juillet 1398 et le 30 juin 1405. L'itinéraire qu'a dressé M. Mirot, et qui occupe les p. 40 à 95 de sa publication, complétera tout à fait utilement ceux qu'avait jadis établis Ernest Petit pour les déplacements ducaleux. Sa consultation résoudra, pour le chercheur, mille petits problèmes de chronologie, à condition toutefois qu'on sache en corriger les menues imperfections¹ ; qu'il nous suffise d'avoir de la sorte signalé l'apparition de ce nouvel instrument de travail.

Bien d'autres problèmes de plus vaste envergure s'en verront mieux éclairés. Le premier qui se pose à l'esprit, M. Mirot ne l'aborde pas, et pourtant il mérite de voir ses données précisées. La multiplication et le luxe des hôtels princiers, dans la France de Charles VI, ne sont pas les moins graves symptômes de cette gabegie et de ce parasitisme dont se plaignirent les Cabochiens. Si nous avions conservé la série des comptes que tenaient les différents services (chambre aux deniers, argenterie) des hôtels du roi, de la reine, du duc de Guyenne, des princes apanagés, il serait possible de dire la part de chacun dans la mise au pillage des ressources du pays, et d'établir, de l'un à l'autre, de fructueuses comparaisons. Ne pouvaient-elles déjà être amorcées, malgré notre documentation fragmentaire ? N'était-il pas possible de dire en quoi l'hôtel de Jean de Nevers ressemble aux autres ou en

1. Il y aurait lieu de revoir de près les identifications de noms de lieux, faites un peu hâtivement à l'aide du *Dictionnaire des postes* ou d'ouvrages similaires. Un seul exemple : est-il vraisemblable que, une semaine durant, en mars 1399, notre héros, passant les journées à Chalon-sur-Saône ou aux environs immédiats, aille chaque nuit retrouver la comtesse à douze lieues de là, aux confins du Mâconnais et du haut Beaujolais ? Pareille prouesse galante ne se voit que dans les romans. M. Mirot a identifié : Germoiles (canton de Tramayes, au sud de Cluny), là où il fallait : Germolles, commune de Mellecey, à l'ouest de Chalon. — A propos de noms de lieux, M. Mirot reste le dernier tenant du système de transcription dont Ch.-V. Langlois s'était fait l'apôtre, et qui substitue des *i* à tous les *y* finaux. Système absurde (le comble est atteint par : Saint-Seine-l'Abbaye !), parce qu'il se fonde sur une fausse logique et brave l'usage. Oserait-on, sans crainte de passer pour analphabète, expédier son courrier boulevard de Clichy, rue de Passy, voire quai d'Orsay ? Puisque l'usage le veut, disons Douai, Cambrai, Tournai, mais Fontenay et Saint-Germain-en-Laye. — J. de Hengest était *maitre* et non *capitaine* des arbalétriers de France ; seuls les mauvais armoriaux et leurs copistes parlent d'Erard de Damas, d'Hugues de Damas : Damas n'est pas un nom de terre, mais le patronyme de cette grande famille, à laquelle les textes ne donnent jamais une inutile particule ; et comment des comptes arrêtés en 1405 peuvent-ils signaler le roi d'Angleterre Henri V, dont l'avènement eut lieu en 1413 (p. 37) ?

diffère ? Cela sortait sans doute du cadre que s'était tracé M. Mirot, et n'entrant point dans sa monographie, écrite *d'après* une catégorie limitée de documents. Mais même dans les recherches d'érudition pure, n'y a-t-il pas des cadres à briser, des fenêtres à ouvrir ? Il n'entre point dans notre pensée de chercher querelle, sur ce point, à l'excellent érudit dont les infatigables dépouillements ne cessent d'ajouter à nos connaissances d'une période particulièrement obscure de notre histoire. Nous voulions simplement indiquer, à l'occasion de ses travaux, dans quelle direction certaine recherche historique, sans rien perdre de sa minutie ni de sa précision, pourrait aboutir d'emblée à des résultats importants, d'une portée plus générale.

Au demeurant, M. Mirot apporte déjà, dans son introduction, des renseignements de premier ordre. Dans le domaine financier, l'hôtel de Jean sans Peur vivait en principe d'une pension de 24.000 livres que lui faisait le duc Philippe le Hardi ; il faut y ajouter des gratifications diverses, les pensions et dons du roi, des ventes de joyaux, des emprunts, ce qui portait la moyenne annuelle des recettes à 34.000 livres. La trésorerie, habilement gérée, laissait toujours apparaître, en fin d'exercice, un excédent substantiel. Les dépenses les plus lourdes — et il semble bien que le fait soit général dans la vie princière de l'époque — concernent d'une part les achats de joyaux, draps et fourrures, d'autre part les pensions et dons qu'il fallait distribuer à un entourage avide : luxe de l'existence et nécessité de traîner après soi une clientèle, n'est-ce pas là toute une époque ? Dans cette clientèle prennent place tout naturellement ceux qui allaient devenir les principaux conseillers du second duc Valois de Bourgogne : un Regnier Pot, son grand chambellan, un Martin Porée, son confesseur, futur évêque d'Arras, un Jean de Véleray, le maître de sa Chambre aux deniers, plus tard maître des comptes de Dijon. Dans cet entourage d'officiers et de familiers, d'ailleurs, les Bourguignons et les Comtois étaient infiniment plus nombreux que les gens du Nord : ce n'est que plus tard que Jean commencera cette « flamandisation » de sa dynastie qui, sous son fils, sera fait accompli. Tandis que Philippe le Hardi réside surtout auprès du roi son neveu, Jean reste encore fidèle aux séjours bourguignons (notamment le château de Rouvre) que délaissera complètement Philippe le Bon. Comme document psychologique, les comptes analysés par M. Mirot, aideront à préciser la vie privée et publique d'un prince dont le caractère reste encore matière à discussion. Sa générosité pour son entourage et pour les pauvres ne dépasse pas ce que tout prince estimait alors de son devoir (c'est en isolant de touchantes mentions, comme celles que cite M. Mirot, qu'on a pu, à propos de Louis XI, parler avec attendrissement de la bonté de ce grand calomnié...). Son amour de la chasse, des joutes et des fêtes somptueuses, qu'elles occasionnaient, ne le distingue guère de ses cousins de France ou d'Orléans, non plus que ses libéralités aux églises. Ce qui frappe le plus, entre le retour de la croisade de Nicopolis et la mort de son père, c'est la minime activité politique et diplomatique d'un prince dont, quelques années plus tard, l'ambition dévorante allait jeter la France dans la guerre civile. Il est des hommes qui ne se révèlent que sur le tard.

É. PY.

WILHELM BERNING. Das Bistum Osnabrück vor Einführung der Reformation (1543). Osnabrück, Friedrich Obermeyer, 1940, 318 pages.

La ville d'Osnabrück a été étudiée, dans une partie de son histoire, par M. Berning, d'après un plan très différent de celui que pour Breslau avait adopté M. Samulski.

M. Samulski ne s'était occupé que du recrutement et de l'activité du chapitre ; et cela pendant une assez longue période. M. Berning a décrit la vie religieuse d'Osnabrück sous tous ses aspects, mais pendant une période assez courte : l'instant où a commencé à se faire sentir la propagande protestante. Il s'agit tout d'abord de deux évêques successifs : Eric de Brunswick Grubenhagen (1508-1532) et Franz de Waldeck (1532-1553). Le premier était de mœurs irréprochables et n'aurait pas manqué de dévouement aux devoirs de sa charge, s'il n'avait pas été trop « prince-évêque », trop enclin à entretenir de tous côtés des querelles. La conduite personnelle de son successeur était quelque peu suspecte, et, le moment arrivé, il inclina au protestantisme. Le chapitre épiscopal résista énergiquement, et sauva, au début, la situation. — Les archidiacresaidaient de près l'évêque à administrer. Ils s'imposaient trop ; mettaient la main sur de nombreuses églises ; ils maintenaient ce qu'ils appelaient leurs droits. Contrairement à ce qui se passa dans beaucoup d'églises, ils ne se laissèrent pas supprimer. — Dans la justice, l'official jouait un rôle important. Seul ou à peu près le chapitre lui échappait. L'officialité était avant tout une Cour de justice ; elle avait à connaître avant tout des querelles et échanges de coups. Elle était aussi susceptible de recevoir des appels. Elle devait encore empêcher les abus de la mendicité. L'official enfin participait à la présidence des synodes bisannuels qui élaboraient des règlements pour le maintien de l'ordre.

Le clergé ordinaire, de par le nombre de ses membres, doit être étudié. D'abord comment se formait-il ? Au début, dans l'école épiscopale, et dans d'autres, moins importantes, dans la campagne. Puis on prit goût aux Universités, ce qui amena l'école épiscopale à se rajeunir. L'humanisme devenait de plus en plus à la mode. Cologne en particulier attirait ; surtout dans le premier tiers du XVI^e siècle. Parmi les étudiants immatriculés, de beaucoup la plus grande partie venaient étudier les arts ; un nombre encore respectable, le droit ; mais très peu de théologiens. Beaucoup d'élèves étaient pauvres, et mendiaient. Mais quelques-uns, partis de très bas, montèrent assez haut. — Les études, en somme, étaient en très bonne voie ; mais l'agitation qui résulta de la Réforme eut comme conséquence de retenir beaucoup d'étudiants. Dans Osnabrück même, la création d'une école protestante fut presque impossible : étudiants protestants et catholiques passaient leur temps à se battre. « Le puissant recul de l'étude », dit M. Berning.

Une question très importante, bien entendu, était la collation des bénéfices, nécessaires à la vie et au prestige de bien des membres du clergé. L'évêque perdit, sur ce point, une grande partie de son influence, ce qui ne fut pas sans inconvénient. — Vers les débuts du protestantisme se posa une autre difficulté ; bien des clercs se mirent à porter le costume laïque et l'épée ; le chapitre eut beaucoup de peine à réagir. Les violences, les querelles où les coups s'échangeaient, n'étaient pas rares, avant même que des raisons plus graves eussent surgi. — Mais, par contre, des « calendes » ou fraternités, qui réunissaient régulièrement leurs membres dans des repas, entretenaient l'amitié et les relations fréquentes.

Bien entendu, M. Berning, en dehors de ces détails curieux, a beaucoup et surtout insisté sur les devoirs fondamentaux du clergé séculier, la célébration des offices, nombreux et variés, des messes, des processions ; — et l'entretien et l'ornement des églises. Le luxe y était grand. M. Berning le constate, et nous croyons qu'on pourrait en dire autant pour beaucoup des églises allemandes : « Les très belles œuvres d'art, que les vieilles cathédrales montrent encore aujourd'hui, datent presque toujours de la fin du Moyen Age. » Pour la cathédrale d'Osnabrück, le chapitre, les clercs, les laïques, rivalisaient de générosités.

Quant à l'activité du clergé, il y avait lieu de distinguer entre la « résidence passive », l'obligation de rester dans leur paroisse ou à tel autre poste — l'official, sur ce point, devait les surveiller ; — et la « résidence active », c'est-à-dire la célébration des offices et la prédication. Celle-ci, d'après M. Berning qui en cite de nombreux exemples, était très demandée par les fidèles, et très surveillée.

Après le clergé séculier, le clergé régulier : 1^o des couvents de femmes, réformés précisément vers la fin du x^e siècle, et en bon état moral. On y travaillait ; on y étudiait même le latin et l'on copiait les manuscrits ; 2^o des couvents de béguines, dont deux, qui avaient embrassé une règle monastique, parvinrent à franchir avec succès la crise protestante ; 3^o les trois couvents de la ville d'Osnabrück (outre quelques maisons suburbaines), Augustins, Franciscains, Dominicains. Ces derniers, en particulier, étaient solidement organisés, et devaient résister à la Réforme. Tandis que les sympathies des Augustins pour leur frère Luther les ébranlèrent en grand nombre.

Dans ces villes du Moyen Age, la partie religieuse et la partie bourgeoise, bien distinctes l'une de l'autre, suscitaient souvent des querelles et des rivalités, d'ordre financier ou économique. Le terrain de l'Église n'était pas délimité au point que les bourgeois n'y eussent des passages ; mais où exactement et dans quelle mesure ? — A qui appartiendraient les parties fortifiées ? La ville bourgeoise voulait s'accroître et en avait besoin : à Osnabrück comme dans beaucoup d'autres villes, on cherchait à rogner sur le domaine ecclésiastique. — Des discussions s'élevaient souvent à propos des *Stolgebühren* ou redevances dues au clergé pour certaines cérémonies. — Les bourgeois voulaient des terres à cultiver ; les clercs promirent de ne conserver que le strict nécessaire. Les bourgeois décidèrent de ne faire aucune fondation au profit du clergé. Ils réclamèrent aussi de façon plus ou moins radicale le monopole de certains produits. En 1522, ils obtinrent de l'évêque (alors en même temps seigneur) le privilège de pouvoir acheter tout le lin produit dans le pays. (Nous donnons quelques exemples : il faudrait pouvoir tout expliquer.) D'ailleurs, il ne s'agit pas de revendications violentes. Les choses s'arrangeaient à l'amiable. Et quelques années plus tard, on se garda de profiter de la Révolution luthérienne pour obtenir ce qu'on avait, somme toute, réclamé avec mesure.

Quelques frictions n'empêchaient pas le peuple de s'attacher à son église. Calices, cloches, autels, chapelles à statues, c'est une longue liste que celle qu'a dressée M. Berning ; et ce sont les efforts et les sacrifices des laïques qui l'ont préparée. Les aumônes étaient considérables. — Une autre preuve des sentiments religieux du peuple se trouvait dans les fraternités ou *ghildes*, qui se confondaient souvent avec les corporations de métiers. Elles étaient pour les laïques ce qu'étaient les calendes pour le clergé ; en particulier une occasion de prier pour les morts et de secourir les malheureux. Les pèlerinages aussi étaient fréquents, mais dans un rayon assez peu étendu : les voyages pour Jérusalem, Rome ou Saint-Jacques

de Compostelle n'étaient pas — comme ailleurs — dans les usages. Dans l'ensemble, pour la fin du xv^e et la première moitié du xvi^e siècle, M. Berning croit devoir constater une piété assez vive. C'est la conclusion de son livre.

Il cite tout de même quelques points noirs. Les évêques étaient trop princes-évêques, et cela les entraînait à se mêler beaucoup trop de politique. La piété, pense-t-il aussi, n'empêchait pas une certaine ignorance, qui facilita la propagande protestante. C'est de 1524 qu'on peut la faire commencer. Mais jusqu'à 1543 environ, les résultats furent peu profonds et intermitents. Le chapitre avait pris la direction. Peu à peu cependant, les protestants gagnèrent du terrain. La victoire de Charles-Quint, en 1548, rétablit en principe le régime catholique. Mais, dit M. Berning, « les catholiques n'avaient plus d'élan ». Il fallut plus d'un siècle pour que l'ancien zèle et l'ancienne piété fussent retrouvés. Dans la ville d'Osna-brück il y avait un groupe actif de protestants convaincus, qui, d'ailleurs, en partie, n'étaient pas originaires de la cité : lentement ils avaient gagné pour le luthéranisme la plus grande partie des bourgeois de la ville.

C'est une étude très intéressante, très approfondie, qu'a donnée M. Berning.

E. J.

Jakob STRIEDER. Das reiche Augsburg. Ausgewählte Aufsätze Jakob Strieders zur Augsburger und süddeutschen Wirtschaftsgeschichte des 15. und 16. Jahrhundert, publié par Heinz Friedrich DEININGER. Munich, Duncker & Humblot, 1938, xix-211 pages, 13 planches.

Il est superflu de dire tout ce que l'histoire économique, particulièrement l'histoire des débuts du capitalisme de la Renaissance et celle de la grande crise financière de la seconde partie et de la fin du xvi^e siècle, doivent au maître trop tôt disparu. Il faut donc se féliciter (et il n'est pas trop tard pour le dire) de voir recueillis en un volume un certain nombre des morceaux où il a consigné les résultats essentiels de ses recherches sur les Fugger, spécialement sur Jakob le Riche et sur Antoine, sur les Welser aussi, sur Hochstetter, sur Manlich, et en général sur le milieu industriel, commercial et bancaire d'Augsbourg au temps de sa splendeur. La plupart de ces morceaux sont écrits avec talent, par un auteur qui est sensible aux aspects littéraires et artistiques, tout aussi bien qu'aux aspects politiques de son sujet.

Un seul regret : comme il s'agit d'un recueil d'articles, épars dans diverses revues, où Strieder investissait ce sujet par des voies diverses et sous des formes variées, les répétitions sont fréquentes : j'entends les répétitions textuelles, la même phrase reproduite à plusieurs reprises avec une fidélité qui devient agaçante quand ces pages voisinent sous la même couverture¹. On lira trois ou quatre fois, et exactement dans les mêmes termes, le même exposé dramatique de l'intervention du Tribunal d'Empire contre les monopoles et du recours à Charles-Quint. Une révision plus hardie aurait pu, sans impiété aucune, nous épargner ces mouvements de mauvaise humeur.

1. Il y a au moins deux répliques de l'étude des entreprises méditerranéennes (marseillaises) de Melchior Manlich.

Il reste une série d'études pénétrantes, d'où ressort que le développement du capitalisme, et aussi la crise, trouvent leur origine dans cette cause générale : l'activité du fisc royal et princier devant les caisses toujours vides, en l'espèce le tonneau sans fond de ces Habsbourg dont les Fugger ont fait la fortune politique. Strieder reproduit la lettre célèbre où, devançant l'époque où Charles aurait pu lui demander : « Qui t'a fait comte ? » — le financier d'Augsbourg avait l'audace de dire au roi des Romains : « Qui t'a fait roi ? »

De très curieux chapitres, à propos du rôle des Fugger, alliés aux Thurzo comme animateurs de l'industrie minière et métallurgique, nous mènent en Afrique aussi bien qu'au Tirol et en Hongrie et Bohème. On trouvera même de curieux aperçus sur l'art du Bénin, où Strieder voulait découvrir des influences allemandes, venues par la voie portugaise.

La largeur d'esprit de l'auteur, qui lui avait permis de ruiner les théories de Sombart sur la formation des capitaux urbains, le dresse contre son ancien maître à propos d'une question importante : le rôle des Juifs dans la vie économique qu'il ne fait guère dater, comme phénomène d'envergure, que du XVII^e ou XVIII^e siècle (p. 19). « Le banquier juif de cour, comme fournisseur d'argent du prince et de l'État, comme fournisseur de grand style de la cour et de l'armée, est une apparition relativement tardive de l'histoire économique européenne. Une haute finance juive n'a pu prendre une large activité avant le moment où les anciennes puissances financières chrétiennes, vers la fin du XVI^e siècle, se sont pour la plus grande partie effondrées, en tout cas lorsqu'elles ont cessé de pourvoir à elles seules aux besoins financiers du principat européen. » Il se rencontre ici avec M. Sayous.

L'illustration a été prise surtout à Dürer (auquel on doit l'inoubliable effigie de Jakob le Riche) et à Christophe Amberger. — Le volume contient une précieuse bibliographie des œuvres de Strieder.

H. H.

Paul Romane MUSCULUS. *La prière des Mains : l'Église réformée et l'art.*

Paris, « Je Sers », s. d. [1938], in-16, 248 pages, 20 pl. hors-texte. Prix : 20 francs.

« Prière des mains » : ce titre bizarre veut dire, pour qui entend la doctrine calviniste de la « vocation », qu'on sert Dieu en travaillant de ses doigts, et notamment en faisant œuvre d'art. La question est donc celle qui a été traitée avec profondeur par M. Wencelius dans son *Esthétique de Calvin* et dans son *Rembrandt*.

M. Musculus veut la traiter d'une façon plus large, partant du problème des images dans les premiers siècles de l'Église et aux temps des iconoclastes, et relevant jusque dans le siècle dernier et le nôtre les œuvres dues à des artistes réformés et luthériens, tels que Van Gogh, Bazille ou Jongkind¹. Malheureusement l'ouvrage est mal composé, les chapitres chevauchent les uns sur les autres, et l'intention apolologétique, je dirai même prédicante, lui enlève une part de sa valeur historique.

L'un des morceaux les plus intéressants est celui qui est consacré aux premières

1. Naturellement cette énumération ne pouvait qu'être incomplète.

églises réformées de France, jusqu'à la Révocation. Il se constituait alors, surtout grâce à Androuet du Cerceau et à Salomon de Brosse, un type original d'architecture religieuse, adapté aux exigences du culte nouveau et traduisant en langage plastique la foi de l'Évangile et de la Parole. Les « plans carrés, rectangulaires, octogonaux ou ronds » d'Ablon, de Charenton, de Lyon, de Dieppe, de Rouen, d'Allemagne près Caen, les églises d'Amsterdam et certaines églises allemandes étaient des œuvres d'art, si la beauté architecturale est l'expression extérieure de l'usage auquel le monument est destiné. M. Musculus a raison de conclure : « Il est inconcevable que les architectes qui ont construit les temples du xix^e siècle aient à ce point ignoré » ces précédents et fabriqué de pâles copies des églises catholiques. Les lois napoléoniennes, en mettant généreusement des églises à la disposition des cultes réformé et luthérien, sont responsables de ce solécisme artistique.

Aux architectes réformés du xvi^e siècle, il fallait ajouter (p. ex. p. 128) le Dijonnais Hugues Sambin, qui fut aussi sculpteur et ébéniste. De même, p. 134, à côté de Barthélémy de Laffemas, pourquoi oublier Olivier de Serres, dont on vient de célébrer le quatrième centenaire ? A « la Hollande réformée », ou à propos des Amériques (p. 173), il convenait de rappeler des travaux d'art et d'urbanisme accomplis au Brésil (région de Pernambouc), sous la direction de Maurice de Nassau, le prince du *Mauritshuis* de La Haye. Parmi les imprimeurs et libraires réfugiés en Hollande, il faut faire une place à l'Angevin Desbordes, l'imprimeur du *Testament de Richelieu*.

Les illustrations sont généralement bien choisies, et souvent instructives.

H. H.

Dixon WECTER. *Edmund Burke and his kinsmen, A study of the Statesman's financial integrity and private relationships* (University of Colorado Studies). Colorado, Boulder, 1939, 113 pages. Prix : 1 dollar.

Jusqu'à nos jours, la biographie d'Edmund Burke a présenté des obscurités irritantes parce qu'elles portaient sur des points où la sincérité et l'honnêteté de l'homme se trouvaient engagées. Il ne s'agit pas là des bruits, répercusés à travers mille pamphlets ou caricatures, suivant lesquels Burke aurait été un catholique déguisé, ou l'auteur des lettres de Junius ; ni, en soi, du manque d'informations sur ses faits et gestes pendant la première partie de sa carrière. Mais le fait est qu'il a vécu au-dessus de ses moyens apparents et que sa politique s'est souvent trouvée d'accord avec son avantage probable ou celui de gens qui lui tenaient de près, dans son parti et dans sa famille : dès lors on devait rechercher si l'intérêt personnel et l'amitié n'ont pas gouverné dans une mesure plus ou moins grande ses théories et ses actes. La plupart de ceux qui l'ont étudié ont supplié par la foi au défaut de lumières, s'indignant des soupçons possibles, rapportant parfois à un entourage vaguement suspect le parfum désobligeant qu'ils sentaient flotter autour du héros. Certains, dont au siècle dernier Dilke est le principal et l'un des plus malveillants, ont posé des questions insistantes auxquelles les témoignages imprimés et manuscrits qu'ils pouvaient connaître donnaient légitimement lieu, sans y fournir de réponses. Le soin pieux que les éditeurs de la correspondance

de Burke ont mis à l'expurger a, dès lors, pu tourner à son désavantage : sa mémoire, pouvait-on se demander, aurait-elle à souffrir de voir divulguée la masse importante de documents qu'on savait détenus en particulier par les descendants de lord Fitzwilliam, héritier de ce lord Rockingham qui avait été l'ami et le patron de Burke ?

L'accès à ces documents, réservé à deux heureux — Mr. Dixon Wecter et Sir Philip Magnus —, leur a permis de remettre la question au point. On ne parlera ici que du petit livre publié par le premier de ces deux travailleurs.

Outre les pièces conservées dans les familles Fitzwilliam et Verney, il a cherché dans les archives du Public Record Office et dans celles de la Chancellerie et de la Compagnie des Indes des précisions dont beaucoup auraient pu déjà être découvertes par ses devanciers (beaucoup, non pas toutes, si l'on admet qu'il a été fort aidé par les livres récents de L. Ragatz : *Guide to the Official Correspondence of the Governors of the British West India Colonies with the Secretary of State, 1763-1833* et *Guide for the Study of British Caribbean History, 1763-1834*). En recoupant ces données par celles qu'on possédait avant lui, il a projeté autant de lumière qu'il est apparemment possible sur l'achat du domaine de Burke à Beaconsfield, sur la part qu'il a prise aux affaires des Antilles, sur ses rapports avec la Compagnie des Indes, sur l'action intentée contre lui par lord Verney, et sur sa réintégration dans le personnel de son service gouvernemental, en 1783, des fonctionnaires suspects Powell et Bembridge. Ce sont là de gros sujets de perplexité pour qui ne se résigne pas à admirer le grand homme sans tout savoir. Hélas ! on ne saura sans doute jamais tout, même après Mr. Dixon Wecter, qui aboutit à des synthèses plausibles, non à des preuves absolues de l'honnêteté de Burke et de sa sincérité.

Revenons plus à loisir sur les points abordés par lui, et tâchons de mieux définir sa contribution à cette trouble histoire.

Il confirme l'idée de plus en plus admise que Burke, dont les mobiles conscients paraissent avoir toujours été purs, a néanmoins subi les entraînements de l'amitié ; que la partialité familiale explique souvent sa vie publique ; qu'on peut établir un rapport, d'une part, entre la défense qu'il a présentée de la Compagnie des Indes orientales jusqu'en 1772 et les intérêts de ses parents dans les fonds de la Compagnie ; d'autre part, entre ses attaques contre la Compagnie et contre Hastings dès 1783, et la mission officielle de William Burke aux Indes, environ 1780.

Ce ne sont pas des révélations que Mr. Wecter apporte sur ce dernier point : le rapport entre l'hostilité de Burke envers la Compagnie et la présence aux Indes de William Burke était déjà fort probable à la lumière de la correspondance de lord Cornwallis, l'influence de William Burke s'ajoutant d'ailleurs à celle, généralement admise, de Sir Philip Francis.

Nouveaux, en revanche, sont les faits relevés touchant les intérêts de Richard Burke aux Antilles, ou sur les spéculations de Richard et de William Burke dans les fonds indiens avant 1770, et sur les dettes de ces deux hommes envers lord Verney. Il en résulte qu'Edmund Burke, s'il manqua — pour ne pas dire plus — de gratitude vis-à-vis de son bienfaiteur Verney, quand celui-ci requit son concours lors d'une débâcle financière, ne semble néanmoins pas avoir été son débiteur nominalement et expressément, et qu'on ne trouve trace d'aucune part prise par Burke en personne aux spéculations sur les fonds indiens.

Qu'il ait profité de telles spéculations semble, cependant, probable. Et la contribution la plus originale de Mr. Wecter à la biographie de l'homme d'État, c'est l'hypothèse suivante qui serre au plus près les données qu'il a recensées, complétées et reprises à la base.

Au moment où les fonds de la Compagnie cotent le plus haut, Edmund Burke entre en possession du magnifique domaine de Gregories. Dans les premiers mois de 1769, il se trouve brusquement obligé de lever une hypothèque de 6.000 livres contractée par le précédent propriétaire. William Burke offre de fournir cette somme, qui sera sa contribution à l'achat d'une demeure qui est aussi la sienne : lord Verney lui avance l'argent (le fait est établi), sans malheureusement lui faire signer de reçu. En juin 1769, les fonds de la Compagnie baissent de 60 % : désastre pour Richard et William Burke, et, au moins à travers eux, gros déboire pour Edmund. Richard part alors pour les Antilles grâce à un emprunt, mais rentre déçu dans son espoir de faire fortune, et fort soupçonné de détournements. Plus tard William s'embarquera pour l'Inde, d'où il reviendra démunie d'argent et laissant un trou dans les écritures publiques auxquelles il a été mêlé. Lorsqu'entre temps Verney se tourne vers Edmund pour recouvrer par tous les moyens 6.000 livres, plus les intérêts, dont il le dit son débiteur (apparemment les mêmes que ci-dessus), celui-ci refuse indigné.

Rien ne permet de supposer dans tout cela une manœuvre douteuse de lord Verney : les soupçons ne peuvent se diriger que sur la partie adverse. L'auteur veut croire qu'Edmund n'a pas été au courant de l'emprunt de 6.000 livres : l'odieux dont il le décharge s'abat sur William, dont le caractère suspect, de même que celui de Richard, est une certitude. Il faut admettre en tout cas qu'Edmund n'était pas homme d'affaires et n'entendait rien à l'argent. Rien, parmi les documents importants exploités par Mr. Wecter, ne tend à suggérer chez ce grand homme aucun manque d'honnêteté (à part le regrettable incident Verney) ni d'intégrité. On est d'accord avec l'auteur pour estimer que, dans l'affaire Powell-Bembridge, notamment, Burke n'a péché que par généreuse imprudence. L'auteur est fondé à lui donner le bénéfice du doute... du doute qui, hélas ! subsiste. Il semble de plus en plus probable, en revanche, que l'amitié l'a souvent aveuglé sur le compte de son entourage et que sa politique, bien que sincère, en fut influencée. Preuve, dit l'auteur avec bon sens, d'une intensité de tempérament et d'un instinct mélodramatique qui méritent d'être compris plutôt que blâmés.

J. V.

Henri GUILLEMIN. *Le Jocelyn de Lamartine.* Étude historique et critique avec des documents inédits. Boivin & C^{ie}, 1936 ; gr. in-8^o, 861 pages.

Ces quelques lignes ne sauraient faire figure de compte rendu ; elles ne prétendent qu'à en excuser l'absence à la date voulue, et cette excuse vient elle-même bien tard, mais enfin cet ouvrage n'est pas de ceux qu'on oublie en quelques mois. C'est un monument littéraire qui durera, car il a du style. Nous entendons par ce mot la manière dont l'ouvrier prend son travail et le domine ; autrement dit la qualité de l'analyse. La thèse de Sorbonne n'est qu'en apparence le triomphe des médiocres. Voyez celle-ci : elle s'interdit toutes les facilités brillantes, elle n'élude

Et la
État,
nsées,

Burke
mois
livres
cette
enne :
i faire
sastre
pour
entre
Plus
ent et
'entre
oyens
nèmes

d Ver-
r veut
dieux
e que
mund
ni les
grand
(ey) ni
owell-
L'aut-
osiste.
veuglé
en fut
lament
amés.

V.

tique
ages.

pré-
même
mois.
par ce
dit la
ne des
étude

aucune des contraintes du genre ; elle se présente en un lourd volume de 800 grandes pages, imprimées serré, criblées de guillemets, étagées de notes, complétées de 60 pages d'appendice, d'index et de bibliographie, le tout bien au point, ou peu s'en faut. L'admirable est qu'on se promène dans cette forêt touffue comme dans une vraie forêt, — touffue mais aérée, pleine de senteurs et de jeux de lumière. La masse de faits et d'idées apparaît ici non comme le produit brut d'une cueillette acharnée à ne rien laisser perdre, mais comme le résultat d'un tri intelligent. Et si l'on ne peut dire que toutes les pages soient d'une égale densité, du moins, dans ce foisonnement, il n'y a pas place pour ce qui n'est qu'anecdotique ; on est toujours au cœur du sujet. Rien de tendu, cependant. Le ton du commentaire rend constamment sensible l'âme du poème commenté. Une telle harmonie ne pouvait se maintenir que par un don de la grâce : cet entrain inlassable de la méditation qui épouse l'objet de son étude, sans d'ailleurs abdiquer pour cela sa liberté d'appréciation. On le voit, par exemple, dans la recherche des sources, où l'érudit fait preuve d'un tact, d'une mesure et d'une finesse dans l'analyse qui sont bien rares. En multipliant les rapprochements, suivant la méthode commune, il aboutit non pas à nous montrer un malade obsédé par ses lectures, mais à nous faire saisir ce qu'il appelle l'imprégnation, ce travail quasi-inconscient d'assimilation qui se fait dans l'esprit du poète. A cet égard cette enquête est d'un grand intérêt psychologique.

M. Guillemin a choisi d'appliquer son effort d'exégète à un chef-d'œuvre d'un maître, plutôt qu'à l'ensemble d'une vie ou d'une œuvre, ou à une école, ou à une époque, ou à l'évolution d'un genre ou à un mouvement d'idées. C'est là une démarche encore peu tentée, remarque-t-il à juste titre, — tout au moins si on s'en tient à des monographies quasiment exhaustives, comme l'introduction donnée à son édition de *La Nouvelle Héloïse* par M. Daniel Morlet, en qui M. Guillemin salue son inspirateur et son guide. Et notre auteur a également raison quand il ajoute qu'une enquête ainsi conçue est une tâche difficile, qui requiert la compétence à la fois de l'historien et du critique. Mais aussi on en peut attendre un profit multiple : on aperçoit derrière l'œuvre le poète, et, autour du poète, l'époque. Cette étude sur *Jocelyn* constitue une contribution capitale à l'histoire des sentiments et des idées romantiques. A ne considérer que Lamartine, elle nous fait pénétrer dans l'intimité morale et, si on ose dire, dans la familiarité intellectuelle d'un homme exceptionnellement doué. Parvenu au terme d'un examen si fouillé, ou quand on l'y croit parvenu, c'est alors que l'enquêteur ose aborder ce qu'il considère comme « le grand problème », comme l'essentiel de son entreprise : « Quel message, quels secrets sont enclos dans ce chef-d'œuvre qui, toujours, est un témoignage ? » C'est, répond-il (pièces en mains, autant que jamais), un message d'ordre politique et social (ici, une vigoureuse mise au point touchant la philosophie politique de Lamartine, 4 pages qui sont un modèle de netteté nuancée, et qui nous semblent neuves et importantes) ; c'est aussi un message d'ordre religieux ; et les secrets sont des secrets du cœur en même temps que de la pensée. Ce que révèle finalement cette longue, patiente, délicate auscultation d'un poème aussi chargé de signification intime en surprendra plus d'un qui croyait posséder son Lamartine par cœur : une âme torturée, solitaire, déchirée entre le besoin de croire et un doute tenace, bref tous les éléments d'un tragique spirituel dont une lecture émoussée par l'habitude ne laisse pas soupçonner la profondeur, — d'autant plus que, dès son apparition victime de son succès, puis constamment trahi par ses fidèles les plus fervents, déformé par l'hagiographie qu'il a suscitée, ce poème n'a

cessé d'être édulcoré, tiré vers le suave et le séraphique, vidé de sa substance. Mais la vérité, partout où elle apparaît, fait circuler la vie. Au reste, lira-t-on *Jocelyn* davantage ? On le lira moins distraitemment, en tout cas, et avec plus de fruit, à la lumière d'un commentaire dont la richesse témoigne de la richesse de l'œuvre elle-même. Et l'essentiel n'est-il pas que cette œuvre nous intéresse maintenant comme un *témoignage*, — *témoignage sur un homme et sur une époque, témoignage sur l'homme* ?

R. P.

Christian SCHEFFER. La Grande pensée de Napoléon III. Les origines de l'expédition du Mexique, 1858-1862. Paris, Rivière, in-8°, 1939, iv-275 pages.

Le livre de M. Scheffer n'est l'étude que des origines de l'expédition du Mexique : il s'arrête au moment que l'expédition française s'engage réellement, et se termine sur les instructions données au général Forey le 3 juillet 1862. Il est bâti sur le dépouillement des archives du Quai d'Orsay et de la Marine, sur les livres diplomatiques du temps, sur les analyses et copies des Archives de Vienne communiquées par H. Salomon. Il ne semble pas qu'il puisse rester quelque chose à ajouter à cette documentation du côté français ; la bibliographie est très complète.

Étude diplomatique, mais également étude psychologique. M. Scheffer a voulu poursuivre dans la pensée de Napoléon la genèse de son projet et utilise le fait du Mexique comme un cas particulièrement typique, permettant par sa simplicité et son isolement d'arriver à des conclusions qui peuvent valoir pour des opérations plus complexes. Les résultats de l'étude diplomatique sont décisifs ; ceux de l'étude psychologique sont moins incontestables. Dans l'une et l'autre, mêmes qualités d'ailleurs de finesse et de subtilité, mêmes avantages de nouveauté et de clarté. La langue toutefois est parfois un peu verbeuse et, de-ci, de-là, une précision chronologique serait à ajouter.

Un chapitre d'abord de préliminaires : « les cadres et les facteurs » où sont analysées les vues antérieures de l'Empereur et les démarches des monarchistes mexicains. Puis on aborde les origines mêmes de l'affaire avec deux chapitres : « les initiatives étrangères » (août 1858-février 1861), projets mexicain, espagnol, anglais, de médiation pacifique, et « l'entente avec Juarès » (février-septembre 1860). Deux chapitres encore font l'histoire de l'intervention internationale : « l'alliance de Londres » (septembre-novembre 1861), et « les crises de l'alliance » (novembre 1861-mai 1862). Un dernier chapitre, le VI^e, montre la décision de « l'expédition française » (juin 1862) et conclut.

L'affaire est spécialement intéressante parce qu'on voit naître et se développer de bout en bout la politique impériale dans les textes des instructions envoyées aux représentants français. Aucune d'entre elles n'arrive du premier coup à sa forme achevée, mais par retouches successives elles se suivent en se complétant ou se substituant les unes aux autres. L'éloignement du théâtre de l'affaire, le retard avec lequel arrivent les nouvelles et qui fait que des instructions sont périmées ou inadéquates à la situation quand elles parviennent aux exécutants, seraient la justification de ce fait, mais il s'explique aussi par l'absence de dessein acquis de prime abord et par le cheminement de la réflexion impériale qui, dans une ligne

générale arrêtée, procède par tâtonnements et approchements. Voici ce que j'en dégagerais.

Pour commencer par des résultats négatifs, il en ressort qu'il faut éliminer des buts poursuivis par l'Empereur et (évidemment) la créance Jecker et la restauration cléricale (Napoléon insiste sur le caractère définitif de la vente des biens nationaux) et les intérêts de l'archiduc Maximilien (que l'Empereur n'accepte qu'à titre indicatif comme un meilleur candidat et que dans les instructions données au général Forey il abandonnerait pour toute autre combinaison réclamée par les Mexicains eux-mêmes). L'objet de l'expédition, lorsque l'Empereur s'y est décidé, est beaucoup plus large : ouvrir le Mexique à la civilisation économique en le pacifiant, en y organisant un gouvernement régulier et stable, qui pourra en faire valoir et verser au patrimoine international les richesses (qu'il s'exagère et dont il est peu précisément informé, sur lesquelles il prend une consultation de Boussingault). Ce dessein se relie à ses projets anciens de percement de l'isthme de Panama et à ses interventions en Amérique Centrale. Beaucoup plus que des passions de l'Impératrice, beaucoup plus que des revanches de cléricaux ou des ambitions des monarchistes mexicains, les vues de l'Empereur sont proches des anticipations de Michel Chevalier. M. Sch. rappelle un dessein analogue dans les négociations relatives à Madagascar. Je crois que le point de vue doit embrasser beaucoup plus d'horizon. Le lendemain de la guerre d'Italie est le moment d'épanouissement de grands desseins économiques et humanitaires à la fois, poursuivis en France même (le programme économique du 5 janvier 1860 est plus important que le décret de réforme politique du 24 novembre 1860), en Méditerranée, en Océan Indien et en Extrême-Orient, en Afrique, et ici même. Il faut replacer l'affaire du Mexique dans un ensemble. On se trompe sur l'essentiel quand on ne prend l'histoire du Second Empire que du point de vue politique.

L'affaire, dans ses divers aspects, n'est pas d'origine française. Au contraire la politique impériale reste longtemps passive, sur le fond même jusqu'en septembre 1861. C'est l'Angleterre qui est à la base des projets d'intervention armée, à la fois pour arrêter l'impérialisme des États-Unis et pour obtenir les réparations financières : l'initiative sur ce point appartient aux propositions de Russell de février 1860. C'est l'Espagne qui propose la première de travailler « à établir un ordre régulier et stable » le 8 septembre 1861. Quant à l'archiduc, en dépit des intrigues menées par Gutierrez et l'Impératrice pour embarquer Napoléon beaucoup plus qu'il n'entendait le faire et nouer une combinaison diplomatique franco-autrichienne, la position de l'Empereur nuancée et pleine de réserve est définie par sa lettre à Flahault, 10 octobre 1861, comme une suggestion sans engagement et comme ne comportant qu'un appui moral. La négociation entre les puissances, l'élaboration et la rupture de la convention de Londres sont définitivement élucidées.

A quel moment et pourquoi Napoléon III dérive-t-il du dessein primitif (la réparation financière appuyée par une démonstration internationale qu'il eût encore voulu élargir par le concours de la Prusse et des États-Unis), vers une intervention politique (pacification du Mexique et action isolée) ? Ce n'était à l'origine qu'une hypothèse (lettre à Flahault) ; puis le premier indice d'une décision se trouve dans la dépêche à Jurien de La Gravière du 28 février 1862 ; enfin elle s'affirme comme un parti décidé dans les dépêches à Saligny de juin 1862.

Il y a dans la décision de l'Empereur un élément auquel on ne donne pas, à mon

avis, une importance suffisante : sa susceptibilité pour l'honneur national. Il a, quand une atteinte lui paraît portée à la dignité de la France, une réaction immédiate : il adopte aussitôt le parti d'une action militaire ou diplomatique destinée à obtenir réparation, même si cette action traverse la politique en cours et se montre en contradiction avec le but poursuivi et les moyens adoptés jusqu'alors. On l'a vu lors de l'échec d'Oudinot sur Rome en avril 1859, lors de l'affaire du *Charlemagne* en février 1852 ou de Tripoli en juillet 1852, lors du blocus anglais du Pirée en dépit de la médiation du baron Gros en mai 1850. Il en est de même ici en 1862. Le 26 février il apprend par une courte dépêche de Saligny le désaveu des propositions françaises par Prim et Wyke ; le 21, dépêche chiffrée à Jurien de La Gravière enjoignant d'occuper Mexico et autorisant l'action isolée, suivie des ordres formels le 28 février. Second incident : la nouvelle reçue le 18 mars de la convention de la Soledad : télégramme immédiat désavouant Jurien et donnant à Lorencez l'ordre d'engager les hostilités. Troisième incident : l'échec devant Puebla qui déclenche l'expédition proprement dite (nouvelle reçue le 13 juin, note du *Moniteur* le 15 et crédits demandés le 18). Et alors, puisque l'honneur exige une expédition, toutes les idées restées à l'état de projets et d'hypothèses ou écartées parce qu'inopportunes ou entraînant trop loin, sont reprises et rassemblées ; à tant que faire une expédition, qu'elle le soit pour un grand dessein politique et économique (instructions au général Forey du 3 juillet 1862). Telle me paraît être la démarche de la pensée impériale, tels les motifs de sa décision.

Je laisse de côté plusieurs points de détail, auxquels le livre de M. Scheffer donne une physionomie nouvelle : c'est ainsi qu'il est une sorte de réhabilitation de Saligny. On voit au moins par les quelques conclusions que je viens d'en dégager, son caractère et sa valeur.

C.-H. P.

✓ **Watkin DAVIES. Lloyd George (1863-1914).** Londres, Constable, 1939,
468 pages in-8°.

W. Davies a apporté à l'histoire de Lloyd George une importante contribution qu'on aurait tort de négliger. Originaire du même village gallois, appartenant au même milieu libéral et non-conformiste où la Bible ne cessait d'être méditée et commentée, il étudie la vie de l'homme d'État britannique jusqu'en 1914. L'un de ses grands pères, David Lloyd, qui meurt à 39 ans en 1839, faisait office de pasteur pour les baptistes, secte n'admettant pas de véritables ministres du culte. Il laisse une veuve, Rebecca, née Samuel, femme intelligente et énergique qui mourra en 1869 ; deux filles, un garçon : Richard, qui est baptisé à 19 ans dans la rivière, qui est cordonnier, et qui joue un grand rôle parmi les baptistes de la contrée. C'est chez lui, « l'oncle Lloyd », qu'arrive en 1864 sa sœur, qui vient de perdre son mari, William George, âgé de 44 ans seulement, lui aussi baptiste pratiquant, maître d'école, et qu'accompagnent deux enfants en bas âge, dont le futur homme d'État ; elle est sans ressources et va avoir un troisième enfant. Les détails concernant cette enfance, ce milieu pittoresque présentent un réel intérêt. Au contraire de la plupart des hommes politiques britanniques, Lloyd George n'a pas trouvé la fortune, les grands collèges, des amis influents.

M. Davies expose ses débuts au barreau dans une petite ville galloise, son

Il a, immédiatement et se alors, être du binglais même saveu l'uriens, ie des de la ant à juin, neur es ou sem- poli- me neffer ation ager, 939, ition t au se et L'un e de culte. qui dans la ient ciste et le Les rêt. n'a son entrée dans la presse et la politique comme libéral avancé, enfant terrible des débats parlementaires, déchaîné contre les tories, mais plus Gallois encore que libéral. Il met en relief la place que tiennent les intérêts gallois, la mentalité galloise, les questions religieuses et scolaires qui divisent le pays de Galles, chez cet homme qui avait surtout parlé gallois.

Après les tumultes de la campagne « pro-boer », c'est bientôt, avec le succès libéral, la grandeur politique : président du Board of Trade en 1905, chancelier de l'Échiquier en 1908. Le budget fameux de 1909, destiné à « placer les charges sur les épaules les plus larges », suscite les discours les plus ardents qu'avait connus l'Angleterre depuis la campagne radicale de Joseph Chamberlain en 1885. Se proclamant « enfant du peuple », Lloyd George apparaît alors comme un tribun d'envergure, très discuté dans son pays. L'auteur, libéral de gauche qui déteste les Chamberlain et accable Bonar Law, est plein d'admiration pour l'action que Lloyd George a exercée jusqu'en 1910. A l'en croire, « l'oncle Richard », s'il n'était pas mort en 1917, aurait sauvé son neveu des erreurs désastreuses qui, à 59 ans, l'ont précipité dans l'isolement.

Tout l'ouvrage se lit avec d'autant d'agrément que de profit. Parfois l'auteur arrive à des formules qui nous semblent fort heureuses. Par exemple (p. 359) : « Presque toujours Lloyd George a été habile. Parfois il a été grand. Mais il n'a été grand que quand il s'était identifié avec une noble cause à laquelle il croyait passionnément, au point d'oublier jusqu'à la prudence des calculs. Il n'a jamais appartenu à la poignée d'hommes qui, d'eux-mêmes, ennoblissaient une cause ; mais parfois il a été ennobli par les causes pour lesquelles il luttait. »

M. B.

I. Émile GIRAUD. **La crise de la démocratie et le renforcement du pouvoir exécutif.** Bibliothèque de l'Institut international de droit public, VIII. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1938, in-8°, 184 pages.

II. A. SOULIER. **L'instabilité ministérielle sous la Troisième République (1876-1936).** Bibliothèque d'Histoire politique et constitutionnelle, IV. *Ibid.*, 1939, in-8°, xxiv-603 pages.

I. Bien avant la crise politique déterminée par les événements militaires de 1940, des historiens et des juristes avaient décelé certains des défauts du régime qui fonctionnait en France, — et je laisse de côté les hommes politiques qui, avec plus de passion, attaquaient ce régime ou certains de ses aspects pour proposer leurs solutions.

M. Giraud, professeur à la Faculté de Droit de Poitiers, a montré, avec une louable objectivité, comment l'État moderne se trouve obligé de pourvoir aux besoins complexes d'une société qui exige beaucoup de lui et qui, de son côté, apparaît singulièrement difficile à gouverner, en raison de son hétérogénéité. Ainsi s'explique la crise, indéniable, de la démocratie, dans le fonctionnement de laquelle le point faible est essentiellement le pouvoir exécutif. L'auteur se dégage heureusement des textes constitutionnels, dont s'encombrent d'ordinaire les juristes, et écarte l'idée de l'orthodoxie constitutionnelle, la croyance à l'immutabilité politique du peuple, pour tenter d'apercevoir le fonctionnement réel des institutions.

Le gouvernement direct par le peuple s'étant révélé impossible, on a cherché à réaliser un système qui fut cependant le plus voisin de ce gouvernement : en rendant le plus faible possible l'exécutif, adversaire supposé des libertés publiques, et en donnant la prépondérance aux Assemblées législatives, où la nation croit pouvoir affirmer la diversité de ses opinions, on a cru pouvoir y arriver. En fait, on n'a fait que précipiter une évolution qui s'est révélée singulièrement périlleuse dans les démocraties issues de la guerre mondiale de 1914 que dans les vieilles démocraties. Déclin de l'esprit de soumission, diversité des opinions, gravité des oppositions, — en même temps qu'extension des fonctions de l'État sur le plan économique et social, telles ont été les caractéristiques de cette évolution. Dans certains pays, on a pensé trouver un remède dans la dictature : celle-ci, agissant dans une ambiance de dynamisme puissant, suppose un conformisme totalitaire et un recours permanent à la force qui sont à l'opposé de la démocratie. Ailleurs, on a cherché à réformer la démocratie en limitant l'éparpillement des opinions et donc des partis, en restaurant le sens du collectif et du national, en modernisant le Gouvernement, en donnant à des élites la possibilité de se constituer et de s'affirmer. Mais, pour M. Giraud, rien ne vaut une restauration du pouvoir au profit de l'exécutif. Et certes, la démocratie, — la démocratie française, en particulier, — accuse, non sans raison, le pouvoir exécutif de s'être montré trop normalement une force de conservation et de résistance, d'oppression et de corruption ; elle tend à penser que les corps élus seuls peuvent représenter la volonté populaire et que la loi est à la base de l'activité gouvernementale. Il n'en est pas moins certain que l'État, dans sa vie quotidienne, a besoin d'une unité de pouvoir, d'une vue d'ensemble et d'une immédiateté dans l'information, d'une responsabilité définie, et donc d'une compétence qui ne peuvent se rencontrer que dans l'exécutif — à condition que celui-ci possède et l'autorité et la stabilité. L'instabilité de l'exécutif est un phénomène général, dont M. Giraud donne des exemples frappants avec ses moyennes de la p. 166 ; elle est la résultante de trois causes agissantes : la composition du Parlement, la discipline des partis, la personnalité des chefs. C'est donc dans ces trois directions qu'il conviendrait de chercher le remède ; mais le remède essentiel, c'est la réorganisation même du Gouvernement, dont les tâches doivent être déterminées avec précision, de façon, — selon l'expression même de M. L. Blum, — que le président du Conseil soit « le monarque temporaire et révocable » indispensable au fonctionnement de la véritable démocratie.

II. M. Giraud appuie ses conclusions sur une large information et puise ses exemples dans l'histoire des diverses démocraties, et particulièrement dans celle de la démocratie française. C'est exclusivement à celle-ci que se réfère l'énorme ouvrage de M. A. Soulier, avocat de métier, mais que l'on peut classer désormais comme historien. Du 14 novembre 1870 au 1^{er} juin 1938, la France a compté 107 ministères : comment peut-on expliquer cette « valse des portefeuilles », ce « jeu de massacre parlementaire », tel est l'objet de ce livre très fortement documenté, mais trop minutieusement compartimenté, en même temps que lourdement charpenté, qui constitue une importante contribution à l'histoire de la France, à l'étude du droit public, aux recherches de philosophie politique et de morale collective¹. Le livre a été remarquablement préfacé par M. Marcel Prélot.

1. L'ouvrage a fait l'objet d'un compte rendu par un spécialiste de l'histoire ancienne et moderne, M. A. Zévaès, dans l'*Œuvre* du 26 juin 1939.

cherché à
ent : en
publique,
ion croit
En fait,
sérisseuse
s vieilles
avité des
er le plan
on. Dans
agissant
totalitaire
Ailleurs,
inions et
ternisant
er et de
uvoir au
en parti-
rop nor-
ruption;
populaire
les moins
pouvoir,
esponsa-
que dan
L'insta-
exemples
s cause
onnalité
recher la
nement,
l'expres-
que tem-
ocratie
puise ses
ans celle
'énorme
isormais
compté
les », ce
rttement
ue lour-
re de la
ne et de
Prélot,
re an-

professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg, et il n'y manque rien, — qu'une table des noms propres, cités en masse à toutes ses pages. Dans une première partie, M. Soulier expose les aspects de l'instabilité ministérielle (crises provoquées par le corps électoral, par le Parlement ; rôle du président ; crises internes du Cabinet ; interventions extérieures) ; la seconde est consacrée aux conditions générales de la politique française, — qui expliquent, en dernière analyse, l'instabilité ministérielle, et tour à tour sont examinés le problème de la majorité, la mentalité des gouvernants, les consultations des gouvernés.

De cette minutieuse analyse résultent les conclusions suivantes, remarquablement mises en lumière par M. Marcel Prélot. Il y a eu, dans l'histoire de la III^e République, en ce qui concerne les crises ministérielles, trois grandes phases : 1879-89, 1890-1919, 1920-38. Tout de même, l'instabilité ministérielle apparaît, dans ces diverses phases, déclenchée par des causes semblables. En somme, on peut compter qu'une cinquantaine de crises proviennent de l'opposition parlementaire, — dont une quarantaine à la Chambre, les autres au Sénat, les unes par voie d'interpellation, les autres en conclusion de débats financiers. Si l'on compte que le désaveu direct par le corps électoral lui-même vaut seulement pour trois crises, l'intervention extérieure, — au temps de l'affaire Dreyfus (1898-99) ou à la suite de l'affaire Stavisky (1934), — pour un très petit nombre de cas, le solde se réfère à des crises intérieures de gouvernement, provoquées, à la suite de désaccords intestins ou de maladies individuelles, par le Chef de l'État, le président du Conseil, des membres, enfin, du Cabinet. Sauf pour les cas, peu nombreux, où la crise a été déterminée par un incident personnel précis, l'instabilité ministérielle résulte essentiellement des conditions générales de la politique française elle-même, caractérisée par l'existence de majorités composites, analogues et concurrentes, qui procèdent à leur tour de la division extrême des tendances et des partis dans le pays. De là, un équilibre instable, le grignotage sur leurs franges des partis centraux, la formation de « blocs » qui s'effritent rapidement, sans oublier la multiplicité des chefs éventuels, des « ministables », et la compénétration des équipes dirigeantes.

Peut-on remédier à cet état de chose ? M. Soulier, M. Prélot rappellent tout ce qui a été tenté, — ou conçu — à cet égard, y compris les remèdes héroïques de la dissolution et de la R. P. intégrale, auxquels on n'a pas recouru, en raison, précisément, du climat politique analysé. Et nos auteurs, en 1939, se demandaient s'il fallait songer à d'autres solutions. Disons que M. Prélot, — et la citation ne manque pas de saveur à l'heure présente, — s'abrite derrière une phrase de M. Joseph-Barthélémy¹ : « Il vaut mieux faire jouer les rouages que les détriquer. »

G. B.N.

1. M. Joseph Barthélémy est de surcroit l'un des directeurs de la Collection où a paru le livre de M. Soulier.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Dans une courte brochure, M. M. JOSTAN, professeur d'histoire économique à l'Université de Cambridge, considère *The historical method in social science* (Cambridge, University Press, 1939, in-16, 38 p.). Il y rappelle comment la discipline dont il est un des meilleurs représentants a été professée à Cambridge même par l'archidiacre Cunningham, MM. Clapham, Marshall, Keynes et il souligne la nécessité, pour l'historien véritablement digne de ce nom, de rechercher les relations causales qui unissent les faits les uns aux autres. Mais, avec une sorte d'humilité sympathique, il considère qu'entre les économistes purs, qui limitent trop étroitement le domaine de la recherche historique, et les sociologues qui péchent par excès contraire en attribuant trop de valeur aux faits historiques, les historiens de l'économie apportent des contributions limitées à des constructions générales qui ne peuvent être édifiées qu'avec la plus grande prudence.

G. BN.

— Karl FEDERN. *The materialist conception of History. A critical Analysis*. Londres, Macmillan and C°, 1939, in-8°, xiv-263 p. — L'auteur ne conteste pas l'influence des conditions économiques sur l'histoire. Il ne nie pas non plus que Marx et son école — du moins les plus sérieux de ses disciples — aient fait faire des progrès à nos connaissances en insistant précisément sur l'importance des facteurs économiques. Ce contre quoi il proteste, c'est contre le système érigé par Marx, rendu encore plus rigide par son *famulus* Engels, et poussé à l'absurde par les marxistes, système conçu de façon deductive et imposé aux faits. Faire de « forces productives » le moteur premier de toute causalité historique, déclarer par avance que les autres, y compris les lois et les institutions, ne sont que « la superstructure idéologique » édifiée sur cette base matérielle, si bien que « la vie sociale, politique et (même) intellectuelle dépendraient du mode de production commandé par les besoins de la vie matérielle », M. Federn, par une analyse serrée, démontre, sans trop de peine que certaines de ces affirmations ne dépassent pas le cadre d'une tautologie élémentaire. Personne ne contesterait à Marx que « les hommes doivent être en état de vivre pour être en état de faire l'histoire, et qu'en pour vivre on a besoin de viande et de boisson, de logement, de vêtements et de quelques autres choses ». Rabelais l'avait dit en son mythe célèbre de Messer Gaste. Mais quand on a prouvé ce fait indéniable, en est-on plus avancé ? Et surtout a-t-on en rien démontré que les formes sociales se succèdent nécessairement suivant le rythme d'une dialectique hégélienne (par exemple : féodalisme, capitalisme, synthèse socialiste), les faits concrets obéissant, bon gré mal gré, aux abstractions de l'esprit ? Tautologie qui obéit à une téléologie, car thèse et antithèse n'existent que pour réaliser la suprême synthèse.

Avec une grande richesse de données historiques, M. Federn entreprend de ruiner cette conception, de dénoncer les déformations du réel qu'elle engendre et qu'elle implique. Je n'affirmerai pas qu'à son tour il n'oppose quelquefois au

tautologies marxistes d'autres tautologies. Il ne tient pas assez compte, comme le conseillait B. Croce (rappelé dans une note de la p. 156) du fait que Marx et Engels avouent avoir, dans le feu de la polémique, exagéré leurs affirmations doctrinales¹ pour mieux attirer l'attention sur les facteurs économiques. Les élèves de Fustel de Coulanges admettront difficilement (p. 245-246) l'interprétation que M. Federn donne des invasions barbares dans l'empire romain : « les Germains devinrent la classe gouvernante dans les royaumes féodaux qui surgirent des ruines de cet Empire », comme les Normands de Walter Scott l'auraient fait plus tard en Angleterre. On peut, en parallèle matière, tout prouver et tout contredire. Il suffit qu'un livre — c'est le cas pour celui-ci — fasse penser. H. H.

— En s'attaquant, après tant d'autres, à ce grand sujet : *L'Art gothique* (trad. par P. DECOURDEMANCHE, du livre allemand *Formprobleme der Gotik*, Paris, Gallimard, 1941, in-8°, 210 p. et 34 illustrations), M. Wilhelm WORRINGEN jette par-dessus bord les méthodes et les résultats de l'histoire objective, dont il méprise la « prétentieuse myopie », car « toutes les possibilités de la conception historique reposent toujours sur cette surface sphérique qui se déploie entre notre moi limité dans le temps et son contraire absolu ». Il lui faut, fût-ce à l'aide d'hypothèses toutes gratuites, interpréter l'art gothique par « les faits psychiques qu'il implique » ; par là s'amorce, selon lui, pour la science de l'art, « cette révolution élémentaire que la science de l'esprit doit à Kant ». Ceci posé, l'art gothique serait « le résultat final d'une évolution spécifiquement septentrionale qui commence dès la période de Hallstatt et de La Tène » et « dont le point de départ est peut-être la Scandinavie germanique ». Il a comme fondement le style géométrique, « propriété commune de tous les peuples aryens », mais spécialement germanique : « les Germains sont la condition *sine qua non* du gothique ». Présentée d'abord comme hypothèse, l'identification du style gothique à « la mélodie infinie de la ligne septentrionale », est vite imposée comme certitude. Elle entraîne de bien curieuses conséquences. En voici quelques-unes : l'art carolingien est décidément négligeable, parce qu' « étranger au Nord germanique ». Avec l'art roman apparaît « une forte et heureuse modification au sens septentrional des formes apportées par l'Est antique ». Avec le gothique propre, « le sentiment septentrional de la forme fait la conquête de l'Europe entière » et accentue son « caractère national ». Las ! la Renaissance y substitue un « aspect européen » évidemment fâcheux, ses protagonistes ayant un « désir malsain de culture ». — L'illustration du volume est remarquable. E. PY.

— Les volumes de la collection *Peuples et civilisations*² (Histoire générale publiée par L. Halphen et Ph. Sagnac) continuent à rendre les plus grands services et les éditions nouvelles se succèdent avec rapidité. Il ne s'agit pas de simples réimpressions rajeunies mais bien d'éditions « revues et corrigées », parfois renouvelées profondément.

Signalons les récentes rééditions parues : le tome III, la *Conquête romaine*, par André PIGANIOL (3^e éd., 1940, 322 p. ; prix : 70 francs) dont — en particulier — les bibliographies ont été soigneusement mises à jour. Le tome V, *Les Barbares*, des

1. Marx n'a-t-il pas dit quelque part : « Au fond, je ne suis pas marxiste » ?

2. Les Presses Universitaires de France.

grandes invasions aux conquêtes turques du XI^e siècle, par Louis HALPHEN nous offre une 4^e édition¹, très différente des 2^e et 3^e éditions où le texte primitif de 1926 n'avait subi que des retouches de détail, il s'agit bien ici d'une refonte complète de tout l'ouvrage : qui compte 450 pages au lieu des 393 pages de la 1^e édition, et qui nous donne une grande carte hors-texte pour servir à l'étude des grandes migrations de peuples du V^e au XI^e siècle. Enfin dans la seconde édition du tome IX intitulé *La Prépondérance espagnole* (1559-1660), par Henri HAUSER, les 594 pages de l'édition parue en 1933 ont été fortement remaniées pour devenir les 592 pages publiées en mai 1940. Les listes « d'ouvrages à consulter » ont été mises à jour et l'Index refait.

Orient ancien. — Comte du MESNIL DU BUISSON. *Inventaire des inscriptions palmyréniennes de Doura-Europos* (32 avant J.-C. à 256 après J.-C.). Nouvelle édition, revue et corrigée. Paris, Geuthner, 1939 ; 1 vol. in-8°, 70 p., 3 tableaux hors-texte et 57 fac-similés. Prix : 50 francs. — L'auteur a eu l'heureuse idée de réunir dans ce petit livre deux articles antérieurement parus dans la *Revue des Études sémitiques* (1936, III, p. xvii-xxxix, et 1938, p. 145-195). C'est un recueil de 57 inscriptions palmyréniennes découvertes au cours des fouilles récentes de Doura-Europos (1922-1923 et 1928-1936). Certaines d'entre elles avaient été déjà publiées et expliquées ; mais, dans le présent opuscule, on ne voit pas clairement lesquelles, et il faut le regretter. Ces inscriptions sont d'importance très inégale : quelques-unes n'ont que quelques signes ; parmi les principales, signalons, en particulier, celle qui figure sous le n° 1, datée de l'an 279 (32 avant J.-C.), et qui est donc la plus ancienne inscription palmyréenne que nous connaissons.

Chaque inscription, accompagnée d'une reproduction et d'une description sommaire, est transcrit en caractères hébreux et traduite ; pas de commentaire, mais seulement, dans certains cas, quelques remarques. Il est vrai qu'après la publication proprement dite des textes, l'auteur présente, sous le titre « Observations générales », quelques études d'ensemble (p. 42-66) : 1^o sur les caractères (ceux-ci sont reproduits sur trois tableaux selon qu'ils figurent dans les *graffiti*, dans les inscriptions gravées ou dans les *dipinti*) ; 2^o sur les « formules » (entendons : sur certaines tournures grammaticales) ; 3^o sur les noms divins ; 4^o sur les noms de personnes. Mais il nous semble qu'un commentaire détaillé de chaque inscription, du moins de celles qui ont une certaine étendue, eût été plus utile et plus pratique ; il eût suffi ensuite de quelques Index. Cette méthode aurait obligé l'auteur à signaler avec plus de précision les contacts de ces textes nouveaux avec l'ensemble des inscriptions palmyréniennes déjà connues et à donner plus de sûreté et plus de poids aux traductions et aux explications qu'il propose.

Car, à vrai dire, le lecteur ne se sent pas toujours en confiance. Quand la lecture d'une lettre l'inquiète, il n'a à sa disposition qu'une copie ou un calque (pas de photographie), où une erreur a pu se glisser. Et, quant aux interprétations de l'auteur, il se voit obligé de les soumettre à un examen attentif, après qu'il a constaté certaines méprises graves : notons, par exemple, le nom de personne 'ababūt (dans l'inscription n° 23), expliqué, avec une malheureuse insistance comme « père de *mon* père » (p. 57), au lieu de « père de *son* père », le pronom

1. 1940, 450 pages. Prix 70 francs.

suffixe de la 3^e pers. ayant été confondu avec celui de la 1^e. Cet opuscule se présente comme une édition « revue et corrigée » : il marque, en effet, un progrès sur l'article paru en 1936 ; l'auteur, pensons-nous, a pu mettre à profit les remarques pertinentes de Cantineau, parues dans *Syria*, t. 19 (1938), p. 163 s. Une troisième édition, « recorrigée », sera utile.

Tel quel, et même s'il doit être consulté avec précaution, cet *Inventaire* intéressera l'épigraphiste et l'historien. Il représente, en effet, un apport non négligeable au *Corpus des inscriptions palmyréniennes*. Et, comme l'expose l'auteur dans sa Conclusion, il permet de suivre, durant près de trois siècles, l'influence, particulièrement remarquable dans le domaine religieux, exercée par la grande cité du désert sur la petite ville caravanière des bords de l'Euphrate.

A. D.

— Glanville DOWNEY. *A Study of the Comites Orientis and the Consulares Syriae*. Princeton, University Press, 1939, 22 p., in-8°. — Dans cette dissertation l'auteur cherche à expliquer pourquoi le gouverneur du diocèse d'Orient, qui portait d'abord le titre habituel de *vicarius*, a reçu en 334 celui de *comes Orientis*. S'appuyant sur un texte de Malalas, négligé par Mommsen et Seeck, il établit qu'en plaçant ce nouveau fonctionnaire à Antioche, Constantin, à la veille des opérations contre la Perse, préparées par son fils aîné Constance, voulait avoir en Orient un homme de confiance, capable d'exercer l'administration civile et même de prendre des mesures militaires. D'après Malalas le comte d'Orient aurait remplacé d'une manière permanente des *delegatores* (d'après l'auteur, confusion avec *delegati*) envoyés temporairement à Antioche en temps de guerre. Mais quand le *vicarius* du diocèse a-t-il disparu ? C'est ce qu'on ne voit pas très bien. Malalas dit nettement que le comte d'Orient a remplacé le Préfet du Prétoire et que l'empereur lui donna comme *prætorium* un ancien temple des Muses, constituant ainsi à Antioche une seconde cour impériale, ce qui laisserait supposer, selon nous, que le *vicarius* n'a pas disparu immédiatement. Mais il nous semble surtout que Glanville Downey n'a pas attaché une importance suffisante au titre de *comes*, qui implique vis-à-vis de l'empereur une subordination bien plus étroite que celle d'un simple fonctionnaire, les *comtes* faisant partie en principe de la maison impériale. Le comte d'Orient a donc pu posséder des pouvoirs exceptionnels, plus étendus que ceux d'un simple vicaire. Une liste des comtes d'Orient connus (le dernier, Bonosus, envoyé par Phocas) et des *Consulares Syriae* termine cette intéressante étude.

L. B.

Belgique. — L'*Annuaire d'histoire liégeoise*, qui a pu paraître en 1940, publié par les soins de MM. PONCELET et FAIRON, une *Liste chronologique d'actes concernant les métiers et confréries de la cité de Liège*, et s'appliquant aux porteurs et aux brasseurs : c'est, en fait, un registre minutieusement établi par les deux excellents érudits. On trouve dans le même recueil la publication, bien présentée, par M. E. PONCELET, d'un texte sur la mort du chevalier bourguignon Colart de Vendegier au combat de Saint-Léonard-lez-Liège, le 27 octobre 1468, la suite des investigations de M. M. YANS dans les archives de Dordrecht en ce qui touche l'histoire de Liège, une étude de M. M. PIRON sur *Un poète pamphlétaire liégeois à l'époque de la Révolution : le Père Marian de Saint-Antoine* (prieur des Carmes

déchaussés, auteur d'une satire en dialecte wallon contre la révolution liégeoise de 1789 et le vandalisme révolutionnaire et de poèmes polémiques en faveur, chose curieuse, des prêtres assermentés), enfin des notes de toponymie liégeoise de MM. J. HAUST, M. PIROU et E. PONCELET.

G. BN.

— *Correspondance du nonce Giovanni Francesco Guidi di Bagno (1621-1627).* Première partie (1621-1624) publiée par Bernard DE MEESTER (Bruxelles, Palais des Académies ; Rome, Institut historique belge, 1938. *Analecta Vaticano-Belgica*, 2^e sér., Nonciature de Flandre, V ; in-8°, xlvi-576 p., un portrait). — Di Bagno, noble toscan, archevêque de Patras, sera cardinal en 1627 et nonce en France de cette date à 1629. Mais il avait été chargé de la nonciature des Pays-Bas de 1621 à 1627, et c'est sur la première partie de cette nonciature qu'un érudit belge publie 1.210 analyses et résumés de pièces. En dehors des questions religieuses (lutte contre l'hérésie, défense des positions catholiques dans les Provinces-Unies et en Allemagne, scandales conventuels, querelles entre les ordres, dépenses), la correspondance traite des événements politiques et militaires. Di Bagno est arrivé à Bruxelles à un moment critique : lendemain de la dénonciation de la trêve de Douze Ans et de la Montagne Blanche, veille de la mort de l'archiduc (qui fait de l'infante Isabelle non plus une souveraine des Pays-Bas de nouveau rattachés à la monarchie espagnole, mais une gouvernante à vie), au moment où se dispute l'héritage de Frédéric V, où l'on parle soit d'un armistice au Palatinat, soit d'un armistice général, où Spinola est contraint de lever le siège de Berg-op-Zoom et commence celui de Bréda. L'infante se trouve dans une situation très délicate, et parfois contradictoire. L'Escorial est défavorable à l'élévation à l'électorat du duc de Bavière, car il voudrait à la fois ménager l'Angleterre, et même temps éterniser l'occupation par ses propres troupes du Bas-Palatinat, peut-être aussi préparer un accord avec les Provinces-Unies, que l'archiduc souhaitait dans les derniers jours de sa vie. Rome, au contraire, toute à l'espoir de faire triompher la Ligue catholique, est opposée au renouvellement de la trêve. L'infante louvoie entre ces deux politiques, paie le nonce de belles paroles, mais modère Spinola, et ensuite, Gonzalve de Cordoue. Il ne faut pas s'étonner que Rome trouve un peu tiède cette fille, sœur et tante des Rois Catholiques. On notera, comme détails épisodiques, les mesures prises pour le salut et le transfert au Vatican de la célèbre bibliothèque de Heidelberg, avec ses *Codices Palatini*, et les engagements d'ingénieurs hollandais pour la « bonification » des Marais Pontins¹.

H. H.

France. — L'histoire économique de la Normandie à la fin du Moyen Âge est l'objet de deux brochures récentes. Dans la première, M. P. DARDEL examine le *Statut des boulanger et barème des prix du pain à Lillebonne et à Bolbec vers 1461* (Rouen, impr. Lainé, 1934, in-8°, 21 p. ; extrait du *Bull. de la Soc. libre d'émulation... de Seine-Inférieure*). — Le texte du statut des boulanger est étrangement semblable à celui qui était alors en vigueur à Rouen, mais aussi (M. Dardel ne le note pas) à celui, de beaucoup antérieur, que M. Espinas a publié pour Arras.

1. P. 91 et n. 2, et p. 95 : *Chalon* pour Chalon. P. 248 : duc de *Wittenberg* pour Würtemberg. P. 442, traduire par les deux « chambres » et non les deux « salles » du Parlement.

En étudiant de près le prix du pain et ses variations par rapport au prix du blé, M. Dardel établit, et c'est là le principal mérite de son article, la cherté relative du pain par rapport au grain. — De son côté, M. Michel MOLLAT, grâce surtout aux archives financières de l'archevêché de Rouen, a pu brosser un tableau très vivant de *La Pêche à Dieppe au XV^e siècle* (Rouen, impr. Lainé, 1939, in-8^o, 44 p.). C'est le hareng qui faisait la principale richesse de cette pêche. Pêcheurs et petits armateurs ne vendaient pas directement le produit de leur travail ; ils devaient passer par l'intermédiaire des « hôtes-vendeurs » qui acquittaient les droits au receveur de l'archevêque, procédaient à la vente, et, s'étant enrichis à ce commerce, utilisaient leurs capitaux à l'armement des bateaux ; quelques grandes familles bourgeoises y exerçaient un monopole de fait. De très précieux tableaux statistiques permettent de suivre les fluctuations de la pêche au cours du xv^e siècle : elles suivent de très près les vicissitudes de la politique franco-anglaise.

É. PY.

— Olivier de SERRES, père de l'Agriculture française. *Le Théâtre d'Agriculture et Mesnage des Champs*. Pages choisies, précédées d'une lettre de M. le maréchal Pétain, chef de l'État. Paris, Firmin-Didot & C^{ie}, s. d. [1941]. In-8^o, 325 p., 4 pl. hors-texte, 43 gravures dans le texte. — La *Revue Historique* a, en son temps¹, signalé la commémoration du quatrième centenaire de la naissance du seigneur du Pradel, l'œuvre du Comité national Olivier de Serres, et notamment la belle exposition organisée à la Bibliothèque nationale, sous le titre *Les Travaux et les Jours*, par M. Julien Cain, ainsi que le catalogue de cette exposition présenté par M. Marc Bloch.

Le Comité, où des personnalités agricoles (président : M. Joseph Faure ; vice-présidents : MM. Henri Hitier, Marcel Astier, de Montgolfier ; secrétaire général : M. L. Prault) voisinaient avec des historiens (3 vice-présidents : MM. Pierre Champion, Jean Vignaud, Henri Hauser ; 2 secrétaires généraux : J. Pannier, G.-H. Rivière), avait espéré procurer une édition intégrale et critique du *Théâtre de 1600* qui a connu 21 éditions ou réimpressions plus ou moins fidèles, dont les 2 dernières sont de l'an XI et de 1804-1805, plus une réimpression du 1^{er} livre en 1873. La rigueur des temps n'a pas encore permis, malgré les libéralités du ministère de l'Agriculture, de réaliser ce beau projet, qui est simplement ajourné.

En attendant l'apparition de ce monument capital pour l'histoire de l'économie française, des mœurs, de la langue, — disons même de la littérature, — le Comité a voulu aller au plus pressé : remettre en honneur le nom et l'œuvre d'Olivier de Serres (ou Desserres), montrer que toutes les parties du vieux livre ne sont pas désuètes, fournir à nos professeurs d'agriculture, aux maîtres de nos écoles rurales, même aux meilleurs de leurs élèves rustiques, un choix de textes destinés à servir le mouvement de retour à la terre. Enfin, tout en laissant à ces pages leur parfum d'archaïsme, il convenait de les rendre accessibles au lecteur d'aujourd'hui.

Il fallait donc extraire du millier de pages des éditions (les 5 premières) vues par l'auteur les passages les plus caractéristiques et aussi les plus applicables aux conditions actuelles de l'agriculture. Cette tâche délicate a été confiée par le

1. Voy. t. CLXXXVI, oct.-déc. 1939, p. 367-368, et t. CLXXXVIII-IX, avril-juin 1940, p. 303-304.

Comité (sous le contrôle de MM. Varagnac, Joseph Lefèvre, Henri Hauser, Auguste Laribé, A. Van Moé, Pannier, Rivière, F. Houiller et Mme Luce Prault) à la plus récente des biographes d'Olivier, Mlle A. Lavoudès, une de ses compatriotes et coreligionnaires cévenoles. On ne pouvait mieux choisir.

Mlle Lavoudès s'est acquittée de sa tâche avec autant de zèle que de tact. Elle a mis en lumière les parties essentielles, le labourage des terres à blé, la culture de la vigne, l'élevage du ver à soie, où de Serres se rencontre avec Laffemas (et parfois contre Sully), les cultures nouvelles, comme la pomme de terre ou *cartoufle*, le tabac, les idées neuves (ou renouvelées de Bernard Palissy) sur les amendements et même sur la rotation des cultures et le rôle des légumineuses, la richesse en sucre de la betterave, etc. L'annotation est sobre, suffisante, développée quand il le faut (par exemple, p. 208-209, discussion sur la *cartoufle*), et généralement pertinente¹.

La bibliographie, qui comporte une liste des sources d'Olivier de Serres, une note sur la littérature agricole de son temps (depuis le début du xvi^e siècle en particulier), un recueil des ouvrages et éditions du Père de l'Agriculture, l'énumération des documents et ouvrages le concernant, confère à ce modeste volume la valeur d'un instrument de travail et prépare la future édition. On y retrouve un don d'observation directe non livresque, par où de Serres s'apparente à son prédécesseur le potier saintongeois.

L'illustration, publiée avec le soin de la maison Didot, est puisée dans les belles planches et vignettes des éditions anciennes et dans les collections qui avaient figuré à l'Exposition du centenaire. Un portrait de l'auteur, dû à son fils Daniel, a été prêté par un de ses descendants. L'ensemble constitue donc un essai des plus réussis².

H. H.

— H. C. BARNARD. *Madame de Maintenon and Saint Cyr*. Londres, A. C. Black, 1936, in-8°, xi-240 p., 2 illustrations. Prix : 10 s. 6 d. — Après les travaux d'O. Gréard, de Ch. Lavallée, de Mme Saint-René Taillandier, de l'abbé Marcel Langlois, l'essentiel paraît avoir été dit sur Mme de Maintenon, sur Saint-Cyr et sur sa pédagogie. Le livre de H. C. Barnard qui ne prétend point à la nouveauté ou à l'inédit, constitue, du moins, à l'usage du public anglais ou américain, un bon ouvrage de vulgarisation et généralement juste de ton. L'auteur a tiré bon parti des sources classiques, mais sans aller jusqu'à se poser de questions embarrassantes. Il admet en toute sérénité la valeur des documents conservés à la Bibliothèque de Versailles et son attitude n'est point du tout celle de feu l'abbé Marcel Langlois. L'ouvrage comprend six chapitres. Les trois premiers donnent la biogra-

1. Une seule vraie tâche : que viennent faire (p. 88, n.3) les Ménades et leur dieu ? Mlle Lavoudès, qui connaît les dialectes de langue d'oc, n'a-t-elle pas reconnu dans « la meynade » le mot maisonnée, famille ? Le contexte (première ligne de la p. 8), ne laisse aucun doute. Pas de mythologie !

2. Une bonne nouvelle : le Comité a décidé, le 13 octobre dernier, de se survivre à lui-même, sous le même titre, sous forme d'association déclarée. Parmi les tâches qu'il envisage figure « la réédition complète de l'œuvre d'Olivier de Serres, dans l'intention d'aboutir à une édition critique, tant au point de vue littéraire qu'au point de vue agronomique, du monument classique élevé il y a 350 ans à l'agriculture française ».

phie de la fondatrice, non sans quelques erreurs¹. Le quatrième, qui est très précieux, retrace l'histoire de Saint-Cyr de 1719 à 1793. Au cinquième, M. Barnard expose avec une précision suffisante et une indiscutable netteté les caractères de la pédagogie de Saint-Cyr. Fort utile est le chapitre VI qui rappelle l'influence de l'institut de Saint-Cyr sur les écrits de Mme de Genlis, sur l'organisation des maisons de la Légion d'honneur, des Instituts Smolny en Russie et Marie-Thérèse à Vienne. Tout au plus a-t-on l'impression qu'ici et là l'auteur eût pu chercher les documents propres à étayer ses conclusions.

Tel quel, l'ouvrage de M. H. C. Barnard ne manquera point de rendre de réels services au public anglo-saxon et, à l'occasion, aux étudiants des Facultés françaises.

E. PN.

— Encore une thèse de droit constituée simplement par un inventaire d'archives : il s'agit de l'*Inventaire des arrêts du Conseil du roi, janvier-février 1740*, par Mlle Marie-Élisabeth LABBÉ (Paris, Libr. du Recueil Sirey, 1940, in-8°, 267 p.). Cet inventaire porte sur 179 arrêts rendus en présence du roi et 272 rendus hors de sa présence, d'après les textes de la série E des Archives Nationales, et est complété par le recours à quelques autres recueils. Dans son Introduction, l'auteur souligne l'intérêt de quelques-uns des documents inventoriés (particulièrement en ce qui concerne la fabrique des étoffes et la succession de John Law) et a cru utile, étant donné que plusieurs des arrêts considérés ont été rendus sur avis des députés du Commerce, d'étudier l'histoire et le fonctionnement du Conseil et du Bureau du Commerce. Soit ! Mais pourquoi les références sont-elles indiquées avec tant de négligence ? Un double index permet de retrouver les arrêts intéressants.

G. BN.

— L'« Institut Napoléon » a publié (S. l. n. d., in-8°, 65 p., ill.) un *Recueil de travaux et documents*, groupant des articles qui gravitent presque tous autour du retour des cendres de Napoléon et de l'Aiglon. Inutile, à cet égard, d'insister sur les pages de MM. SAGNAC et BOURGUIGNON et de Mme DESVOYES. En réalité, il y a de cette brochure à retenir seulement trois études : R., C., et C. LEDOUX-LEBARD, *Diogène cherchant un homme* (allégorie à la gloire de l'Empereur et sujet de pendule) ; — L. HOUDARD, *Les Conseils de prud'hommes, institution napoléonienne* ; — Mme DESVOYES, *Une intervention peu connue de l'empereur Napoléon, l'organisation de l'église luthérienne de Paris* ; sans compter une notule sur l'hôtel de Mme Sans-Gêne et une bibliographie napoléonienne, 1939-1940. G. BN.

— M. Georges SUAREZ n'a pas interrompu sa tâche de raconter la vie d'Aristide Briand. Le tome V, paru au printemps de 1941 (*Briand, l'artisan de la paix*, Paris, Plon, 1941, in-8°, 437 p., illustr. ; prix non indiqué), couvre la période qui s'étend de la fin de la guerre mondiale à l'occupation de la Ruhr : période décevante et

1. P. 5. M. Barnard croit à tort que Charles d'Aubigné mourut sans s'être repenti. A la p. 52 le lecteur ignore si l'auteur fait allusion à Rueil ou à Saint-Cyr.

P. 52 et 57 n. Il hésite entre Noisy, situé dans le parc de Versailles et Noisy-le-Sec.

P. 71. Il est douteux qu'*Esther* représenté en 1689 ait fait pleurer le Grand Condé mort en 1686.

P. 90. Fénelon fut archevêque et non pas évêque de Cambrai.

P. 99. C'est le 1^{er} septembre et non le 1^{er} août 1715 que mourut Louis XIV.

inquiétante, à coup sûr, et pour la présentation de laquelle il est heureux que l'auteur arrive à une objectivité qui semblait parfois faire défaut aux volumes précédents. On dirait que la sérénité grandissante de « l'artisan de la paix » a gagné son biographe, — à moins que certaines considérations d'actualité aient agi, consciemment ou non, sur lui. Sans doute M. Suarez ne peut se dégager d'une certaine malveillance à l'égard de la politique britannique et américaine d'après-guerre, — malveillance qui apparaît encore dans plus d'un des portraits qu'il a brossés de plusieurs hommes d'État d'Angleterre et des États-Unis. Et certes, il y a des raisons nombreuses pour s'associer à plusieurs des jugements de M. Suarez touchant les motifs profonds de la politique britannique ou américaine et les actes auxquels ils conduisirent. Mais ces jugements eux-mêmes n'embarrassent pas trop la trame du récit et la présentation des faits : l'Europe à la fin de la guerre, la critique par Briand du traité de paix, l'affreuse polémique autour du dossier falsifié de Bruxelles touchant l'affaire Lancken, les heurts Briand-Tardieu, tout le long développement de la non-application par l'Allemagne du traité de Versailles, le rôle de Briand à la conférence de Londres, puis à celle de Washington, enfin à celle de Cannes, avec l'opposition de Millerand et les menées obliques de Doumer, voilà les thèmes essentiels développés dans ce volume, qui contient, en outre, de longues, de très longues citations utiles de Briand lui-même, et une série de portraits bien enlevés, ceux de Lloyd George, lord Curzon, lord d'Abernon, du comte Sforza, de MM. Jaspar, Theunis, Tardieu, Mandel, Philippe Berthelot, en particulier.

G. BN.

— Dans la collection *Les Précurseurs*, M. Louis THOMAS a publié un ouvrage sur *Alphonse Toussenel, socialiste national antisémite (1803-1885)* (Paris, Mercure de France, 1941, in-18, 187 p., 1 portrait ; prix : 18 francs). C'est une contribution médiocre à l'histoire d'une importante question contemporaine : l'antisémitisme, — sur laquelle, disons-le en passant, on trouvera bien d'autres renseignements dans l'énorme étude de M. Henri ROLLIN, *L'Apocalypse de notre temps*, (Paris N. R. F., 1940, in-8°). En fait, M. L. Thomas a voulu marquer les rencontres, assez nombreuses, en vérité, entre la plupart des idées de Toussenel et le système national-socialiste allemand. Mais la biographie intellectuelle de Toussenel, — sa biographie tout court, — est très rapidement établie par M. L. Thomas, et l'accent polémique, les préoccupations actuelles de l'auteur sont si manifestes qu'il est bien difficile de mettre son livre au rang des ouvrages historiques.

G. BN.

— François FOSCA. *Edmond et Jules de Goncourt*. Albin Michel, 1941, in-8°, 460 p., planches. — On peut retourner au livre de M. Fosca l'éloge qu'il fait du *Gavarni* des Goncourt : « ... une biographie documentée et alerte, où l'homme revit tout entier, et un commentaire où l'œuvre est étudiée avec autant d'amour que de compréhension ». — « D'amour » serait ici beaucoup dire, mais, à coup sûr, de sympathie, de cette sympathie qui s'attache à l'absence de toute vulgarité. Ce qui apparemment a séduit M. Fosca dans les Goncourt, c'est la qualité très particulière de leur personnalité d'artistes, d'où résulte la position singulière qu'ils ont occupée dans le mouvement littéraire, un peu en marge de deux générations. Il sait d'ailleurs ce qui leur manque, aussi bien comme romanciers que comme critiques d'art et comme collectionneurs, — ce sens de l'humain dans la peinture de la réalité et, en

art, le sens du grand et du neuf. Mais il met aussi fort bien en lumière ce qui, dans ces gens de lettres, subsiste de l'honnête homme, ce qu'il y eut de raffiné et de distingué dans leur talent, quelles valeurs ils contribuèrent à maintenir. (Ainsi leur « écriture » a vieilli ; elle a même gâté bien des écrivains, mais leur souci d'une vision « artiste », exercée à l'école des peintres, a enrichi la technique du roman.) De plus, l'occasion était belle, pour un historien de l'art, de faire revivre, en arrière-plan, non seulement le dîner Magny ou le salon de la princesse Mathilde, mais un domaine moins bien connu du grand public, les milieux artistiques du Second Empire et du premier tiers de la III^e République. On trouvera, esquisonné en quelques pages très vivantes un tableau de la critique d'art au XIX^e s., et plus loin, sur la diffusion de l'art japonais en France, un historique aussi précis qu'élégant. D'une manière générale, cet ouvrage, outre ce qu'il apporte d'inédit dans le détail, se recommande par la parfaite mise au point des questions relatives au sujet (le *Journal*, l'Académie, le problème de la collaboration des deux frères) et par l'heureuse mise en place d'éléments si divers.

R. P.

— M. M. EMERIT a publié une intéressante contribution à l'histoire de *La Révolution tunisienne de 1864 et le secret de l'empereur* (extrait de la *Revue tunisienne*, Tunis, Impr. Aloccio, 1939, in-8°, p. 221-239). Il a retrouvé l'héroïne d'une de ses publications antérieures, Mme Cornu, dans les événements et les intrigues politiques de l'Afrique du Nord, et les lettres que Mme Cornu a reçues de M. de Beauval, consul provisoire de Tunis, forment la trame de cette étude : il en résulte que le gouvernement français a fait tous ses efforts pour soutenir le bey et régler la question en bon accord avec l'Italie, la Turquie et l'Angleterre, mais qu'il a rencontré dans Beauval, mal informé et présomptueux, un adversaire inattendu : d'où anarchie maintenue dans le Sahel, et gêne diplomatique accentuée entre Paris et Londres. Il n'est pas sans intérêt de noter qu'aucune sanction n'est intervenue pour briser les initiatives malencontreuses de Beauval. G. BN.

— Henry VAN ETEN. *Chronique de la vie quaker en France de 1750 à 1938*. Paris, Société religieuse des Amis, 1938, 316 p. et 43 ill. — Jamais le quakerisme n'a connu en France d'éclatante fortune. L'étude de ce mouvement religieux faite, à l'aide d'importants documents quakers, par M. H. Van Etten n'en rendra pas moins de réels services. Dans une première partie — environ les dix premiers chapitres, — consacrée aux origines du quakerisme dans le Vaunage et à Congenies, l'auteur ajoute quelques précisions, particulièrement sur Claude Gay, à l'article de E. Préclin paru dans la *Revue d'Histoire moderne*, en 1938. La partie vraiment neuve de l'ouvrage est l'histoire des quakers français au XIX^e siècle, l'évocation de l'œuvre de Christine Alsop Majolier et surtout de l'action contemporaine de l'école quaker de Nîmes, de Justine Dalencourt, de Joseph Gundry-Alexander (1848-1918) et du singulier personnage que fut Louis Révoire, ex-rédemptoriste, espérantiste et à demi anarchiste.

L'ouvrage, qui vaut surtout par les détails¹ présente un double intérêt : celui de ses biographies, celui de l'étude des rapports religieux franco-anglo-américains.

E. PN.

1. P. 23, la caisse de conversion des P. R. est antérieure à 1681. P. 85, l'auteur fait gratuitement et inexactement de Marsillac un émissaire de Napoléon I^{er}. P. 67, Grégoire fut évêque constitutionnel de Loir-et-Cher et pas de Blois.

— La *Revue* n'a pas été à même de recenser les articles parus dans la revue *Esprit*. Signalons tout de même, sous la date du 1^{er} août 1938, le court, mais substantiel article consacré par M. Henri CHATREIX à l'étude de *La Doctrine scolaire de la III^e République*.

G. BN.

— William Curt BUTHMAN. *The rise of integral nationalism in France, with special reference to the ideas and activities of Charles Maurras*. New-York, Columbia University Press, 1940, in-8°, 355 p. Prix non indiqué. — Voici un de ces ouvrages dont il est fatal qu'on dise qu'il n'aurait pu être écrit que par un étranger. Un Français, même un historien le plus soucieux d'objectivité intégrale, — et justement parce qu'en étant soucieux, — se trouvait, avant 1939, trop engagé, non pas même dans les luttes politiques, mais dans les catégories civiques supposées ou réelles pour oser entreprendre un essai de ce genre. En considérant un pareil sujet de loin, il y a des chances qu'on le domine, en quelque façon, de haut, et c'est le cas de M. W. C. Buthman.

Son ouvrage est très attachant. Il repose sur une connaissance très étendue de la « littérature » nationaliste française. Mais à cet égard, on peut lui reprocher de n'avoir pas fait état des écrivains qui ont critiqué la doctrine nationaliste, dans son évolution de 1870 à nos jours. Non seulement, ces critiques lui eussent permis sans doute de mieux comprendre et de mieux faire comprendre cette doctrine, mais certains schismes, comme celui de Georges Valois, certaines tendances antinationalistes, et cependant apparentées à quelques-uns des idéaux à base de nationalisme, comme le catholicisme professé en France, à la suite de la condamnation à Rome de l'Action Française, n'étant pas représentés ou ne l'étant qu'à peine dans ce volume, celui-ci ne donne qu'une image unilatérale, — non pas faussée, mais réduite, d'un grand mouvement idéologique et politique.

Ces réserves faites, affirmons encore une fois l'intérêt de cet essai. Dans une première partie, M. Buthman examine les « facteurs de développement du nationalisme intégral français », et il remonte jusqu'à la guerre de 1870. Je regrette qu'il n'ait pu utiliser, pour analyser les antécédents du sentiment d'humiliation nationale alors ressenti, les textes réunis par Georges Goyau dans *L'Humanitarisme et l'idée de patrie*. Dans les démarches de la Ligue des patriotes, l'agitation boulangiste, l'antisémitisme d'Édouard Drumont, l'activité politique et romancière de Maurice Barrès, l'agitation anti-dreyfusarde, l'idéologie de M. Charles Maurras, sont distinguées par l'auteur, les phases successives d'une évolution qui aboutit, en 1900, à la formation de l'Action Française ».

C'est à l'Action Française et au système politique de M. Charles Maurras qu'est consacrée la seconde partie du livre. M. Buthman montre heureusement les apports fédéralistes, antisémites, monarchistes, qui, dans des proportions diverses, se retrouvent dans la doctrine du « nationalisme intégral ». De quelle façon cette doctrine a pu se répandre dans le pays, quels ont été les procédés de propagande de l'Action Française, son action concrète dans les grands événements politiques et diplomatiques, les réactions qu'elle devait susciter, de tout cela, M. Buthman ne s'occupe, — et ne devait s'occuper qu'à l'occasion, son livre étant essentiellement l'analyse historique d'une doctrine.

G. BN.

— Dans la collection *Pour construire la France de demain*, M. Joseph BARTHÉLEMY, alors professeur à la Faculté de Droit de Paris, a publié, sous le titre de

Provinces (Paris, Grasset, 1941, in-18, 94 p.), un petit ouvrage dont on souhaite qu'il soit lu par les hommes chargés de la réorganisation administrative du pays. On y trouve, en effet, des connaissances précises sur l'histoire de la France d'ancien régime et de la France contemporaine, heureusement servies par l'expérience administrative et la finesse juridique propres de l'auteur. On soulignera, en particulier, ce que M. J. Barthélemy dit de l'œuvre très sérieuse accomplie par les Comités de Constitution et de Division de la Constituante et de l'histoire administrative de la France sous le Premier Empire. Livre de polémique et d'actualité, à coup sûr, mais qui n'est pas sans intérêt pour les historiens. G. BN.

— Le titre du livre de M. Jacques CHEVALIER, *Cadences* (Paris, Plon, 1939, in-18, 374 p. ; prix : 32 francs) rappelle bizarrement le goût très vif pour la musique de ce philosophe mué en homme d'État. On y trouve, en fait, des contributions de toute nature, philosophiques, métaphysiques, historiques. Celles-ci seules nous intéressent. Disons que dans ses pages sur *Les deux Réformes*, M. Chevalier oppose d'une façon un peu simplifiée le luthéranisme des pays allemands et le calvinisme des pays de langue anglaise, mais montre heureusement comment la démocratie moderne se rattache essentiellement au calvinisme : « la pratique de la liberté résulte de l'échec de la persécution, de son impuissance à réaliser l'unité par la force ». Moins historiques, mais utiles encore pour notre discipline les pages sur : *Descartes et le monde moderne*; *Ampère, la Science et l'esprit d'oraison*; *Le Secret de Pascal*; *La Physiognomie de Bayard*. G. BN.

Grande-Bretagne. — H. C. DARBY. *The Medieval Fenland*. Cambridge, University Press (*Cambridge Studies in economic history*), 1940, in-8°, xiii-200 p., 25 cartes et diagrammes, 11 figures. Prix : 12 s. 6 d. — Id. *The Draining of the Fens*. Cambridge, University Press, 1940, in-8°, xix-312 p., 34 cartes et diagrammes, 31 figures. Prix : 21 s. — Le Fenland est une dépression, ouverte sur le Wash, traversée par l'Ouse et la Cam, qui s'étend dans le voisinage de Cambridge, de Boston, de King's Lynn, et que domine, dans sa solitude altière, la masse importante et magnifique de la cathédrale d'Ely, construite sur une île des anciens marais. Sous l'impulsion de M. Clapham (ce nom seul est une garantie), M. Darby a retracé l'histoire de ce district (comté de Lincoln et partie de ceux de Cambridge et de Huntingdon), dont les caractères originaux font penser au Marais poitevin ou au Spreewald.

Il l'étudie, depuis les temps romains et surtout depuis le *Domesday Book*, par une méthode qui rappelle celle de M. Marc Bloch : examen des terriers (éclairé par les photographies aériennes), notation patiente des phénomènes de peuplement et des occupations des habitants. Aux temps anciens, c'est un pays de tourbières et de vases, souvent envahi par les eaux, difficile d'accès et de parcours, et qui resta longtemps insalubre. Macaulay le décrit encore, en se plaçant au début du XVII^e siècle, comme habité par une population « à demi-sauvage », les *Fenmen*, menant une vie amphibie de chasseurs (d'oiseaux) et de pêcheurs (spécialement d'anguilles), à l'écart des courants généraux, avec des institutions originales commandées par leur genre de vie. Macaulay exagérait, et retardait. Chasse et pêche avaient enrichi les habitants. Les voies de navigation intérieure luttaient contre l'isolement, et quelques routes, très rares, s'étaient établies sur des remblais et avaient lancé leurs ponts sur les marais. De bonne heure avait commencé le

processus de drainage : la « coutume du marais », — *consuetudo marisci* — comprenait, comme redevances seigneuriales, le creusement et l'entretien des fossés et des égouts, la construction des digues et levées, donc un travail élémentaire d'assèchement. Avec le xv^e siècle, la royauté intervient pour contrôler ce travail, et nous assistons à un véritable enrichissement du *Fenland*. La mise en culture et le pâturage (surtout communal) font des progrès indéniables ; on vante même la prospérité de ce territoire, jadis mal réputé.

Un second volume en retrace l'évolution depuis l'époque où se perfectionnent les méthodes de drainage, autour de l'an 1500. Il analyse l'œuvre des Commissions spéciales (*Commissions of Sewers*) et des « cours » de drainage (*Sewer courts*). Henry VIII engagea, dans tout le royaume, la lutte contre le marécage (Acte de 1531), lutte contrariée fâcheusement d'ailleurs par la dissolution des monastères. Les plans de desséchement s'élaborent. En 1589 nous voyons apparaître le Brabançon Humphrey Bradley, que plus tard notre Henri IV appellera en France. Mais les inondations compromettaient souvent encore le travail. C'est ainsi que le *Fen* apparaissait en 1611 à Isaac Casaubon. Mais avec le *General Draining Act* de 1600, le but est, sinon atteint, du moins visé. Malgré les oppositions locales, malgré la guerre civile (Cromwell, propriétaire à Huntingdon, s'intéressa aux projets), s'opère la transformation du pays. Elle fut traversée par des accidents météorologiques au début des catastrophes du xviii^e siècle. Alors se généralisa l'usage des pompes mues par le moulin à vent, surtout après 1758, tandis que se perfectionnait, sur le modèle hollandais, la capture en grand des volatiles sauvages. Ensuite vint la pompe à feu.

Cette lutte contre les forces naturelles (y compris les anophèles) s'est poursuivie jusqu'à nos jours : « construction » des estuaires, écluses, coupures de rivières, conquête de nouveaux polders (ou *reclaimations*), stabilisation des étendues d'eau, ou *meres* (rapprocher du hollandais *Meer*), apparition des moulins à vapeur, amélioration subséquente de l'agriculture, de la production maraîchère, de l'élevage. Il y eut encore des régressions désastreuses et les inondations saisonnières ne sont pas rares. La très belle et intelligente illustration nous montre la destruction d'une écluse en 1862 (fig. 19) et les inondations d'août 1912 (fig. 21) et de mars 1937 (fig. 6, p. 84).

Malgré son caractère technique, l'ouvrage se lit non seulement sans ennui, mais avec un réel plaisir.

H. H.

— Il n'était pas toujours facile, au début du xvii^e siècle, d'établir une distinction entre un marin, un corsaire et un pirate, et les chrétiens ne le cédaient pas, sur ce dernier point, aux Barbaresques. Tel le capitaine John Ward, pêcheur de Faversham (Kt), écumeur de la Méditerranée, vendeur de cargaisons à Tunis et à Alger, loup de mer intrépide et sans scrupule qui déclarait à l'ambassadeur de Turquie en Angleterre : « Je vous le dis : si je rencontrais mon propre père sur la mer, je le dépoillerais, et je le vendrais ensuite. » Il refusait le pardon qui lui eût permis de rentrer en Angleterre, ajoutant qu'il voulait être enseveli dans la mer. Il finit renégat, et quasi-pacha turc, dans un superbe palais de Tunis. Sur ce héros de roman d'aventures, célébré dans des brochures et des drames, chanté dans des ballades, M. C. L'ESTRANGE EWEN nous apporte quelques pages vivantes, nourries de documents de l'Amirauté et des Archives de Venise (*Captain John Ward, « Arch-Pirate »*, Londres, chez l'auteur, 1939, in-8° de 16 p.).

H. H.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. GÉNÉRALITÉS ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Fritz Rörig. Volkskunde, Hanse und materialistische Geschichtsschreibung. [*Hist. Zeitsch.*, 1941, Bd. 163, Heft 1.] — *H. Wopfner.* Bauerntum, Stadt und Staat. I. [*Ibid.*, Bd. 164, Heft 2, 3.] — *H. Mitteis.* Land und Herrschaft Bemerkungen zu dem gleichnamigen Buch Otto Brunners. [*Ibid.*, Bd. 163, Heft 2 et 3.]

H. O. Meissner. Otto Hintze's Lebenswerk (1861-1940). [*Ibid.*, Bd. 164, Heft 1.] — *P. Schmittenhener.* Wehrpolitik, wehrpolitische Geschichte, Wehrgeschichte. Entgegnung und Entwirrung. [*Ibid.*, Bd. 163, Heft 2.] — *G. Oestreich.* Nachwort zu Schmittenhener's « Wehrpolitik, wehrpolitische Geschichte, Wehrgeschichte ». [*Ibid.*, Bd. 163, Heft 3.]

E. F. Sommer. Die Russlanddeutschen im Wandel des gesamtdeutschen Schiksals. [*Ibid.*, Bd. 163, Heft 3.] — *K. Kasiske.* Das Wesen der Ostdeutschen Kolonisation. [*Ibid.*, Bd. 164, Heft 2.] — *K. von Raumer.* Wittrams Baltendeutsche Geschichte. Rückblick auf die Entwicklung einer Volksgruppe. [*Ibid.*, Bd. 164, Heft 2.] — *Id.* Friedrich Leopold von Schrötter und der Aufbau Neu-Ostpreussens. [*Ibid.*, Bd. 163, Heft 2.]

Walter Frank. Zur Geschichte der Judenfrage. [*Ibid.*, Bd. 163, Heft 2 et 164, Heft 1.]

Édouard Jordan. Une méthode de travail (pour l'étude d'un chapitre cathédral) [*Rev. Hist. Egl. de Fr.*, janv.-juin 1941.]

A. Dauzat. La toponymie de la France (à l'occasion de l'ouvrage d'*Auguste Vincent* qui porte ce titre). [*J. des S.*, oct.-déc. 1940.] — *Id.* Chronique de toponymie : XXXII. Travaux de l'année 1940. [*Rev. des Ét. anc.*, janv.-juin 1941.]

Chanoine Uzureau. L'Ordre de Fontevrault. [*Anjou hist.*, juillet 1941.] — *Id.* Les fêtes d'obligation dans le diocèse d'Angers (elles n'ont pas toujours été les mêmes ; liste). [*Ibid.*, janv. 1941.] — *Id.* Les divisions ecclésiastiques, militaires, judiciaires et administratives de l'Anjou. [*Ibid.*, avril 1941.]

II. PRÉHISTOIRE, ORIENT ANCIEN, ANTIQUITÉ CLASSIQUE

H. Dehérain. Récentes découvertes historiques et préhistoriques au Sahara occidental. [*J. des S.*, oct.-déc. 1940.]

Thureau-Dangin. L'origine de l'algèbre. [*Bull. Ac. I. et B. L.*, juillet-août 1940.]

G. Contenau. Les fouilles en Asie occidentale (1939-1940, Sidon, Châpur, Ras-Shamra, Mâri, Doura-Europos). [*R. A.*, avril-juin 1941.] — *M. Pillet.* Les autels de l'« El-Karassi » en Syrie centrale. [*Ibid.*, janv.-juin 1941.]

F. Chapouthier. La vaisselle commune et la vie de tous les jours à l'époque minoenne. [*Rev. des Ét. anc.*, janv.-juin 1941.]

W. Otto. Ein neues Werk zur griechischen Geschichte (l'*Histoire des Grecs de Gaetano De Sanctis*). [*Hist. Zeitsch.*, 1941, Bd. 163, Heft 2.] — *Henri Van Effenterre.* Le sommier d'Ulysse. [*R. A.*, avril-juin 1941.] — *W. Deonna.* Gloires

et tares de l'art grec. [R. A., janv.-juin 1941.] — *Georges Daux*. Le serment de Platées (dirigé essentiellement contre Thèbes). [*Ibid.*] — *G. Mathieu*. Quelques travaux récents sur Platon. [*Rev. des Ét. anc.*, janv.-juin 1941.]

Paul Cloché. Notes sur la politique athénienne au début du IV^e siècle et pendant la guerre du Péloponèse. [*Ibid.*] — *J. Marcadé*. Un traité sur la plastique grecque du IV^e siècle : principes et méthodes (celui de Hans Karl Süsserot). [R. A., avril-juin 1941.] — *Georges Radet*. Notes sur l'histoire d'Alexandre IX : Les colonies macédoniennes de l'Hydaspe : Bucéphalie et Nicée. [*Rev. des Ét. anc.*, janv.-juin 1941.]

Ph.-E. Legrand. A propos du dénouement de l'*Hécyre*. [*Ibid.*] — *Yves Béguignon*. Observations sur l'affaire des Bacchanales (Tite-Live, XXXIX, 8-19). [R. A., avril-juin 1941.]

H. Oppermann. Das römische Schicksal und die Zeit des Augustus. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 164, Heft 1.] — *A. Merlin*. Le mithreum de Santa Prisca, à Rome. [R. A., janv.-juin 1941.] — *Id.* Ala VII^a Phrygum (défend son existence contre M. Durry). [*Ibid.*]

Marcel Clouet. L'aqueduc gallo-romain de Saintes (fin). [R. de Saint. et d'Aunis, 1941, t. XLVII, fasc. 1:] — *J.-J. Hatt*. Sur quelques monuments funéraires gallo-romains des Pyrénées. [R. A., janv.-juin 1941.] — *G. Drioux*, *G. Parmentier* & *J. Mulson*. Substructions gallo-romaines de l'« Echenot » (commune de Bourg, Haute-Marne). [*Ibid.*, avril-juin 1941.] — *L. Armand-Calliat*. A propos du dieu Bacon (dieu des Gaulois, c'était un dieu-porc ou un dieu-sanglier). [An. de Bourg, mars 1941.] — *P. Wuilleumier*. Les fouilles de Lyon. [*Rev. des Ét. anc.*, janv.-juin 1941.]

Raymond Lantier. La tombe royale de Sutton Hoo. [R. A., janv.-juin 1941.]

III. MOYEN AGE ET XVI^e SIÈCLE

Gustave Bardy. Un humaniste chrétien : saint Hilaire de Poitiers. [*Rev. Hist. Égl. de Fr.*, janv.-juin 1941.]

M. Chaume. A propos de la Chanson de Roland. *Gui de Bourgogne* et les attaches bourguignonnes de Robert le Fort. [An. de Bourg., mars 1941.] — *Pierre Quarré*. Une façade romane découverte à Aurillac. [R. A., avril-juin 1941.] — *Jean-Rémy Palanque*. Sur l'emplacement de la cathédrale d'Aix-en-Provence avant le XII^e siècle. [*Rev. Hist. Égl. de Fr.*, janv.-juin 1941.]

J. Dhondt. Note sur les deux premiers ducs capétiens de Bourgogne. [An. de Bourg., mars 1941.] — *G. Espinas*. Les actes des comtes de Flandre (1071-1128, à l'occasion de la publication faite par F. Vercauteren). [*J. des S.*, oct.-déc. 1940.]

P. Kirn. Die Verdienste der staufischen Kaiser um das Deutsche Reich. [*Hist. Zeitsch.*, 1941, Bd. 164, Heft. 2.] — *W. Schlesinger*. Kaiser Arnulf und die Entstehung des deutschen Staates und Volkes. [*Ibid.*, Bd. 163, Heft 3.]

P. Collart. Papyrologie et byzantinisme. [*Rev. des Ét. anc.*, janv.-juin 1941.] — *G. Ostrogorsky*. Die Perioden der byzantinischen Geschichte. [*Hist. Zeitsch.*, 1941, Bd. 163, Heft 1.] — *G. Martiny*. Die Ausgrabungen im byzantinischen Kaiserpalast in Istanbul. (Résultat des fouilles du Grand Palais dirigées par Baxter en 1935, dégagement de l'Heliaxon du Phare, de la Porphyra, de la Monnaie impériale, etc.) [Ann. Instit. Kondakov, XI, 1940.] — *D. Anastasievic*. L'année impériale à Byzance (en russe). (Les chroniqueurs byzantins comptent les années

des empereurs, non d'après la date de leur avènement, mais d'après celle de l'indiction de l'année de cet avènement.) [Ibid.] — *L. Bréhier*. Les peintures du rouleau liturgique n° 2 du monastère de Lavra. (Éclairent le texte sacré, iconographie originale.) [Ibid.] — *Dj. Bošković*. Deux couronnes de vie à Gračanica (portraits de Miloutine et Simonide recevant des anges les couronnes envoyées par le Christ). [Ibid.] — *Georges Ostrogorsky*. L'expédition du prince Oleg contre Constantinople en 907 (soutient contre Henri Grégoire la réalité de cette expédition et du traité de 911 entre Oleg et Léon VI). [Ibid.] — *D. A. Rassovskiy*. Les Comans. IV. Leur histoire militaire (jusqu'à 1180) (en russe). [Ibid.] — *P. Lemerle et A. Soloviev*. Trois chartes des souverains serbes au monastère de Kutlumus (Athos). La première en grec, attribuée à Douschan, renseigne sur son administration des territoires grecs vers 1248, les deux autres du despote Jean Uglješa, l'une en grec 1358, l'autre en 1369). [Ibid.] — *H. R. Willoughby*. Greek rebindings colophons in Chicago manuscripts (reliure datée de 1466 au nom de Michel d'Andrinople). [Ibid.]

Louis Bréhier. L'illustration des Évangiles syriaques en Mésopotamie au XIII^e siècle (relations avec l'art byzantin et l'art musulman). [J. des S., oct.-déc. 1940.] — *E. Haenisch*. Kulturbilder aus Chinas Mongolenzzeit. [Hist. Zeitsch., Bd. 164, Heft 1.] — *G. Vernadsky*. Juwaini's version of Chingi Khan's Yasa. (Traduction en anglais et commentaire d'un chapitre du chroniqueur persan Juwainy, mort en 1283 contenant des extraits du yassak, code de Gengis-Khan, d'un grand intérêt.) [Ann. Instit. Kondakov, XI, 1940.] — *René Grousset*. État actuel des études sur l'histoire gengiskhanide. [Bull. of the Int. Com. of hist. Sc., n° 46, juin 1941.] — *Moussa Béroukhim*. Les invasions de l'Iran au XIV^e siècle et la décadence de la pensée philosophique iranienne (d'après Eghbal). [Ibid.]

Michel Hrouchevsky. La principauté de Kyiv (Kiev) au Moyen âge [Ibid.] — *A. Voisin*. Autour d'une élection de maire à Dijon sous Philippe le Bon, 1450. [A. de Bourg., juin 1941.] — *Louis Rigaud*. La Nation germanique de l'ancienne Université d'Orléans. [Rev. Hist. Égl. de Fr., janv.-juin 1941.]

G. Frh. von Pölnitz. Clemens Jäger. Der Verfasser der Fugger-Chronik. [Hist. Zeitsch., 1941, Bd. 164, Heft 1.] — *R. Konetzke*. Zur Biographie Philipp II von Spanien. [Ibid., Heft. 2.] — *A. Lefranc*. Le quatrième centenaire de l'Institution chrétienne. [Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr., avril-juin 1941.] — *A. Grabar*. Expansion de la peinture russe aux XVI^e et XVII^e siècles (entre l'époque d'Ivan le Terrible et la réforme de Nicon, se manifeste dans les pays enlevés aux Tartares, en Sibérie, Ukraine, Lithuanie, Caucase, pays grecs, Moldavie, Valachie). [Ann. Instit. Kondakov, XI, 1940.]

IV. L'ANCIEN RÉGIME ET LE XIX^e SIÈCLE

H. Forestier. Le « droit des garçons » dans la communauté villageoise aux XVII^e et XVIII^e siècles. [A. de Bourg., juin 1941.] — *René Gandilhon*. Un protestant breton à Leyde (au XVII^e siècle, René Gouret). [Bull. Soc. Hist. Prot. fr., janv.-mars 1941.] — *P. Koch*. Jérémie Ferrier, pasteur de Nîmes, 1601-1613 (fin). [Ibid.] — *B. Robert*. La maison des nouvelles catholiques à Alençon (1685-1792. fin). [Ibid., avril-juin 1941.]

Josef Krusche. Die Entstehung und Entwicklung der ständigen diplomatischen Vertretung Brandenburg-Preussens an Czarenhofe. [Bull. of the Int. Com. of

hist. Sc., n° 46, juin 1941.] — *H. Wendorf*. Die Considerations sur l'état présent du corps politique de l'Europe. Friedrichs des Grossen erster Versuch in der Aussenpolitik. [*Hist. Zeitsch.*, 1941, Bd. 163, Heft 3.]

Chanoine Uzureau. La subdélégation de Cholet en 1768. [*Anjou hist.*, juillet 1941.] — *H. Forestier*. Le bourreau à Auxerre et à Sens au XVIII^e siècle (les droits qui lui sont attribués). [*An. de Bourg.*, mars 1941.] — *Pierre Quarre*. Remarques sur les dessins de François Devosge. [*Ibid.*, juin 1941.]

Chanoine Uzureau. Les députés d'Anjou aux États-Généraux (1570-1789). [*Anjou hist.*, juillet 1941.] — *H. Drouot*. Sur le club des femmes de Dijon, 1791. [*A. de Bourg.*, juin 1941.] — *Chanoine Uzureau*. Le clergé de Chartrené, Cuon et Montpollin pendant la Révolution. [*Anjou hist.*, juillet 1941.] — *Id.* La Terreur en Maine-et-Loire : prisonniers de Saumur transférés à Bourges, 2-17 décembre 1793. [*Ibid.*, avril 1941.] — *Id.* Guillot de Folleville, guillotiné à Angers (1764-1794). [*Ibid.*] — *Id.* Applications du Concordat à Angers (correspondance inédite relative à l'arrivée de l'évêque concordataire). [*Ibid.*]

Nicolas Iorga. Talleyrand et Reinhard. Un chapitre de l'ancienne diplomatie. [*Bull. of the Int. Com. of hist. Sc.*, n° 46, juin 1941.] — *B. Dundulis*. Napoléon et la Lituanie en 1812. [*Ibid.*]

Chanoine Uzureau. Les trappistes de Bellefontaine et les trappistines des Gardes sous la Restauration. [*Anjou hist.*, avril 1941.] — *Spyridon Pappas*. L'indépendance de la Grèce et le philhellénisme. [*Bull. of the Int. Com. of hist. Sc.* n° 46, juin 1941.]

A. Jacotin. Notes sur le coup d'État du 2 décembre 1851 en Côte-d'Or. [*A. de Bourg*, juin 1941.] — *G. Roloff*. Napoleon und der polnische Aufstand im Jahre 1863. [*Hist. Zeitsch.*, 1941, Bd. 164, Heft. 1.]

W. Schlüssler. Noch einmal Bismarck zwischen England und Russland 1889. [*Ibid.*, Bd. 163, Heft 3.] — *H. Ibach*. Noch einmal Wilhelmisch. [*Ibid.*]

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

GEORGES RADET (1859-1941)

En la personne de Georges Radet, brusquement ravi le 9 juillet 1941 à l'affection de ses proches et de ses amis, la France vient de perdre un historien dont elle avait le droit d'être fière. De sa carrière, si riche et si pleine, il suffira de rappeler ici les principales étapes : l'École Normale, où il entra en 1881 ; l'agrégation d'histoire et géographie, qu'il obtint en 1884 ; l'École d'Athènes, où il fut admis la même année ; le doctorat ès lettres, qui lui fut décerné à l'unanimité en novembre 1892 ; la chaire d'histoire ancienne de l'Université de Bordeaux, qu'il occupa de 1895 à 1935 ; enfin, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dont il fut d'abord correspondant et qui l'élu membre libre le 20 novembre 1925. Tous ces succès et ces honneurs ont été amplement justifiés par les belles et hautes qualités de celui qui en fut l'objet et par une série de travaux nombreux et divers, qui ont rangé leur auteur parmi les meilleurs de nos spécialistes d'histoire ancienne. En tête du volume de *Mélanges* offerts en 1940 à Georges Radet par ses collaborateurs, on a dressé la liste imposante de ces travaux, dont notre trop brève notice devra se borner à signaler les plus importants.

Ce sont, d'abord, les thèses de doctorat : *De coloniis a Macedonibus in Asiam et Taurum deductis* et *La Lydie et le monde grec au temps des Mermnades* (687-546). L'idée maîtresse de ce dernier ouvrage, c'est que la Lydie servit de trait d'union entre les civilisations de l'Orient et celle de l'Hellade : l'auteur souligne avec force ce rôle capital du royaume des Mermnades, rôle auquel le prédestinait son emplacement dans l'ouest de l'Asie Mineure, au débouché ou à proximité de grandes vallées qui sont à la fois des voies naturelles et des voies historiques. Une telle étude exigeait la connaissance approfondie du pays lydien, et c'est, en effet, cette connaissance précise et sûre du milieu géographique qui se révèle dans la première partie du livre et qui en fait, semble-t-il, le plus solide mérite. Le succès de ces thèses justifiait la flatteuse mission qui fut confiée à Radet quelques années après la soutenance : le directeur de l'École d'Athènes, Th. Homolle, le pria de retracer l'histoire de la glorieuse maison fondée par l'ordonnance royale du 11 septembre 1846. De cette tâche ardue, le jeune professeur de l'Université de Bordeaux allait s'acquitter de main de maître : en 1901, il publiait *L'Histoire et l'œuvre de l'École française d'Athènes*. Ce livre a été composé avec une gratitude et une piété qui n'excluent point la plus lucide clairvoyance : se refusant à « brûler sur l'autel de famille le banal encens des admirations convenues », comme il le dit fort bien, Radet ne dissimule rien des insuffisances de recrutement, des tâtonnements prolongés et de l'absence de cohésion dans l'effort qui ont marqué les débuts de l'École d'Athènes. En revanche, il rappelle les très beaux services qu'elle avait déjà rendus à la science, et il proclame sa foi en l'avenir : les quarante premières années du xx^e siècle montreront avec éclat combien cet optimisme était fondé.

Quand parut ce savant ouvrage, il y avait deux ans que son auteur dirigeait la *Revue des Études anciennes*. Dans la notice émue et émouvante qu'il consacra en 1934 à la mémoire de son cher ami Camille Julian, il expose la genèse de cet excellent périodique, dont il avait défini le but et l'économie dans le premier fascicule (*R. E. A.*, 1899, p. 1-6) : filiale des *Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux*, la revue ne serait pas réservée aux publications issues des Universités du Midi, mais elle manifesterait « l'esprit de solidarité » indispensable à la science historique, en acceptant les communications de toute origine, provinciale, parisienne ou étrangère ; elle garderait, sans doute, un caractère régional, mais exempt de tout particularisme local. L'auteur dénonçait avec une belle vigueur cet absurde particularisme, plus funeste encore aux Universités, disait-il, qu'une vaine et ridicule « parisianolâtrie ». Tels sont les principes qui devaient inspirer la direction d'une revue dont nous nous honorons d'être l'un des collaborateurs depuis plus de vingt ans. Georges Radet fut un directeur d'un parfait libéralisme, d'une bonne grâce savoureuse et d'une conscience exemplaire ; il accomplit d'un cœur allègre une besogne parfois singulièrement ingrate : trop souvent, comme il l'a fort spirituellement rappelé, certains des « charmants collègues » qu'il avait choisis pour collaborateurs lui ont infligé « le sort de M. Dimanche » et l'ont « berné durant des mois, des années, des lustres » ; au fâcheux exemple de ces « débiteurs récalcitrants », il opposait la merveilleuse ponctualité de son ami et co-directeur Julian, dont les multiples apports « en bel or gallo-romain » venaient rétablir un équilibre compromis par d'inexcusables carences. Moins modeste, il eût pu ajouter que ses propres apports furent également nombreux et précieux : ne se bornant pas, en effet, à diriger la *Revue des Études anciennes*, il l'a enrichie d'une foule d'articles, de comptes rendus et de chroniques, ce qui ne l'empêcha point de fournir une collaboration des plus substantielles à d'autres publications, telles que la *Revue Historique*, le *Bulletin de correspondance hellénique*, le *Journal des Savants*, la *Revue des Études grecques*, la *Revue de Philologie, de Littérature et d'Histoire anciennes*, les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, les *Mélanges Glotz*, les *Mélanges Dussaud*, les *Mélanges Bidez*, etc.

En même temps, il poursuivait la préparation de nouveaux ouvrages, comme *Ephesiaca* : I. *La topographie d'Éphèse* ; II. *La Colonisation d'Éphèse par les Ioniens* (1906), *Cybèle* : étude sur les transformations plastiques d'un type divin (1909) et, surtout, *Alexandre le Grand* (1931), livre qui fut préparé et complété par les excellentes *Notes critiques sur l'histoire d'Alexandre* et divers autres articles, publiés dans la *Revue des Études anciennes*, le *Journal des Savants*, les *Mélanges Glotz*, les *Mélanges Bidez* et les *Mélanges Dussaud*. Cet ouvrage, dont nous avons ici même loué les brillants mérites, n'est pas — et ne prétend pas être — une histoire détaillée du règne d'Alexandre ; mais l'auteur y dégage avec une clarté magistrale les caractères essentiels du génie et des destinées d'un prince héroïque et prestigieux, en qui s'opéra la plus haute union de l'acte et du rêve ».

Jusqu'au terme de sa longue existence, en dépit de plus d'un obstacle et de graves souffrances, stoïquement endurées, l'éminent directeur de la *Revue des Études anciennes* s'est ainsi consacré sans faiblir à l'exécution de multiples et lourdes tâches. Ses collègues, ses étudiants et ses lecteurs, qui furent tous, à des degrés divers, les témoins ou les bénéficiaires de son probe et fécond labeur, garderont pieusement la mémoire de ce grand serviteur de la science, de l'Université et du pays.

Paul CLOCHÉ.

JOSEPH STRZYGOWSKI

On annonce la mort de Joseph Strzygowski, dont l'œuvre importante, qui remplit le dernier demi-siècle, fut consacrée à l'histoire de l'art et, plus exactement, aux rapports artistiques entre l'Orient et l'Occident au moyen âge. Né à Bielitz (Silésie autrichienne) en 1862, il fut nommé professeur à l'Université de Graz en 1892 et en 1909 à celle de Vienne, où il succéda à Wickhoff. Tout en enseignant l'histoire générale de l'art, il s'était déjà attaché à l'étude de l'art chrétien d'Orient. Dans ses publications, dont la plupart ont été signalées dans cette revue, il chercha surtout d'abord à découvrir l'originalité de l'art asiatique opposé à l'art classique, à en montrer la survie dans les plus anciens monuments chrétiens des régions continentales, plateau d'Anatolie, Mésopotamie, vallée du Nil, enfin son influence dans l'art byzantin et l'art occidental. Après un voyage en Orient, il développa ses théories dans des livres et des articles nombreux : *Orient oder Rom ?* 1901, *Kleinasien ein Neuland der Kunstgeschichte*, 1903, *Mschatta*, 1904, *Eine Alexandrinische Weltchronik*, 1905 (chronique copte illustrée), *Amida*, 1910 (d'après les photographies rapportées de Haute-Mésopotamie par le général de Beylié) et en collaboration avec Max Van Berchem et miss Bell, œuvre importante qui indique une nouvelle étape de la pensée de Strzygowski, dont le champ est allé en s'élargissant de plus en plus vers l'Extrême-Orient. L'art asiatique avait été jusque-là pour lui l'art de l'Iran, dont l'action s'était fait sentir à la fois vers l'Occident (Mésopotamie, Syrie, Anatolie) et vers la Chine. Mais cet art iranien lui-même, avant tout ornemental, a des racines profondes qu'il faut chercher dans l'art des peuples nomades, dans les tombes scythes, sarmates, sibériennes. C'est de là qu'est venue l'orfèvrerie ou verroterie cloisonnée des tombes germaniques. Le livre intitulé *Altai-Iran und Völkerwanderung*, 1917, fut le véritable manifeste des nouvelles tendances de Strzygowski et fut suivi d'une tentative pour montrer la dépendance qui unit l'architecture des églises et la sculpture monumentale de l'Occident aux constructions arméniennes (*Die Baukunst der Armenier*, 1918).

Ce fut en partant de ces résultats que Strzygowski édifa une théorie générale de l'histoire de l'art, divisant l'ancien continent en trois zones, celle des peuples nordiques (stylisation de l'être vivant suivant une conception ornementale et géométrique), celle des peuples africains (art illusionniste cherchant à reproduire l'être vivant avec exactitude), enfin la zone centrale, dont les régions méditerranéennes sont le véritable foyer artistique, où les influences des deux autres zones ont rayonné pour former des arts composites comme l'art syrien et l'art byzantin. Strzygowski ne cachait pas ses préférences pour l'art nordique et, sans tenir aucun compte des critiques assez nombreuses que suscitaient ses rapprochements audacieux ou sa chronologie parfois discutable, finit par donner à ses théories la forme systématique qu'elles ont revêtue dans l'un de ses derniers livres : *L'Ancien art chrétien de Syrie*, publié en français en 1936 par les soins de Gabriel Millet. A côté d'affirmations paradoxales (dates trop anciennes attribuées au calice d'Antioche ou à la façade de Mschatta), les vues fécondes, les rapprochements suggestifs donnent à ce livre un puissant intérêt et il en est à peu près ainsi de la plupart des œuvres de Strzygowski. Si plusieurs de ses conclusions semblent caduques, il n'en a pas moins rendu un immense service en remettant en question des doctrines qui semblaient immuables et en obligeant les historiens de l'art à tenir compte des faits nouveaux qu'il mettait en lumière. Il a exercé ainsi une

influence considérable sur le mouvement historique et beaucoup même de ceux qui se sont trouvés en désaccord avec lui sur certains points n'ont pas été sans le subir.

Louis BRÉHIER.

— Un accident d'aviation a coûté la vie au Pr^e R.-B. MOWAT, qui occupait la chaire d'histoire à l'Université de Bristol. Son œuvre féconde consiste surtout en manuels scolaires et en ouvrages de vulgarisation, un peu hâtivement écrits. Mais nulle période de l'histoire d'Angleterre, médiévale ou moderne, ni presque aucun problème d'histoire européenne ne sont restés étrangers à ses préoccupations. Conférencier agréable, R.-B. Mowat était souvent venu en France faire connaître les fastes de son histoire nationale.

É. PY.

— A l'occasion du centenaire de l'historien russe VASILIEVSKY, les *Annales de l'Institut Kondakov*, t. XI, Belgrade, 1940, ont publié une série d'articles (en russe) sur l'œuvre féconde de ce rénovateur des études historiques en Russie, mort en 1899 : Vasiliev, *Mes mémoires sur V. G. Vasiliievsky*. — P. B. Strouvé, *Vasiliievsky historien de la vie sociale du monde antique*. — Ostrogorsky, *Vasiliievsky fondateur des études byzantines en Russie*.

L. BR.

France. — M. L. STUNDE, ancien libraire, si nous ne nous abusons point, a mis sur pied une intéressante organisation d'archives de biographie française, qui, en raison de l'ancienneté ou de la nature des anciens dictionnaires biographiques, de la lenteur à paraître de la très sérieuse *Biographie française*, ne peut manquer de rendre des services. Cette institution, purement privée, fonctionne 127, faubourg Saint-Honoré, Paris (8^e).

G. BN.

— **Autographes.** — Les 15 et 16 mai 1941 ont été mis en vente à l'Hôtel Drouot divers manuscrits et documents, parmi lesquels on distingue : des notes d'état-civil sur les derniers Bourbons exécutés ou morts pendant la Révolution; le matériel d'études et des fiches, ayant servi à la rédaction de *Jeanne d'Arc* d'Anatole France; une lettre de Mme de Krüdener à Mme Récamier, jointe à un exemplaire du roman de Mme de Genlis sur la seconde, *Le Château de Coppet en 1807*, paru posthume en 1831, 3 vol. in-8^e; une lettre de Mme de Montespan au duc de Lauzun, 16 octobre 1681, pour en obtenir un abandon de bien en faveur du duc du Maine; un dossier de la bataille d'Eylau, comportant des lettres du général Duroc au prince Jérôme Bonaparte, 12, 19 et 22 février 1807; un dossier sur la tentative de Rosalino Pilo, patriote italien, en 1848; un dossier sur la représentation de *Thermidor*, de Sardou, en 1891; un dossier concernant George Sand et contenant, en particulier, des lettres de celle-ci à Joseph Dessau, de 1868 à 1876.

G. BN.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

ez
s la
palt
oot
rit,
que
pe-
ain
e de
sse
nort
as-
vly
mis
es
nes,
quer
au-
tel
otes
on".
An
un
ppel
au
eur
du
sier
pro-
and
363
454